Nations Unies A/64/6 (Sect. 20)

Assemblée générale

Distr. générale
3 avril 2009
Français
Original : anglais

Soixante-quatrième session

Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011*

Titre V
Coopération régionale pour le développement

Chapitre 20
Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes

(Programme 17 du cadre stratégique pour la période 2010-2011)**

7able des matières

		Page
	Vue d'ensemble	3
A.	Organes directeurs	9
B.	Direction exécutive et administration	11
C.	Programme de travail	16
	Sous-programme 1. Insertion dans l'économie mondiale et intégration et coopération régionales	17
	Sous-programme 2. Production et innovation	22
	Sous-programme 3. Politiques macroéconomiques et croissance	27
	Sous-programme 4. Développement social et équité sociale	30
	Sous-programme 5. Intégration du souci de l'égalité des sexes dans le développement régional	35
	Sous-programme 6. Population et développement	40

* Une version condensée du budget-programme approuvé paraîtra ultérieurement en tant que *Supplément n° 6* des *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-quatrième session* (A/64/6/Add.1).

** *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-troisième session, Supplément n° 6* (A/63/6/Rev.1).

09-29115 (F) 190609 130709

Merci de recycler

Sous-programme 7. Planification de l'administration publique 44
Sous-programme 8. Développement durable et établissements humains 47
Sous-programme 9. Ressources naturelles et infrastructure 52
Sous-programme 10. Statistiques et projections économiques 55
Sous-programme 11. Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique latine 60
Sous-programme 12. Activités sous-régionales dans les Caraïbes 65
D. Appui au programme 70
Annexe
Produits de l'exercice 2008-2009 non reconduits en 2010-2011 77

Vue d’ensemble

Tableau 20.1

Prévisions de dépenses

Projet du Secrétaire général	106 442 200 dollars[a]
Montant révisé des crédits ouverts pour 2008-2009	103 159 300 dollars

[a] Aux taux de 2008-2009.

Tableau 20.2

Tableau d’effectifs proposé

Postes	*Nombre de postes*	*Classe*
Budget ordinaire		
Postes proposés pour l’exercice biennal 2010-2011	496	1 SGA, 1 D-2, 14 D-1, 29 P-5, 63 P-4, 59 P-3, 49 P-2/1, 4 G(AC), 2 AN et 274 AL
Postes approuvés pour l’exercice biennal 2008-2009	496	1 SGA, 1 D-2, 14 D-1, 29 P-5, 63 P-4, 59 P-3, 49 P-2/1, 4 G(AC), 2 AN et 274 AL

Abréviations : SGA : secrétaire général adjoint; G(AC) : agent des services généraux (Autres classes); AL : agent local; AN : administrateur recruté sur le plan national.

20.1 Ce programme vise essentiellement à promouvoir le développement économique et social de l’Amérique latine et des Caraïbes par une coopération interactive entre les États membres, en réalisant une analyse complète du processus de développement et en fournissant des services opérationnels adaptés.

20.2 Le mandat du programme, qui est du ressort de la Commission économique pour l’Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), découle de la résolution 106 (VI) du Conseil économique et social par laquelle celui-ci a créé la Commission et l’a chargée de contribuer de façon concertée au développement économique de la région et au renforcement des relations économiques entre les pays de la région et entre eux et le reste du monde. En 1996, par sa résolution 553 (XXVI), le Conseil a chargé la Commission, entre autres choses, de collaborer avec les États membres à l’analyse du processus de formulation, d’évaluation et de suivi des politiques et de fournir des services techniques en matière d’information spécialisée, des services consultatifs, des formations et un appui à la coopération internationale et régionale.

20.3 La Commission continuera de poursuivre les objectifs clefs communs à toutes les commissions régionales : stimuler l’intégration économique aux niveaux sous-régional et régional, promouvoir la mise en œuvre des objectifs de développement arrêtés au niveau international, dont les objectifs du Millénaire pour le développement, et appuyer le développement durable en aidant à combler les écarts économiques, sociaux et environnementaux entre ses États membres et ses sous-régions. À cette fin, elle poursuivra le dialogue multilatéral, continuera à échanger des connaissances et à créer des réseaux au niveau régional et favorisera la coopération intrarégionale et interrégionale entre les commissions régionales et en collaborant avec d’autres organisations régionales.

20.4 La stratégie générale suivie par la Commission pour atteindre les objectifs du programme s'articule autour de 12 sous-programmes interdépendants et complémentaires mis en œuvre au moyen d'une approche intégrée et multidisciplinaire. Le plan biennal définit, pour les activités à mener en 2010-2011, des principes de base et une orientation générale inspirés des objectifs de développement arrêtés au niveau international, lors de conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies dans les domaines économique et social, notamment ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire et le Document final du Sommet mondial de 2005.

20.5 La situation économique et sociale de l'Amérique latine et des Caraïbes depuis 2003 est encourageante, les pays de la région ayant bénéficié d'une croissance due principalement à la bonne tenue de l'économie mondiale. La région est parvenue à se rendre nettement moins vulnérable aux chocs extérieurs grâce à des politiques macroéconomiques saines et à des avancées dans le domaine social, réduisant la pauvreté et améliorant la situation et la qualité de l'emploi. Elle a enregistré une augmentation de 16 % de son produit intérieur brut par habitant tout en maintenant un excédent de la balance courante des paiements. Le maintien de cette tendance positive sera largement fonction de l'environnement international, qui devra être stable et favorable, et de la façon dont les pays de la région résoudront les nouveaux problèmes de développement qui se posent à eux.

20.6 Dans le contexte de la mondialisation, la région n'a pas pu profiter pleinement des possibilités qu'offre une intégration compétitive dans l'économie internationale. Elle a fortement ressenti les effets des inégalités et des risques, notamment à cause des faibles progrès réalisés dans les négociations commerciales multilatérales et l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Elle doit encore parvenir à faire de sa croissance actuelle un atout à long terme pour renforcer sa position sur les marchés internationaux. Son succès dépendra en grande partie de la mesure dans laquelle les pays peuvent augmenter leur capacité de forger des partenariats secteur public-secteur privé pour mettre en œuvre des stratégies de développement de la production.

20.7 Bien que la région ait enregistré des progrès en ce qui concerne les dépenses sociales, l'espérance de vie, la mortalité infantile et l'égalité des sexes dans l'éducation, elle demeure celle où les inégalités en matière de revenus et de répartition des richesses sont les plus marquées au monde. La pauvreté touche toujours en moyenne 35 % de la population et la précarité sociale explique en partie les importants flux migratoires internes et internationaux qui freinent sa croissance. Ces problèmes continuent de mettre à mal la cohésion sociale, de créer des tensions dans les pays et de fragiliser les démocraties et leurs institutions.

20.8 La région demeure vulnérable aux catastrophes naturelles et aux incidences des changements climatiques, en particulier sur le pourtour des Caraïbes et dans la sous-région de l'Amérique centrale, et doit faire face aux difficultés résultant de la détérioration de ses richesses naturelles et de sa diversité biologique.

20.9 Les principaux défis que la région doit relever à moyen et à long terme en matière de développement sont les suivants : réduire davantage encore la pauvreté; consolider les acquis macroéconomiques et continuer à progresser au moyen de politiques anticycliques propres à éviter une surévaluation des taux de change et les déséquilibres budgétaires; créer une situation favorable aux investissements; renforcer sa position à l'échelle mondiale et favoriser la diversification de la production; renforcer la cohésion sociale; et accroître le montant et l'efficacité des dépenses sociales destinées à faire fructifier le capital humain. À ces fins, la Commission axera son programme de travail pour la période biennale 2010-2011 sur les objectifs prioritaires suivants :

a) Consolider les progrès réalisés en matière de stabilité macroéconomique et renforcer encore les politiques visant à réduire la vulnérabilité;

b) Accroître le potentiel de production de la région et diminuer les écarts de productivité;

c) Améliorer le statut économique de la région à l'échelle internationale et favoriser l'application de stratégies de développement de la production à long terme au moyen de modalités appropriées de partenariat secteur public-secteur privé et de participation;

d) Promouvoir un pacte social moyennant une plus grande cohésion sociale, la réduction des risques sociaux et une meilleure intégration du souci de l'égalité des sexes dans les politiques;

e) Renforcer les politiques relatives au développement durable et faire face aux incidences économiques et sociales des changements climatiques;

f) Renforcer la gestion des affaires publiques;

g) Améliorer le fonctionnement des institutions chargées de la gestion des problèmes transfrontières et de portée mondiale intéressant la région.

20.10 À cette fin, la stratégie privilégiera les travaux d'analyse et les activités de mobilisation et de renforcement des capacités. L'accent sera mis sur la formulation des politiques et sur la facilitation de leur application moyennant la prestation de services opérationnels en matière d'information spécialisée, la fourniture d'une assistance technique et de formations et la conduite d'activités de nature à encourager la coopération et les échanges de bonnes pratiques aux échelons régional (coopération Sud-Sud) et international. La Commission continuera à s'occuper du suivi intégré des sommets mondiaux dans une perspective régionale, en particulier pour ce qui est du suivi et de l'évaluation des progrès de la région dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. À cette fin, elle poursuivra ses activités analytiques et normatives dans la région pour compléter les activités que mène le Coordonnateur résident au niveau des pays et renforcer la cohérence de l'action des organismes des Nations Unies. En outre, elle renforcera le rôle directeur qu'elle joue en convoquant la réunion régionale de coordination des institutions spécialisées, fonds et programmes des Nations Unies présents dans la région et continuera à participer activement aux activités du Groupe des Nations Unies pour le développement et à son mécanisme déjà en place. La collaboration avec d'autres institutions interaméricaines et ibéro-américaines et les institutions de Bretton Woods, telles que l'Organisation des États américains (OEA), le Secrétariat général ibéro-américain, la Banque interaméricaine de développement, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, sera rendue encore plus étroite. Afin de donner encore plus de vigueur à son action en faveur du développement, la Commission renforcera également sa collaboration avec les associations du secteur privé, les organisations non gouvernementales, les groupes de réflexion et les universités pour promouvoir un dialogue sur les politiques à mener et pour associer ces entités à la mise en œuvre du programme de développement des pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

20.11 Des consultations au niveau des modules thématiques ont été organisées entre les diverses entités du Comité exécutif pour les affaires économiques et sociales. Elles devraient permettre d'améliorer la planification stratégique et la coordination des programmes intéressant les principaux domaines de travail du Secrétariat de l'ONU dans les secteurs économique et social.

20.12 La liste des publications à inscrire au programme de travail a été étudiée au titre de chaque sous-programme. La répartition prévue entre publications en série et publications isolées est indiquée sommairement dans le tableau 20.3 ci-après et de manière détaillée dans le descriptif des produits de chaque sous-programme.

Tableau 20.3

Répartition des publications

Publications	*2006-2007 Nombre effectif*	*2008-2009 Nombre estimatif*	*2010-2011 Nombre estimatif*
Publications en série	97	96	87
Publications isolées	223	109	157
Total	**320**	**205**	**244**

20.13 Le montant total des ressources prévues à ce chapitre pour l'exercice biennal 2010-2011 s'élève à 106 442 200 dollars avant actualisation des coûts, ce qui représente une augmentation de 3 282 900 dollars (3,2 %), dont on trouvera les détails dans le tableau 20.5 ci-après et qui tient essentiellement aux éléments suivants :

a) La diminution nette de 4 500 dollars à la rubrique Organes directeurs s'explique par la réduction des crédits demandés au titre des objets de dépense autres que les postes pour diverses réunions organisées en 2010-2011;

b) La diminution nette de 245 300 dollars à la rubrique Direction exécutive et administration résulte principalement de la diminution des ressources prévues pour les postes, due au transfert d'un poste P-3 au sous-programme 8, l'objectif étant de renforcer les capacités de recherche et d'analyse des politiques et les services de coopération technique dans les domaines du développement durable et des changements climatiques;

c) L'augmentation nette de 3 900 500 dollars à la rubrique Programme de travail s'explique principalement par la création en 2009 de 20 nouveaux postes comme suite à la résolution 63/260 de l'Assemblée générale sur l'amélioration de l'efficacité et de l'efficience de l'exécution des mandats ayant trait aux activités de développement;

d) La diminution nette de 367 800 dollars à la rubrique Appui au programme correspond à une augmentation de 104 800 dollars des ressources demandées pour les postes et à une réduction de 472 600 dollars des objets de dépense autres que les postes. L'augmentation des ressources demandées pour les postes correspond à l'effet-report de deux postes d'administrateur recruté sur le plan national créés en 2008-2009. La réduction des objets de dépense autres que les postes reflète une baisse des frais de communication s'expliquant par un recours aux opérateurs les moins chers, une diminution des dépenses en fournitures et accessoires calculée sur la base des dépenses constatées par le passé et un calcul plus précis des besoins.

20.14 Les fonds extrabudgétaires, dont le montant devrait atteindre 24 500 000 dollars, soit 500 000 dollars de plus que ceux de l'exercice 2008-2009, financeront notamment des travaux de recherche appliquée, des services consultatifs, des activités de formation et des réunions de groupes d'experts. L'augmentation des estimations pour l'exercice 2010-2011 reflète l'intensification des activités prévues dans les domaines des technologies de l'information et des communications, du développement durable et des changements climatiques.

20.15 Les ressources à signaler aux termes de la résolution 58/269 de l'Assemblée générale comme devant servir à financer les activités de suivi et d'évaluation s'élèvent à 966 100 dollars, soit 64 mois de travail d'administrateur et 37 mois de travail d'agent local, dont 931 000 dollars provenant du budget ordinaire et répartis entre les différents sous-programmes et 35 100 dollars provenant de fonds extrabudgétaires, dont 26 000 dollars destinés à des dépenses autres que les postes aux rubriques Direction exécutive et administration et Programme de travail.

20.16 La répartition en pourcentage des ressources qu'il est proposé de consacrer à la CEPALC pendant l'exercice biennal 2010-2011 est indiquée dans le tableau 20.4 et la répartition entre les postes et les autres objets de dépense est présentée sous forme succincte dans les tableaux 20.5 et 20.6.

Tableau 20.4

Répartition des ressources par composante, en pourcentage

Composante	*Budget ordinaire*	*Fonds extrabudgétaires*
A. Organes directeurs	1,2	–
B. Direction exécutive et administration	5,9	1,5
C. Programme de travail		
1. Insertion dans l'économie mondiale et intégration et coopération régionales	5,7	3,4
2. Production et innovation	5,1	13,6
3. Politiques macroéconomiques et croissance	8,0	21,0
4. Développement social et équité sociale	3,8	9,0
5. Intégration du souci de l'égalité des sexes dans le développement régional	2,2	3,3
6. Population et développement	3,1	6,6
7. Planification de l'administration publique	1,8	15,8
8. Développement durable et établissements humains	4,3	5,5
9. Ressources naturelles et infrastructures	3,9	4,7
10. Statistiques et projections économiques	4,4	3,1
11. Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale	7,8	4,5
12. Activités sous-régionales dans les Caraïbes	6,3	3,5
Total partiel	**56,4**	**94,0**
D. Appui au programme	36,5	4,5
Total	**100,0**	**100,0**

Tableau 20.5

Ressources nécessaires, par composante

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

Composante	*2006-2007 (dépenses effectives)*	*2008-2009 (crédits ouverts)*	*Augmentation*		*Total avant actualisation des coûts*	*Actualisation des coûts*	*2010-2011 (montant estimatif)*
			Montant	*Pourcentage*			
A. Organes directeurs	1 212,0	1 287,7	(4,5)	(0,3)	1 283,2	103,1	1 386,3
B. Direction exécutive et administration	7 134,0	6 551,5	(245,3)	(3,7)	6 306,2	16,3	6 322,5
C. Programme de travail	49 582,3	56 148,6	3 900,5	6,9	60 049,1	1 446,9	61 496,0
D. Appui au programme	36 977,1	39 171,5	(367,8)	(0,9)	38 803,7	941,1	39 744,8
Total partiel	**94 905,4**	**103 159,3**	**3 282,9**	**3,2**	**106 442,2**	**2 507,4**	**108 949,6**

2) *Fonds extrabudgétaires*

2006-2007 (dépenses effectives)	*2008-2009 (montant estimatif)*	*Source de financement*	*2010-2011 (montant estimatif)*
		a) Services d'appui à :	
–	–	i) Des organismes des Nations Unies	–
2 603,6	2 780,0	ii) Des activités extrabudgétaires	2 400,0
–	–	b) Activités de fond	–
		c) Projets opérationnels	
1 132,3	1 100,0	FNUAP	1 200,0
16 596,5	16 825,0	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique	17 705,0
3 176,1	3 295,0	Diverses contributions à l'Institut de planification économique et sociale d'Amérique latine et des Caraïbes	3 195,0
23 508,5	**24 000,0**	**Total partiel**	**24 500,0**
118 413,9	**127 159,3**	**Total [(1) + (2)]**	**133 449,6**

Tableau 20.6

Postes nécessaires

	Postes permanents inscrits au budget ordinaire		*Postes temporaires*				*Total*	
			Budget ordinaire		*Fonds extrabudgétaires*			
Catégorie	*2008-2009*	*2010-2011*	*2008-2009*	*2010-2011*	*2008-2009*	*2010-2011*	*2008-2009*	*2010-2011*
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
SGA	1	1	–	–	–	–	1	1
D-2	1	1	–	–	–	–	1	1
D-1	14	14	–	–	1	1	15	15
P-5	29	29	–	–	4	2	33	31
P-4/3	121	121	1	1	7	7	129	129
P-2/1	49	49	–	–	3	5	52	54
Total partiel	**215**	**215**	**1**	**1**	**15**	**15**	**231**	**231**
Agents des services généraux								
1re classe	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres classes	4	4	–	–	–	–	4	4
Total partiel	**4**	**4**	**–**	**–**	**–**	**–**	**4**	**4**
Catégories diverses								
Agents locaux	273	273	1	1	24	25	298	299
Administrateurs recrutés sur le plan national	2	2	–	–	–	–	2	2
Total partiel	**275**	**275**	**1**	**1**	**24**	**25**	**300**	**301**
Total	**494**	**494**	**2**	**2**	**39**	**40**	**535**	**536**

A. Organes directeurs

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 1 283 200 dollars

20.17 Le mandat de la CEPALC a été arrêté par le Conseil économique et social dans sa résolution 106 (VI) des 25 février et 5 mars 1948 et dans les textes ultérieurs en portant modification. La Commission se compose de 44 membres et 8 membres associés et tient, les années paires, une session de cinq jours durant laquelle elle examine les travaux de son secrétariat et approuve son programme de travail biennal. Deux comités spéciaux, l'un chargé de la coopération Sud-Sud et l'autre de la population et du développement, se réunissent au cours de ces sessions. La trente et unième session de la Commission se tiendra à Santiago pendant le premier semestre de 2010.

Comité plénier

20.18 Créé en 1952, le Comité plénier tient généralement des réunions avec les représentants permanents des États membres de la CEPALC au Siège de l'ONU, si besoin est, les années où la Commission ne siège pas. Il devrait tenir une session de trois jours à New York en 2011 pour examiner les questions qui intéressent la Commission.

Bureau de la Conférence régionale sur l'intégration des femmes dans le développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes

20.19 Le Bureau fixe les grandes orientations des travaux du secrétariat pour les questions touchant à l'intégration des femmes dans le développement de la région, conformément au paragraphe 88.2 du Plan d'action régional pour l'intégration des femmes dans le développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes. Il se réunira à trois reprises au cours de l'exercice biennal : deux fois en 2010 et une fois en 2011.

20.20 La Conférence régionale sur la femme en Amérique latine et dans les Caraïbes (connue auparavant sous le nom de Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes) a été créée en tant qu'organe subsidiaire permanent de la CEPALC à la onzième session extraordinaire du Comité plénier, tenue le 21 novembre 1977, durant laquelle la Commission a approuvé le Plan d'action régional en faveur de l'intégration des femmes au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes adopté la même année à La Havane. La Conférence a pour rôle de recenser les besoins des femmes aux niveaux régional et sous-régional, de présenter des recommandations, de procéder à des évaluations périodiques des activités entreprises pour donner effet aux plans et accords régionaux et internationaux sur la question et de faciliter les échanges de vues. Elle tient une session tous les trois ans, la prochaine étant prévue pour 2010 au Brésil.

Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau

20.21 Créé le 7 mai 1971, le Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau est un organe subsidiaire de la Commission qui favorise les échanges de vues sur l'analyse de différents aspects de la mise en œuvre et de l'évaluation des stratégies de développement des pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Par le passé, il s'est penché sur les questions liées à l'industrialisation, à la science et à la technique, mais depuis quelques années s'intéresse surtout aux questions de population. Le Comité tient, quand il y a lieu, des réunions annuelles; les prochaines devraient avoir lieu à New York en 2010 et en 2011.

Comité de développement et de coopération des Caraïbes

20.22 Créé en 1975, le Comité de développement et de coopération des Caraïbes coordonne les activités de coopération en faveur du développement économique et social et s'occupe des questions de développement qui présentent un intérêt pour les pays des Caraïbes membres de la CEPALC. Il remplit également les fonctions d'organe consultatif auprès du Secrétaire exécutif de la CEPALC pour les questions relatives aux Caraïbes. Il se réunira une fois par an au cours de l'exercice biennal 2010-2011.

Comité de coopération économique de l'Amérique centrale

20.23 Créé en 1952, le Comité de coopération économique de l'Amérique centrale assure la coordination et la direction d'ensemble des activités du secrétariat visant à promouvoir l'intégration des économies nationales en Amérique centrale. Il joue un rôle consultatif auprès du Secrétaire exécutif de la CEPALC pour les questions relatives à l'Amérique centrale et est un organe subsidiaire de la Commission. Il se réunira une fois par an au cours de l'exercice biennal 2010-2011.

Conseil régional de planification et Bureau directeur du Conseil régional de planification de l'Institut de planification économique et sociale pour l'Amérique latine et les Caraïbes

20.24 Créé en 1974, le Conseil régional de planification de l'Institut de planification économique et sociale pour l'Amérique latine et les Caraïbes, qui compte 40 États membres, est le principal organe intergouvernemental de l'Institut. Il se réunit tous les quatre ans.

20.25 Le Bureau directeur du Conseil régional de planification compte 11 membres choisis par les États membres. Il examine le programme de travail et évalue les activités de l'Institut. Il se réunit au moins une fois par an. Ses prochaines réunions doivent se tenir en 2010 à La Havane et en 2011 au Mexique.

Comité exécutif de la Conférence statistique des Amériques de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes

20.26 Le Comité exécutif de la Conférence statistique des Amériques a été institué en même temps que la Conférence statistique des Amériques (voir ci-après). Il se réunit tous les ans pour apporter un appui à la Conférence statistique. Ses tâches principales consistent à établir un programme biennal de coopération régionale et internationale dans le domaine de la statistique, qui est présenté lors de la Conférence, à assurer le suivi de la mise en œuvre des accords et des activités fixées par la Conférence, et à décider de la documentation de fond qu'il convient de présenter à cette dernière.

20.27 Le Comité exécutif se réunira à Buenos Aires en 2010 et à Brasília en 2011.

Conférence statistique des Amériques de la CEPALC

20.28 La Commission a conféré le statut d'organe subsidiaire à la Conférence statistique des Amériques (conformément à sa résolution 580 (XXVIII) et à la résolution 2000/7 du Conseil économique et social).

20.29 La Conférence, qui se réunit les années impaires, a pour objectifs de promouvoir le développement et l'amélioration des statistiques nationales et leur comparabilité à l'échelon international, de renforcer la coopération entre les organismes de statistique nationaux et les organismes internationaux et régionaux, et d'établir un programme biennal de coopération internationale et

régionale en vue de répondre aux besoins des pays de la région en matière de statistiques. Elle se réunira à Santiago en 2011.

Tableau 20.7

Ressources nécessaires

	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		*Postes*	
Catégorie	*2008-2009*	*2010-2011 (avant actualisation des coûts)*	*2008-2009*	*2010-2011*
Budget ordinaire				
Objets de dépense autres que les postes	1 287,7	1 283,2	–	–
Total partiel	**1 287,7**	**1 283,2**	**–**	**–**
Fonds extrabudgétaires	–	–	–	–
Total	**1 287,7**	**1 283,2**	**–**	**–**

20.30 Le montant prévu à la rubrique Organes directeurs (1 283 200 dollars), en diminution de 4 500 dollars, permettra de financer le service des réunions des organes intergouvernementaux de la CEPALC. La diminution est due principalement à une réduction des dépenses de fonctionnement.

B. Direction exécutive et administration

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 6 306 200 dollars

20.31 Le Bureau du Secrétaire exécutif assure la direction, la supervision et l'administration d'ensemble du secrétariat de la CEPALC, dans le cadre de l'exécution des activités prescrites par les organes délibérants et du programme de travail approuvé. Il demeure chargé de l'établissement du rapport biennal de la CEPALC sur les principales questions qui sont examinées à la session de la Commission, ainsi que de la publication de la *CEPAL Review*.

20.32 De plus, le Bureau définit les orientations générales et continue de fixer les critères voulus pour coordonner la réalisation et le suivi des objectifs de développement convenus au plan international, y compris ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire, et l'intégration dans tous les sous-programmes d'autres questions transversales telles que les questions concernant les femmes et le développement durable. Il est aussi chargé de coordonner le programme de travail avec les fonds, programmes et institutions spécialisées dans un souci de cohérence. Ceci concerne également le Bureau du secrétariat de la Commission, qui est responsable des relations politiques avec les Gouvernements et les autorités des pays membres de la Commission, des questions diplomatiques et du protocole, ainsi que du service des réunions intergouvernementales.

20.33 La Division de la planification des programmes et des opérations continue, pour le compte du Secrétaire exécutif, d'assurer la coordination générale; elle conseille les directeurs de sous-programmes et les aide à formuler le projet de cadre stratégique, ses priorités et ses révisions, à établir le projet de programme de travail et de rapport biennal de la Commission sur ses travaux, en vue de leur examen et de leur adoption à la session de la Commission, qui se tient tous les deux ans, ainsi qu'à élaborer le projet de budget-programme pour l'exercice biennal et les rapports correspondants sur l'exécution du budget-programme.

20.34 La Division continue de procéder au suivi opérationnel du programme de travail. De plus, elle coordonne et agence le plan d'évaluation de la CEPALC et elle en rend compte. Elle est chargée de coordonner, d'orienter et de superviser le programme de coopération technique financé par des fonds extrabudgétaires, ainsi que les activités de collecte de fonds qui y sont liées, et les travaux menés par la bibliothèque de la CEPALC, pour lesquels des ressources sont prévues au titre de l'appui au programme (voir la section D ci-dessous).

20.35 Le Bureau du Secrétaire exécutif englobe le Groupe des services de l'information, dont les activités à Santiago se déroulent en étroite coordination avec le Département de l'information du Secrétariat de l'ONU. Le Groupe est chargé : a) d'organiser des conférences de presse et de publier des communiqués de presse; b) de produire et de diffuser des brochures et des dossiers d'information sur les travaux de la Commission et de l'ONU; c) de publier des points de vue dans les organes de presse de la région; d) de produire un bulletin d'information bimestriel; et e) de rester en liaison avec les journalistes et le public.

Tableau 20.8

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Veiller à ce que les textes adoptés par les organes délibérants se rapportant à la gestion du programme de travail, du personnel et des moyens financiers soient rigoureusement mis en pratique et que les politiques et procédures de l'ONU en la matière soient respectées

Réalisations escomptées	**Indicateurs de succès**
a) Administration efficace du programme de travail	a) i) Fourniture des produits et services dans les délais prescrits *Mesure des résultats* 2006-2007 : délais respectés dans 95 % des cas 2008-2009 (estimation) : délais respectés dans 96 % des cas 2010-2011 (objectif) : délais respectés dans 96,5 % des cas ii) Emploi efficient et efficace des ressources *Mesure des résultats* 2006-2007 : emploi à 100 % des ressources disponibles 2008-2009 (estimation) : emploi à 100 % des ressources disponibles 2010-2011 (objectif) : emploi à 100 % des ressources disponibles
b) Recrutement et affectation du personnel dans les meilleurs délais	b) i) Réduction du nombre moyen de jours pendant lesquels un poste d'administrateur reste vacant Mesure des résultats 2006-2007 : 179 jours

	2008-2009 (estimation) : 159 jours 2010-2011 (objectif) : 120 jours
c) Amélioration de la représentation géographique et de l'équilibre entre les effectifs des deux sexes	c) i) Augmentation du pourcentage de fonctionnaires originaires d'États membres non représentés et sous-représentés recrutés par la CEPALC *Mesure des résultats* 2006-2007 : 39 % 2008-2009 (estimation) : 41 % 2010-2011 (objectif) : 35 % ii) Augmentation du pourcentage de femmes nommées à des postes de la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur pour une durée minimale d'une année *Mesure des résultats* 2006-2007 : 33,3 % 2008-2009 (estimation) : 38 % 2010-2011 (objectif) : 42 %
d) Mise en évidence des questions nouvelles concernant les priorités de la région en matière de développement	d) i) Augmentation du nombre de fois où le secrétariat a porté des questions nouvelles à l'attention des États membres *Mesure des résultats* 2006-2007 : 2 fois 2008-2009 (estimation) : 3 fois 2010-2011 (objectif) : 4 fois
e) Plus grande cohérence dans la politique de gestion des activités économiques et sociales de l'ONU	e) i) Augmentation du nombre d'activités menées en collaboration avec d'autres organismes *Mesure des résultats* 2006-2007 : 2 activités 2008-2009 (estimation) : 3 activités 2010-2011 (objectif) : 4 activités
f) Sensibilisation et information plus poussées sur le rôle que la CEPALC joue en Amérique latine et dans les Caraïbes	f) i) Accentuation de la couverture médiatique des activités de la CEPALC *Mesure des résultats* 2006-2007 : sans objet 2008-2009 (estimation) : publication sur le site Web de la CEPALC de 1 250 produits d'information concernant les activités de la Commission 2010-2011 (objectif) : publication sur le site Web de la CEPALC de 1 350 produits d'information concernant les activités de la Commission

	ii) Augmentation du nombre de fois où les médias reprennent des informations publiées par la CEPALC *Mesure des résultats* 2006-2007 : sans objet 2008-2009 (estimation) : 4 600 fois (nombre de références faites dans les médias aux publications et activités de la Commission) 2010-2011 (objectif) : 4 650 fois (nombre de références faites dans les médias aux publications et activités de la Commission)

Facteurs externes

20.36 Cette composante devrait permettre d'aboutir aux objectifs visés et aux réalisations escomptées si toutes les parties intéressées coopèrent à fond.

Produits

20.37 Les produits de l'exercice biennal seront les suivants :

a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (budget ordinaire) :

i) Service fonctionnel des réunions : session biennale de la Commission et réunions des organes subsidiaires (10);

ii) Documentation à l'intention des organes délibérants : projet de programme de travail de la CEPALC pour l'exercice biennal 2012-2013 (1); projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013 (1); rapport sur l'exécution du budget-programme de l'exercice 2010-2011 (1); rapport sur les principales questions que la Commission examinera à sa trente-troisième session (1); projet de cadre stratégique de la CEPALC pour l'exercice biennal 2012-2013 (1); rapport sur les travaux de la Commission depuis sa trente-deuxième session (1); rapport sur les activités de la CEPALC visant à promouvoir et à soutenir la coopération Sud-Sud pendant l'exercice biennal 2008-2009 (1); rapport sur les travaux de la Commission à sa trente-troisième session (1);

b) Autres activités de fond (budget ordinaire) :

i) Publications en série : *CEPAL Review* (6);

ii) Publications isolées : rapport sur l'examen décennal de l'état d'avancement des objectifs du Millénaire pour le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes (2010) (1);

iii) Expositions, visites guidées, conférences : réunions d'information et présentation aux médias des publications de la CEPALC, et autres activités liées aux manifestations et célébrations organisées par l'ONU et la Commission (1 par an) (2); expositions et autres supports d'information visuels sur les activités de l'ONU (2); visites guidées des locaux de la Commission à Santiago (2);

iv) Brochures, fiches d'information, planches murales, pochettes de documentation : activités de liaison avec les organes de presse nationaux et internationaux ainsi qu'avec

des organisations gouvernementales et non gouvernementales, des établissements d'enseignement, des bibliothèques et d'autres prestataires locaux de services d'information (2); bulletin d'information mensuel intitulé *Notas de la CEPAL/ECLAC Notes* (1 par an) (2); réponses apportées aux demandes d'information du public, oralement et par écrit (1 par an) (2);

v) Communiqués et conférences de presse : organisation des conférences de presse du Secrétaire exécutif et d'autres hauts responsables de la Commission et du système des Nations Unies (2); communiqués de presse en espagnol et en anglais concernant les réunions et activités de la Commission et communiqués établis sur la base des dépêches envoyées par le Département de l'information du Secrétariat de l'ONU, d'autres bureaux des Nations Unies et les institutions spécialisées (2);

vi) Supports techniques : mise à jour et maintenance des pages et sites renvoyant aux institutions (2); prestation de services centraux concernant la coordination, le développement, la mise à jour et la maintenance du portail Internet de la CEPALC, y compris pour ce qui est de la formation des membres du réseau de coordonnateurs et de l'établissement de statistiques sur les visiteurs et le nombre de documents téléchargés (2); prestation de services de mise à jour et de maintenance régulières du portail de la CEPALC ainsi que des pages Web consacrées au Bureau du Secrétaire exécutif (1);

vii) Documentation audiovisuelle : couverture photographique des réunions et activités de la CEPALC (2); envoi de bulletins d'information aux stations de radio de la région, ainsi qu'au Siège pour diffusion dans le cadre des programmes de radio de l'ONU (2); enregistrement vidéo d'entretiens et d'autres activités pour diffusion dans le cadre des programmes de l'ONU ainsi qu'auprès des médias de la région (2).

Tableau 20.9

Ressources nécessaires : Direction exécutive et administration

	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		*Postes*	
Catégorie	*2008-2009*	*2010-2011 (avant actualisation des coûts)*	*2008-2009*	*2010-2011*
Budget ordinaire				
Postes	5 859,0	5 614,7	31	30
Autres objets de dépense	692,5	691,5	–	–
Total partiel	**6 551,5**	**6 306,2**	**31**	**30**
Fonds extrabudgétaires	290,0	360,0	3	3
Total	**6 841,5**	**6 666,2**	**34**	**33**

20.38 Le montant prévu au titre des postes (5 614 700dollars), en diminution de 244 300 dollars, servira à financer 30 postes (10 postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur et 20 postes d'agent local), comme indiqué au tableau 20.9. La diminution de 244 300 dollars s'explique par le transfert d'un poste P-3 au sous-programme 8 (Développement durable et établissements humains), l'objet étant d'étoffer les capacités de recherche et d'analyse des politiques et la prestation de services de coopération technique en matière de développement durable et de changement climatique. Le montant prévu au titre des autres dépenses (691 500 dollars), en diminution de 1 000 dollars, permettra de financer notamment les services de personnel temporaire (autre que

pour les réunions), les services de consultants et d'experts, les autres dépenses de personnel, les frais de voyage du personnel, les services contractuels et les frais généraux de fonctionnement.

20.39 Les fonds extrabudgétaires attendus pour l'exercice biennal 2010-2011 (360 000 dollars) devraient permettre de financer trois postes, comme indiqué au tableau 20.9. Ce montant, en augmentation de 70 000 dollars par rapport aux prévisions de dépenses de l'exercice 2008-2009, s'explique essentiellement par une modification de la structure des postes destinée à intensifier l'alliance stratégique et la coordination avec les bailleurs de fonds et des partenariats avec des organismes tels que les fonds, programmes et institutions spécialisées des Nations Unies, les organisations multilatérales, les autorités nationales, les établissements de recherche, les associations de la société civile, les organisations non gouvernementales et le secteur privé aux fins de l'exécution d'activités de coopération technique, l'objet étant de mieux répondre aux besoins des pays en développement membres de la Commission.

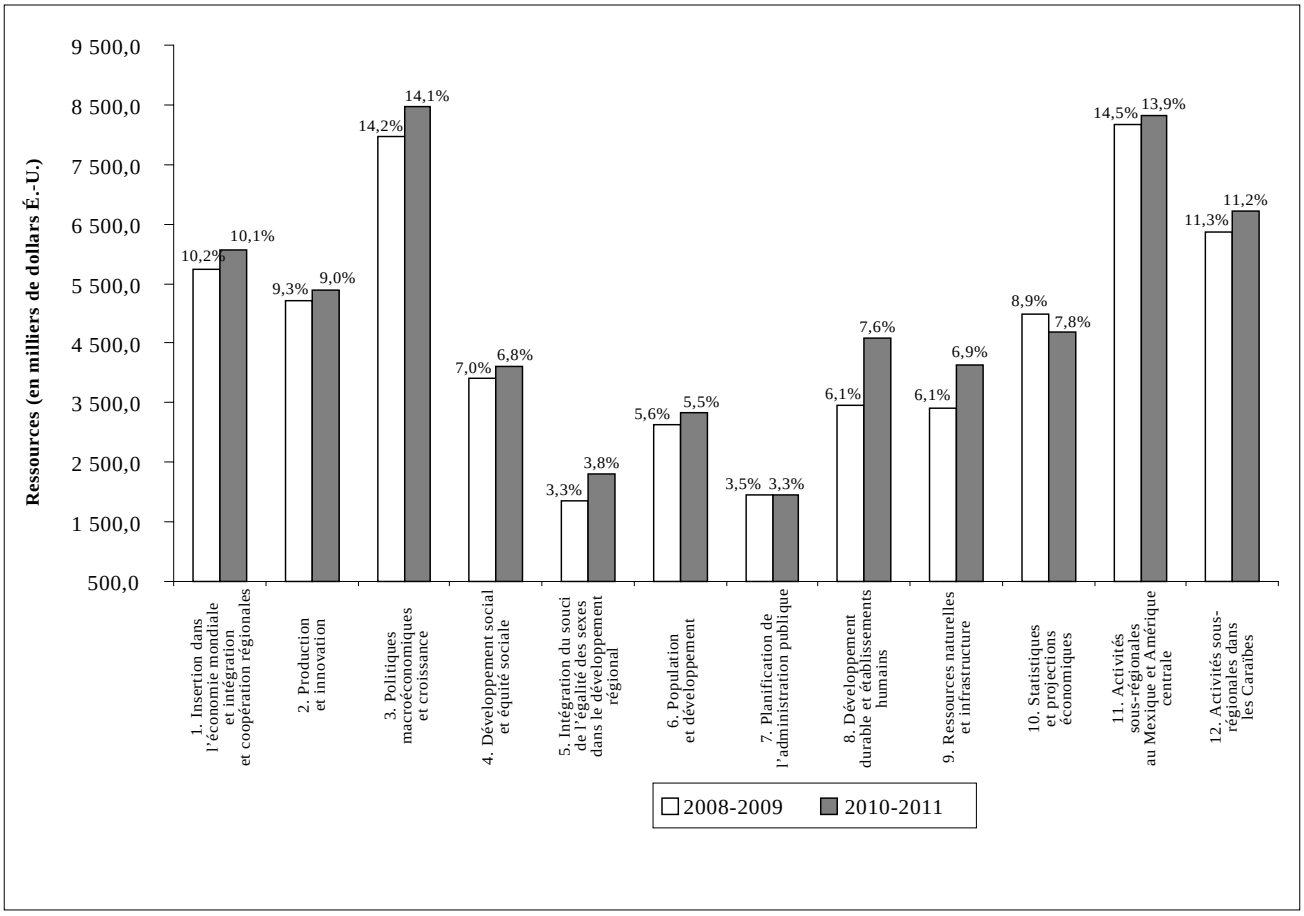
C. Programme de travail

Tableau 20.10

Ressources nécessaires, par sous-programme

	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		*Postes*	
Sous-programme	*2008-2009*	*2010-2011 (avant actualisation des coûts)*	*2008-2009*	*2010-2011*
Budget ordinaire				
1. Insertion dans l'économie mondiale et intégration et coopération régionales	5 728,6	6 066,6	27	26
2. Production et innovation	5 201,0	5 381,8	21	21
3. Politiques macroéconomiques et croissance	7 980,4	8 482,4	34	37
4. Développement social et équité sociale	3 917,0	4 097,8	17	17
5. Intégration du souci de l'égalité des sexes dans le développement régional	1 865,3	2 305,5	9	9
6. Population et développement	3 143,9	3 324,6	16	16
7. Planification de l'administration publique	1 947,9	1 947,9	11	11
8. Développement durable et établissements humains	3 447,6	4 577,1	16	18
9. Ressources naturelles et infrastructure	3 397,8	4 133,3	17	18
10. Statistiques et projections économiques	4 998,5	4 677,3	27	24
11. Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale	8 163,9	8 325,7	44	43
12. Activités sous-régionales dans les Caraïbes	6 356,7	6 729,1	36	36
Total partiel	**56 148,6**	**60 049,1**	**275**	**276**
Fonds extrabudgétaires	22 375,0	23 045,0	26	27
Total	**78 523,6**	**83 094,1**	**301**	**303**

Tableau 20.11
Ressources nécessaires, par sous-programme (budget ordinaire)



Sous-programme 1
Insertion dans l'économie mondiale et intégration et coopération régionales

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 6 066 600 dollars

20.40 La responsabilité fonctionnelle de ce sous-programme incombe à la Division de l'intégration et du commerce internationaux, qui s'en acquitte en collaboration avec le Bureau de la Commission à Washington. La stratégie à suivre tiendra compte spécialement des dispositions relatives aux buts et objectifs arrêtés lors des conférences et réunions au sommet des Nations Unies concernant les questions économiques et sociales, y compris ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire et dans le Document final du Sommet mondial de 2005, et en particulier ceux se rapportant à l'établissement d'un partenariat mondial pour le développement. Le sous-programme doit aider les États membres à tirer profit des avantages qu'offre la mondialisation de l'économie et à résoudre les problèmes qu'elle pose, afin qu'ils puissent continuer à mettre en place un système commercial ouvert, réglementé, prévisible et non discriminatoire et consolider et élargir leur intégration économique dans la région et avec d'autres régions.

20.41 L'exécution du sous-programme sera conforme à la stratégie exposée au sous-programme 1 du programme 17 du cadre stratégique pour la période 2010-2011.

Tableau 20.12

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Renforcer la coopération régionale et les dispositifs d'intégration aux niveaux sous-régional, régional et panaméricain, en resserrant les liens entre les pays d'Amérique latine et des Caraïbes et l'économie mondiale

Réalisations escomptées	Indicateurs de succès
a) Amélioration de la capacité des États membres de produire de la valeur ajoutée et de participer aux échanges commerciaux mondiaux et régionaux en formulant et en exécutant des politiques commerciales et des stratégies de développement des exportations	a) i) Augmentation du nombre de pays de la région ayant adopté des politiques commerciales et des stratégies de développement des exportations conformes aux recommandations de la Commission *Mesure des résultats* 2006-2007 : sans objet 2008-2009 (estimation) : 5 pays 2010-2011 (objectif) : 6 pays ii) Augmentation du nombre de téléchargements de la publication phare de la Commission intitulée *Latin America and the Caribbean in the World Economy* et de certaines publications contenant des informations, des analyses politiques et des recommandations concernant l'action à mener *Mesure des résultats* 2006-2007 : sans objet 2008-2009 (estimation) : 98 400 téléchargements 2010-2011 (objectif) : 116 400 téléchargements
b) Renforcement de la capacité des parties prenantes des États membres de négocier et d'appliquer des accords commerciaux aux niveaux sous-régional, régional et multilatéral et d'évaluer les incidences des politiques commerciales dans d'autres domaines du développement, y compris les incidences du commerce sur la pauvreté	b) i) Augmentation du nombre de pays et de parties prenantes ayant mis en place des politiques, des dispositifs et des mesures conformes aux recommandations de la Commission concernant la négociation et l'application des accords commerciaux et leurs incidences sur d'autres aspects du développement *Mesure des résultats* 2006-2007 : sans objet 2008-2009 (estimation) : 4 pays 2010-2011 (objectif) : 6 pays

	ii) Augmentation du pourcentage de principaux bénéficiaires des services de coopération technique fournis au titre du sous-programme les ayant trouvés « utiles » ou « très utiles » pour négocier et appliquer des accords commerciaux *Mesure des résultats* 2006-2007 : sans objet 2008-2009 (estimation) : 95 % 2010-2011 (objectif) : 95,5 %

Facteurs externes

20.42 Le sous-programme devrait permettre d'aboutir aux objectifs visés et aux réalisations escomptées si les conditions suivantes sont réunies : a) la communauté internationale apporte son soutien aux États membres de la Commission et répond à leurs besoins et préoccupations spécifiques en matière de commerce international et d'intégration, en tenant compte des directives de l'Assemblée générale et des principes directeurs du Conseil économique et social, ainsi que des objectifs de développement convenus au plan international, notamment ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire, et des engagements pris au titre des divers accords commerciaux bilatéraux, sous-régionaux et multilatéraux; b) les États membres approfondissent les processus d'intégration régionale en tenant compte des mutations intervenant sur la scène économique mondiale. Dans ce cas de figure, d'importants acteurs émergents continuent de gagner en influence afin de maximiser les profits et de réduire les coûts en faveur de la majorité de la population, qui sera le principal bénéficiaire du développement économique et social; c) la communauté internationale, et plus particulièrement les pays de la région, s'efforcent de tirer parti des avantages qui pourraient découler des cycles de négociations commerciales internationales, qu'il s'agisse de celles menées dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ou au sein d'autres instances, spécialement en ce qui concerne la facilitation du commerce et l'Initiative Aide pour le commerce.

Produits

20.43 Les produits de l'exercice biennal seront les suivants :

a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (budget ordinaire et fonds extrabudgétaires) :

i) Groupes spéciaux d'experts : réunion d'experts chargés d'examiner le lien entre expansion des échanges commerciaux et réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (1); réunion d'experts chargés d'examiner l'incidence des traités de libre-échange sur l'évolution de l'économie des pays de la région, leurs stratégies commerciales et leur intégration régionale (1); réunion d'experts chargés d'examiner les faits nouveaux ainsi que les perspectives en matière de facilitation du commerce en Amérique latine et dans les Caraïbes (1); réunion d'experts chargés d'examiner les politiques macroéconomiques et commerciales des pays de la région compte tenu de l'évolution de l'économie mondiale, l'attention portant particulièrement sur les conséquences de ces politiques et les perspectives pour la région (1); réunion d'experts chargés d'examiner l'incidence du système de règles commerciales multilatérales sur l'évolution de l'économie des pays de la région, leurs stratégies commerciales et leur intégration régionale (1);

b) Autres activités de fond (budget ordinaire) :

i) Publications en série : *Latin America and the Caribbean in the World Economy, 2009, Trends 2010* (1); *Latin America and the Caribbean in the World Economy, 2010, Trends 2011* (1); étude de l'évolution récente des négociations internationales et de leur incidence sur l'économie brésilienne (1); étude de l'incidence sur certains marchés des règles multilatérales, particulièrement en ce qui concerne les obstacles techniques, sanitaires et phytosanitaires au commerce et la protection de la propriété intellectuelle (1); étude de l'évolution de la situation et des perspectives en matière d'intégration aux niveaux sous-régional et régional et panaméricain (2); études sur les questions prioritaires concernant les relations commerciales entre les États-Unis d'Amérique et les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, et notamment analyse des obstacles aux exportations en provenance des pays de la région (2); études portant sur l'application des accords conclus au sein de l'OMC et sur le fonctionnement des négociations multilatérales, l'analyse des textes issus de ces négociations ainsi que l'interaction entre les politiques des grands pays industrialisés et celles des régions en développement (2);

ii) Publications isolées : étude des facteurs nouveaux ayant une incidence sur la compétitivité ainsi que des politiques publiques de promotion de la compétitivité et de l'innovation (1); étude de l'évolution récente de l'économie mondiale et de son incidence sur l'économie de certains pays de la région (1); étude des aspects stratégiques des relations économiques et commerciales entre les pays d'Asie et ceux d'Amérique latine et des Caraïbes, une attention particulière étant portée aux nouveaux acteurs tels que la Chine (1); étude de l'incidence des normes de sécurité sur les échanges commerciaux et la compétitivité de certains pays de la région (1); étude de l'incidence de la simplification des règles d'origine sur la facilitation du commerce et l'accès aux marchés (1); étude de l'incidence, sur l'économie brésilienne, des grandes tendances de l'économie mondiale, une attention particulière étant portée à l'effet des politiques des principaux partenaires commerciaux du Brésil (1); études de l'incidence, sur l'intégration de la région, des accords commerciaux bilatéraux (2); études de l'incidence, sur l'économie des pays de la région, de la mise en œuvre et de l'administration des traités de libre-échange (2); étude de l'évolution de l'économie mondiale et de ses incidences sur l'économie des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (1); étude de l'évolution économique des pays d'Asie et du Pacifique (1); étude de la mise en œuvre des programmes de facilitation du commerce et des transports et de leurs incidences sur la compétitivité de certains pays de la région (1); étude du lien entre les échanges commerciaux et le développement durable (1); étude de l'incidence des activités menées au titre de l'Initiative Aide pour le commerce dans certains pays de la région (1); évaluation a posteriori de l'incidence économique et sociale des accords commerciaux en vigueur, notamment les accords de libre-échange conclus avec certains pays industrialisés (1); étude de l'impact social de la libéralisation des échanges dans certains pays de la région, une large place étant faite à ses incidences sur la répartition des revenus, la création d'emplois et les disparités et écarts sectoriels et régionaux, au sein de chaque pays de la région et entre eux (1); deux études sur le lien entre échanges commerciaux et pauvreté, et deux études sur les partenariats au service du développement (4);

iii) Brochures, fiches d'information, planches murales, pochettes de documentation : *CEPAL News* (24 numéros publiés, en anglais seulement, par le bureau de la CEPALC à Washington) (2); rapports d'information sur les apports de capitaux en Amérique latine et dans les Caraïbes (en anglais seulement; quatre pendant l'exercice biennal) (2);

rapports d'information sur l'économie des États-Unis d'Amérique (en anglais seulement; six pendant l'exercice biennal) (2);

iv) Supports techniques : mise à jour, maintenance et développement de la base de données sur les différends commerciaux aux niveaux multilatéral, régional et sous-régional en Amérique latine et dans les Caraïbes, qui analyse de façon approfondie les différents surgis dans le cadre des règles de l'OMS, des quatre systèmes d'intégration sous-régionaux et de l'Accord de libre-échange nord-américain (2); mise à jour, maintenance et développement de la base de données sur le commerce extérieur au niveau mondial et dans les pays de la région (système interactif graphique de données sur les échanges internationaux) (2);

c) Coopération technique (fonds extrabudgétaires) :

i) Services consultatifs : prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en font la demande en vue d'accentuer les avantages de l'intégration panaméricaine (1); prestation de services de coopération technique aux pays de la région ainsi qu'aux groupements professionnels, aux organismes de promotion du commerce et aux autres grands acteurs qui en font la demande, concernant :

a. La prise en compte des questions sociales dans les accords commerciaux et l'établissement de partenariats public-privé aux fins du développement (1);

b. Le renforcement des capacités de conception et de mise en œuvre des politiques publiques relatives aux échanges commerciaux et à d'autres questions (1);

c. Les questions en rapport avec la négociation, la mise en œuvre et l'administration des accords commerciaux et des règles multilatérales (1);

d. Les questions en rapport avec les échanges commerciaux, les stratégies d'expansion des exportations, la facilitation des transports et les activités menées au titre de l'Initiative Aide pour le commerce (1);

e. Les questions en rapport avec le commerce et le développement durable, en collaboration avec le sous-programme 8 (Développement durable et établissements humains) (1);

ii) Stages, séminaires et ateliers : coopération avec des organismes publics, des établissements d'enseignement supérieur et universités ainsi que des organismes régionaux en vue de la mise au point d'activités de formation, sur demande, concernant la prise en compte des questions sociales dans les accords commerciaux et les partenariats public-privé au service du développement (1);

iii) Projets opérationnels : projet de coopération technique axé sur les aspects interdisciplinaires du commerce tels que la dimension sociale des politiques relatives aux échanges commerciaux, y compris pour ce qui est de la création d'emplois, de l'équité et du recul de la pauvreté (1).

Tableau 20.13

Ressources nécessaires : sous-programme 1

	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		*Postes*	
Catégorie	*2008-2009*	*2010-2011 (avant actualisation des coûts)*	*2008-2009*	*2010-2011*
Budget ordinaire				
Postes	5 451,8	5 789,8	27	26
Autres objets de dépense	276,8	276,8	–	–
Total partiel	**5 728,6**	**6 066,6**	**27**	**26**
Fonds extrabudgétaires	705,0	840,0	1	1
Total	**6 433,6**	**6 906,6**	**28**	**27**

20.44 Le montant prévu au titre des postes (5 789 800 dollars) permettra de financer 26 postes (17 postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur, et 9 postes d'agent des services généraux et d'agent local), comme indiqué au tableau 20.13. Ce montant fait apparaître une augmentation de 338 000 dollars, qui s'explique par l'effet-report de la création en 2009 de deux postes (1 P-4 et 1 P-3) en vue d'améliorer l'exécution efficace et effective des tâches en rapport avec le développement, partiellement compensée par le transfert d'un poste d'agent local au sous-programme 9 (Ressources naturelles et infrastructure) destiné à accentuer l'appui technique aux capacités en matière de recherche et d'analyse des politiques, notamment pour ce qui est de la mise en valeur durable des ressources naturelles, de l'approvisionnement en énergie et des infrastructures, une large place étant faite à la facilitation du commerce et des transports. Le montant prévu au titre des autres objets de dépense (276 800 dollars) doit financer les autres dépenses de personnel, les services de consultants et d'experts et les frais de voyage du personnel.

20.45 Les fonds extrabudgétaires attendus pour l'exercice biennal 2010-2011 (840 000 dollars) devraient financer un poste, comme indiqué au tableau 20.13, ainsi que d'autres objets de dépense (frais de voyage du personnel, services de consultants, d'autres dépenses de fonctionnement et des séminaires). Ce montant fait apparaître une augmentation de 135 000 dollars par rapport à l'exercice biennal 2008-2009, qui s'explique par les activités concernant les relations économiques entre l'Asie et l'Amérique latine et l'augmentation du nombre des activités de projet axées sur la réalisation de l'objectif 8 du Millénaire pour le développement (Mettre en place un partenariat mondial pour le développement).

Sous-programme 2
Production et innovation

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 5 381 800 dollars

20.46 L'exécution de ce sous-programme incombera à la Division de la production, de la productivité et de la gestion, qui s'en acquittera en étroite collaboration avec le Bureau de la Commission à Brasilia. La stratégie à suivre tiendra compte spécialement des dispositions pertinentes se rapportant aux buts et objectifs énoncés dans les textes issus des grandes conférences et réunions au sommet des Nations Unies concernant les domaines économique et social, notamment ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire et le Document final du Sommet mondial de 2005, en particulier ceux touchant le partenariat mondial pour le développement.

20.47 L'exécution du sous-programme sera conforme à la stratégie exposée au sous-programme 2 du programme 17 du cadre stratégique pour la période 2010-2011.

Tableau 20.14

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Encourager la production, l'innovation et la productivité, en tenant dûment compte de leur dimension économique, sociale et environnementale et de leurs liens avec l'économie mondiale

Réalisations escomptées	Indicateurs de succès
a) Renforcement de la capacité des États membres de la Commission de réduire les écarts de productivité entre eux ainsi qu'entre la région et le reste du monde	a) i) Augmentation du nombre de pays ayant adopté des politiques ou pris des mesures visant à réduire les écarts de productivité conformément aux recommandations de la Commission *Mesure des résultats* 2006-2007 : sans objet 2008-2009 (estimation) : 2 pays 2010-2011 (objectif) : 5 pays ii) Augmentation du pourcentage de participants ayant jugé que les activités de coopération technique organisées dans le cadre du sous-programme leur étaient « utiles » ou « très utiles » pour réduire les écarts de productivité *Mesure des résultats* 2006-2007 : 85 % 2008-2009 (estimation) : 90 % 2010-2011 (objectif) : 91 %
b) Renforcement de la capacité des parties prenantes de la Commission de formuler des politiques et des stratégies de nature à rendre leurs structures de production plus compétitives	b) i) Augmentation du nombre de partenaires de la Commission bénéficiant d'une gamme complète de services d'assistance technique qui prennent des mesures ou adoptent des politiques conformes aux recommandations de la Commission dans les domaines relevant des stratégies de développement de la production *Mesure des résultats* 2006-2007 : sans objet 2008-2009 (estimation) : 5 partenaires 2010-2011 (objectif) : 8 partenaires ii) Augmentation du nombre de téléchargements des publications phares du sous-programme intitulées *Foreign*

	Investment in Latin America and the Caribbean et Agricultural Panorama of Latin America and the Caribbean, ainsi que de certaines publications contenant des analyses des politiques et des recommandations quant aux mesures à prendre
	Mesure des résultats 2006-2007 : 267 500 téléchargements 2008-2009 (estimation) : 302 500 téléchargements 2010-2011 (objectif) : 330 000 téléchargements

Facteurs externes

20.48 Le sous-programme devrait permettre d'aboutir aux objectifs visés et aux réalisations escomptées si les conditions suivantes sont réunies : a) les autorités de la région continuent de considérer prioritaires leur appréhension et leur connaissance des questions visées dans le sous-programme ainsi que l'établissement de statistiques pertinentes aux plans régional et international; b) la communauté internationale se montre sensible aux besoins et aux préoccupations des États membres de la Commission en matière de politiques de développement de la production, dans le cadre des programmes et priorités de développement arrêtés aux échelons régional et international, et tient compte des directives de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social ainsi que des objectifs convenus au plan international, y compris ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire.

Produits

20.49 Les produits de l'exercice biennal 2010-2011 seront les suivants :

a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (budget ordinaire et fonds extrabudgétaires) :

i) Groupes spéciaux d'experts : réunion d'experts chargés d'analyser les grands enjeux de la mise en œuvre, dans la région, de politiques relatives à la concurrence pour certains types d'entreprises, de sous-secteurs et de pays (1); réunion d'experts chargés d'analyser les faits nouveaux intervenus dans la région en matière d'innovation et de changement structurel (1); réunion d'experts chargés d'examiner les stratégies d'entreprise dans certains types d'entreprises, de sous-secteurs et de pays (1); réunion d'experts chargés d'examiner les tendances en matière d'exploitation des technologies de l'information et des communications ainsi que de réseaux connexes à l'échelon local, national et régional (1); réunion d'experts chargés d'analyser les priorités de la région en matière d'innovation au service du développement (1); réunion d'experts chargés d'examiner les innovations requises tout au long de la chaîne de production par suite du passage à de nouvelles sources d'énergie (par exemple, du pétrole aux biocarburants) et des changements climatiques (1);

b) Autres activités de fond (budget ordinaire) :

i) Publications en série : étude des réseaux de production et d'innovation aux niveaux national et local dans certains sous-secteurs et pays de la région (1); étude comparative des stratégies et de l'implantation de sociétés transnationales et de grandes entreprises

nationales dans certains pays de la région (1); étude de l'évolution des structures de production des pays de la région, axée sur les similarités et les différences entre les diverses structures et les incidences au niveau des politiques (1); étude des politiques de développement de la production de certains sous-secteurs et pays de la région (1); panorama de l'agriculture (étude des tendances structurelles dans le secteur agricole et de leurs incidences sur les politiques sectorielles correspondantes) (1); *Foreign Investment in Latin America and the Caribbean* (publication annuelle renfermant des données statistiques à jour et des études de cas sur certains pays et certaines industries) (2); étude des capacités productives et de la performance de certains agents économiques ainsi que de leur insertion sur les marchés locaux, nationaux et internationaux (1);

ii) Publications isolées : étude des changements climatiques et de leur incidence économique sur certains agents économiques, sous-secteurs et pays de la région (1); étude sur le lien entre technologies de l'information et des communications et développement (1); étude sur le lien entre innovation et développement (1); étude sur le progrès technologique et sa capacité de susciter l'acquisition de connaissances parmi certains agents économiques, sous-secteurs et pays de la région (1); analyse des politiques relatives à la concurrence dans certains sous-secteurs et pays de la région (1); étude des innovations requises tout au long de la chaîne de production par suite du passage à des sources d'énergie nouvelles (p. ex., du pétrole aux biocarburants) et des changements climatiques (1); étude des stratégies de développement et d'acceptation de nouvelles technologies aux niveaux national et régional, pour certains agents économiques et pays de la région (1); étude des tendances en matière d'exploitation des technologies de l'information et des communications parmi certains agents économiques, sous-secteurs et pays de la région (1); études du lien entre innovation et développement ainsi qu'entre technologies de l'information et des communications et développement (2);

iii) Supports techniques : établissement et diffusion d'informations sur les technologies de l'information et des communications (2); développement, consolidation et mise à jour de logiciels et de systèmes informatiques relatifs au commerce : Système d'analyse de la compétitivité des pays (CAN) et de la structure de la production agricole (AGROPLAN) (2); administration et mise à jour du programme d'analyse de l'efficacité industrielle (PADI) (2); administration et mise à jour du cadre juridique régissant l'investissement étranger direct en Amérique latine et dans les Caraïbes et des données statistiques s'y rapportant (2);

c) Coopération technique (budget ordinaire et fonds extrabudgétaires) :

i) Prestation de services de coopération technique aux pays et principaux partenaires qui en font la demande concernant les liens entre innovation, développement et technologies de l'information et des communications (1); prestation de services de coopération technique aux pays qui en font la demande dans des domaines tels que la réglementation et la compétitivité, l'expansion du secteur agroalimentaire, les systèmes d'innovation aux niveaux national et local, les stratégies nationales et locales concernant l'investissement étranger direct ainsi que la conception et la mise en œuvre de politiques de développement des secteurs productifs, en particulier pour ce qui est des microentreprises et des petites et moyennes entreprises (1);

ii) Stages, séminaires et ateliers : coopération avec les organismes publics, les universités et autres établissements d'enseignement supérieur, ainsi que les organismes régionaux aux fins de la mise au point d'activités de formation dans des domaines relatifs à la

productivité et à l'expansion des entreprises dans les secteurs agricoles et industriels et dans certains secteurs des services aux niveaux régional, national ou local; politiques relatives à l'innovation aux fins du développement et à l'exploitation des technologies de l'information et des communications (1); programme international d'enseignement sur l'économie latino-américaine (2 sessions par exercice biennal) (2);

iii) Projets opérationnels : projet de coopération technique sur les politiques en matière d'innovation, les capacités technologiques et les systèmes qualité (1); stratégies et politiques en vue de l'instauration d'une société de l'information plus équitable (1).

Tableau 20.15

Ressources nécessaires : sous-programme 2

	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		*Postes*	
Catégorie	*2008-2009*	*2010-2011 (avant actualisation des coûts)*	*2008-2009*	*2010-2011*
Budget ordinaire				
Postes	4 923,9	5 104,7	21	21
Autres objets de dépense	277,1	277,1	–	–
Total partiel	5 201,0	5 381,8	21	21
Fonds extrabudgétaires	3 100,0	3 330,0	4	5
Total	8 301,0	8 711,8	25	26

20.50 Le montant demandé (5 381 800 dollars), en augmentation de 180 800 dollars, permettra de maintenir 21 postes (16 postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur, et 5 postes d'agent local) (5 104 700 dollars) et de financer d'autres objets de dépense (277 100 dollars) tels que les autres dépenses de personnel au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions) recruté pour des périodes de pointe, les services de consultants et d'experts et les frais de voyage. L'augmentation de 180 800 dollars est essentiellement imputable à l'effet-report de la création en 2009 d'un poste P-3 destiné à intensifier les activités en rapport avec le développement. Le montant demandé au titre des autres objets de dépense (277 100 dollars) servira à financer les autres dépenses de personnel, les services de consultants et d'experts et les frais de voyage du personnel.

20.51 Les fonds extrabudgétaires attendus pour l'exercice biennal 2010-2011 (3 330 000 dollars) serviront à financer cinq postes, comme indiqué au tableau 20.15, ainsi que d'autres objets de dépense tels que les frais de voyage du personnel, les services de consultants, les autres dépenses de fonctionnement et l'organisation de séminaires. Ce montant fait apparaître une augmentation nette de 230 000 dollars par rapport à l'exercice biennal 2008-2009, liée aux activités de projet relatives à l'exploitation des technologies de l'information et des communications et axées sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, dans le cadre du financement continu et accru de projets par le programme de coopération extérieure (EuropeAid) de la Commission européenne.

Sous-programme 3
Politiques macroéconomiques et croissance

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 8 482 400 dollars

20.52 La responsabilité de l'exécution de ce sous-programme incombe à la Division du développement économique, qui s'en acquitte en collaboration avec les bureaux de la Commission à Brasilia et à Buenos Aires. La stratégie à suivre tiendra compte spécialement des dispositions pertinentes se rapportant aux buts et objectifs énoncés dans les textes issus des grandes conférences et réunions au sommet des Nations Unies concernant les domaines économique et social, y compris ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire et dans le Document final du Sommet mondial de 2005. Elle mettra l'accent, en particulier, sur ceux qui se rapportent à l'élimination de l'extrême pauvreté et de la faim, en vue de l'instauration d'un partenariat mondial pour le développement dont les parties s'engageront à poursuivre les efforts entrepris pour enraciner l'ouverture, la réglementation, la prévisibilité et le caractère non discriminatoire du système commercial et financier, et traiter globalement le problème de la dette des pays en développement par des mesures d'ordre national et international. Pour atteindre les buts et objectifs susmentionnés, la Division s'attachera, au titre du sous-programme, à coopérer et à se concerter avec d'autres organismes des Nations Unies ainsi qu'avec des organismes régionaux et sous-régionaux s'occupant du développement.

20.53 L'exécution du sous-programme sera conforme à la stratégie exposée au sous-programme 3 du programme 17 du cadre stratégique pour la période 2010-2011.

Tableau 20.16

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Accroître la croissance à long terme des pays d'Amérique latine et des Caraïbes en améliorant la conception et la mise en œuvre de politiques macroéconomiques adaptées

Réalisations escomptées	Indicateurs de succès
a) Renforcement de la capacité des décideurs et des autres parties prenantes d'Amérique latine et des Caraïbes de concevoir et de mettre en œuvre des politiques macroéconomiques à court terme cohérentes dans un cadre propre à renforcer la croissance à long terme	a) i) Augmentation du nombre de pays ayant pris des mesures conformes aux recommandations de la Commission relatives aux politiques macroéconomiques à court terme *Mesure des résultats* 2006-2007 : sans objet 2008-2009 (estimation) : 7 pays 2010-2011 (objectif) : 10 pays

	ii) Augmentation du nombre de téléchargements des publications phares du sous-programme, à savoir l'*Étude sur la situation économique de l'Amérique latine et des Caraïbes* et la publication intitulée *Preliminary Overview of the Economies of Latin America and the Caribbean*, qui présentent des analyses des politiques et des recommandations concrètes pertinentes *Mesure des résultats* 2006-2007 : 1 200 000 téléchargements 2008-2009 (estimation) : 1 225 000 téléchargements 2010-2011 (objectif) : 1 250 000 téléchargements
b) Renforcement de la capacité des décideurs et des autres parties prenantes d'Amérique latine et des Caraïbes de concevoir et de mettre en œuvre des politiques et des instruments propres à favoriser la croissance à long terme et à faciliter l'intégration macroéconomique	b) i) Augmentation du nombre de pays ayant pris des mesures pour favoriser la croissance à long terme et faciliter l'intégration macroéconomique conformément aux recommandations de la Commission *Mesure des résultats* 2006-2007 : sans objet 2008-2009 (estimation) : 7 pays 2010-2011 (objectif) : 10 pays ii) Augmentation du pourcentage de participants aux réseaux mis en place dans le cadre du sous-programme qui jugent « utiles » ou « très utiles » ces forums et leurs recommandations concernant les moyens de favoriser la croissance à long terme et l'intégration macroéconomique *Mesure des résultats* 2006-2007 : sans objet 2008-2009 (estimation) : 70 % 2010-2011 (objectif) : 80 %

Facteurs externes

20.54 Le sous-programme devrait permettre d'aboutir aux objectifs visés et aux réalisations escomptées si les conditions suivantes sont réunies : a) la conjoncture économique internationale et la gestion des politiques macroéconomiques des pays de la région se caractérisent par la stabilité, de sorte que l'économie de ces pays est mieux à même de supporter les chocs extérieurs et les perturbations; et b) la communauté internationale se montre sensible aux besoins et aux préoccupations des États membres de la Commission en matière de politiques macroéconomiques et de stratégies de croissance à long terme, dans le cadre des programmes et priorités de développement arrêtés aux échelons régional et international, et tient compte des directives de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social ainsi que des objectifs convenus à l'échelle internationale, y compris ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire ainsi que dans

les textes issus des conférences et réunions au sommet des Nations Unies concernant les questions économiques et sociales.

Produits

20.55 Les produits de l'exercice biennal seront les suivants :

a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (budget ordinaire) :

i) Groupes spéciaux d'experts : réunion d'experts chargés d'analyser un aspect prioritaire donné des politiques de la région en matière de finances publiques (1); réunion d'experts chargés d'analyser un aspect donné des relations entre l'Amérique latine et les Caraïbes et l'économie mondiale (1); réunion d'experts chargés d'analyser un aspect donné de l'accès au financement du développement (1);

b) Autres activités de fond (budget ordinaire) :

i) Publications en série : étude d'un aspect prioritaire des politiques de la région en matière de finances publiques (1); étude d'un aspect prioritaire de la situation économique et sociale en Amérique latine et dans les Caraïbes (1); *Economic Survey of Latin America and the Caribbean* (bilan de la situation économique de l'Amérique latine et des Caraïbes, éditions de 2009-2010 et de 2010-2011) (2); *Preliminary Overview of the Economies of Latin America and the Caribbean* (étude préliminaire de l'économie des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, éditions de 2010 et de 2011) (1);

ii) Publications isolées : étude comparée des modes de croissance économique en Asie et en Amérique latine (1); étude d'un aspect prioritaire des politiques monétaires des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (1); étude d'un aspect prioritaire de la croissance économique et du marché du travail (1); étude d'un aspect prioritaire de l'aide publique au développement en Amérique latine et dans les Caraïbes (1); étude d'un aspect prioritaire du développement des marchés financiers de la région (1); étude des politiques favorisant la croissance en Amérique latine et dans les Caraïbes (1); études de questions liées à l'investissement et à la croissance en Argentine (1); étude de l'efficacité de la stratégie des pouvoirs publics brésiliens destinée à dynamiser la croissance pour la période 2007-2010 (1); étude des échanges commerciaux et des flux d'investissement entre le Brésil et d'autres pays d'Amérique latine au cours de la première décennie du XXI^{e} siècle (1);

iii) Supports techniques : bulletin statistique mensuel sur l'évolution de l'économie brésilienne (publié en anglais, espagnol et portugais) (24); indicateurs macroéconomiques de l'Argentine (8 numéros); mise à jour et perfectionnement des bases de données sur les résultats économiques des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, en particulier celles qui contiennent les informations nécessaires à l'établissement des publications en série mentionnées ci-dessus (2);

c) Coopération technique (fonds extrabudgétaires) :

i) Services consultatifs : prestation aux pays qui en font la demande de services de coopération technique portant sur la conception et la mise en œuvre de politiques macroéconomiques axées sur la croissance. La coopération pourra notamment porter sur la coordination des politiques macroéconomiques, l'élaboration et la mise en œuvre de politiques budgétaires, et les réformes structurelles;

ii) Projets opérationnels : projets de coopération technique portant sur les politiques budgétaires anticycliques et la stabilité macroéconomique (1); le financement du développement et l'architecture financière (1); la décentralisation budgétaire (1); et les politiques relatives au marché du travail et leurs incidences sur les groupes vulnérables (1).

Tableau 20.17

Ressources nécessaires : sous-programme 3

	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		*Postes*	
Catégorie	*2008-2009*	*2010-2011 (avant actualisation des coûts)*	*2008-2009*	*2010-2011*
Budget ordinaire				
Postes	7 678,3	8 180,3	34	37
Autres objets de dépense	302,1	302,1	–	–
Total partiel	**7 980,4**	**8 482,4**	**34**	**37**
Fonds extrabudgétaires	5 425,0	5 145,0	5	4
Total	**13 405,4**	**13 627,4**	**39**	**41**

20.56 Le montant demandé au titre des postes (8 180 300 dollars), en augmentation de 502 000 dollars, permettra de financer 37 postes (24 postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur et 13 postes d'agent local), comme indiqué au tableau 20.17. L'augmentation de 502 000 dollars s'explique par le transfert au sous-programme 3, avec les mêmes attributions, de trois postes (2 P-2 et 1 poste d'agent local) provenant du sous-programme 10 (Statistiques et projections économiques), l'objet étant de regrouper les ressources et d'améliorer l'exécution des activités de programmes relatives à la publication de projections et de prévisions économiques. Le montant demandé au titre des autres objets de dépense (302 100 dollars) servira à financer les autres dépenses de personnel, les services de consultants et d'experts et les frais de voyage du personnel.

20.57 Les fonds extrabudgétaires attendus pour l'exercice biennal 2010-2011 (5 145 000 dollars) permettront de financer quatre postes, comme indiqué au tableau 20.17, ainsi que d'autres objets de dépense (frais de voyage du personnel, services de consultants, autres dépenses de fonctionnement et séminaires). Le montant prévu fait apparaître une diminution nette de 280 000 dollars par rapport à l'exercice biennal 2008-2009, en rapport avec des activités relatives aux politiques macroéconomiques et au marché du travail. Les fonds extrabudgétaires serviront aussi à financer des activités axées sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, et particulièrement l'objectif 8 (Mettre en place un partenariat mondial pour le développement). Il est prévu que les pays où sont implantés des bureaux nationaux de la CEPALC continueront de financer les activités de coopération technique se déroulant sur leur territoire.

Sous-programme 4
Développement social et équité sociale

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts): 4 097 800 dollars

20.58 La responsabilité de l'exécution du sous-programme 4 incombe à la Division du développement social. La stratégie à suivre tiendra compte des objectifs de développement convenus au plan

international lors des grandes conférences et réunions au sommet des Nations Unies concernant les domaines économique et social, y compris ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire. Des services de coopération technique, en particulier, seront prêtés aux pays de la région de façon qu'ils puissent donner suite aux plans d'action adoptés lors des conférences internationales et réunions au sommet des Nations Unies concernant le domaine social.

20.59 L'exécution du sous-programme sera conforme à la stratégie exposée au sous-programme 4 du programme 17 du cadre stratégique pour la période 2010-2011.

Tableau 20.18

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Accélérer la réduction de la pauvreté et la réalisation de l'équité et de la cohésion sociales dans la région

Réalisations escomptées	Indicateurs de succès
a) Renforcement de la capacité des gouvernements et des autres parties prenantes de la région de régler les problèmes structurels et les nouveaux problèmes sociaux touchant divers groupes socioéconomiques	a) i) Augmentation du nombre de pays ayant adopté des programmes et des politiques de protection sociale fondés sur les droits de l'homme et tenant dûment compte de la nécessité d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement *Mesure des résultats* 2006-2007 : sans objet 2008-2009 (estimation) : 5 pays 2010-2011 (objectif) : 9 pays ii) Augmentation du nombre de téléchargements de la publication phare du sous-programme intitulée *Social Panorama of Latin America* et de certaines publications présentant des analyses des politiques sociales et des recommandations relatives à la formulation et à l'application de ces politiques *Mesure des résultats* 2006-2007 : 160 000 téléchargements 2008-2009 (estimation) : 180 000 téléchargements 2010-2011 (objectif) : 200 000 téléchargements
b) Accroissement de la capacité des gouvernements de renforcer les organismes publics à vocation sociale et d'élaborer des instruments qui permettent d'accroître au maximum l'efficacité de l'action de ces organismes, afin, en particulier, de réduire la pauvreté et les inégalités	b) i) Augmentation du nombre de pays ayant adopté de nouveaux cadres d'action sociale combinant politique de l'emploi, politique de la famille et d'autres politiques nationales *Mesure des résultats* 2006-2007 : sans objet

	2008-2009 (estimation) : 8 pays 2010-2011 (objectif) : 12 pays ii) Augmentation du pourcentage de bénéficiaires des activités de coopération technique menées dans le cadre du sous-programme qui jugent que les recommandations qui leur sont faites leur sont « utiles » ou « très utiles » pour élaborer des politiques sociales *Mesure des résultats* 2006-2007 : sans objet 2008-2009 (estimation) : sans objet 2010-2011 (objectif) : 65 %

Facteurs externes

20.60 Le sous-programme devrait permettre d'aboutir aux objectifs visés et aux réalisations escomptées si les conditions suivantes sont réunies : a) la communauté internationale se montre sensible aux besoins et aux préoccupations des États membres de la Commission en matière de développement social, notamment pour ce qui est des priorités régionales, à savoir l'équité, l'attention portées aux questions sociales et la cohésion sociale, et tient compte des directives de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social ainsi que des objectifs convenus au plan international, y compris ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire; b) la région continue d'approfondir l'intégration socioéconomique, ce qui lui permet d'adopter des politiques et d'exécuter des programmes complémentaires dans les domaines économique et social et d'aborder sous un angle multidimensionnel l'atténuation de la pauvreté et la réduction des inégalités; et c) les pays de la région et la communauté internationale encouragent la concertation entre les différents organismes intéressés par l'articulation des questions sociales avec les questions économiques (en particulier le commerce, l'intégration et les aspects internationaux du financement), afin d'ouvrir des perspectives de développement dans le contexte de la mondialisation.

Produits

20.61 Les produits de l'exercice biennal seront les suivants :

a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (budget ordinaire et fonds extrabudgétaires) :

i) Groupes spéciaux d'experts : réunion d'experts consacrée aux dispositifs de solidarité intégrale susceptibles d'élargir la couverture sociale au moyen d'un financement associant cotisations et autres modalités (1); réunion d'experts consacrée aux politiques visant à faire reculer la pauvreté et redistribuer les revenus (1); réunion d'experts chargés d'analyser les avancées et les enjeux de la cohésion sociale et leurs liens avec les objectifs du Millénaire pour le développement (1); réunion d'experts chargés d'examiner les problèmes que posent aux institutions sociales la récente évolution des risques sociaux qui touche certains groupes (1); réunion d'experts chargés d'étudier les méthodes de mesure des progrès accomplis par les pays d'Amérique latine et des Caraïbes vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (1); réunion d'experts chargés d'évaluer l'exercice effectif des droits économiques, sociaux et culturels de certains groupes (1); réunion d'experts chargés d'examiner les nouveaux aspects des programmes sociaux faisant intervenir, dans le cadre des politiques

budgétaires, la solidarité aux fins de la redistribution des revenus (1); réunion d'experts chargés de mettre en évidence les dernières avancées de la réforme du secteur social (1);

b) Autres activités de fond (budget ordinaire) :

i) Publications en série : *Panorama social de l'Amérique latine*, éditions de 2008-2009 et de 2010-2011 (2);

ii) Publications isolées : étude des progrès obtenus grâce aux politiques visant à faire reculer la pauvreté et redistribuer les revenus, ainsi que des problèmes qui se posent en la matière, et progrès accomplis vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (1); étude des problèmes que pose la conception institutionnelle de programmes sociaux (1); analyse des pratiques optimales et des enseignements tirés des programmes d'innovation sociale visant à faire reculer la pauvreté (1); étude des politiques de la famille sous l'angle de l'évolution du nombre d'enfants et de la structure familiale (1); analyse des réformes en matière de politique sociale qui ont une incidence sur la cohésion sociale (1); étude des progrès accomplis en Amérique latine et dans les Caraïbes vers la réalisation de l'objectif 1 du Millénaire pour le développement (Réduire l'extrême pauvreté et la faim) (1); étude des méthodes de mesure novatrices et intégrales des progrès accomplis vers la réalisation de l'objectif 1 du Millénaire pour le développement et le recul de la pauvreté infantile (1); étude des progrès accomplis vers l'exercice effectif des droits sociaux parmi certains groupes de la population, une large place étant faite à la vulnérabilité, à la discrimination et à l'exclusion ainsi qu'à leur importance au regard de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (1); étude des rapports entre intégration du marché du travail, pauvreté et stratification sociale (1); étude du poids du travail non rémunéré dans les régimes de protection sociale des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (1); études consacrées aux progrès accomplis par les pays d'Amérique latine et des Caraïbes pour ce qui est de faire reculer la mortalité infantile et d'éliminer la pauvreté extrême et la faim, ainsi qu'au poids du travail non rémunéré dans les régimes de protection sociale des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (2);

iii) Supports techniques : établissement, sur demande et en collaboration avec d'autres organismes, de contributions de fond aux réunions intergouvernementales consacrées à la cohésion et à l'équité sociales (1); renforcement du Réseau des institutions sociales d'Amérique latine et des Caraïbes (RISALC) (1);

c) Coopération technique (budget ordinaire) :

i) Services consultatifs : coopération avec les organismes publics, les universités et autres établissements d'enseignement supérieur et les organismes régionaux en vue de la mise sur pied, sur demande, d'une formation aux questions relatives aux activités non rémunérées de « l'économie domestique » (1); prestation aux pays et partenaires de la région qui en font la demande de services de coopération technique portant sur « l'économie domestique » (1); prestation, sur demande, de services de coopération technique portant sur les aspects suivants : conception de politiques sociales, mise en œuvre de programmes sociaux, gestion des institutions et programmes sociaux, contrôle et évaluation des dépenses sociales, et activités non rémunérées de « l'économie domestique » (1);

ii) Stages, séminaires et ateliers : coopération avec les organismes publics, les établissements d'enseignement supérieur, les organisations non gouvernementales et les organismes régionaux et sous-régionaux en vue de la mise sur pied d'une formation à

l'élaboration de politiques destinées à faire reculer la pauvreté et l'exclusion et à redistribuer les revenus, en tenant compte de l'évolution des risques sociaux et des activités non rémunérées de « l'économie domestique » (1); coopération avec les organismes publics, les établissements d'enseignement supérieur, les organisations non gouvernementales et les organismes régionaux et sous-régionaux en vue de la mise sur pied d'une formation à l'élaboration de politiques destinées à faire reculer la pauvreté et l'exclusion et à redistribuer les revenus, et à diffuser un mode de conception des politiques qui tienne compte de l'évolution des risques sociaux (1);

iii) Projets opérationnels : projets de coopération technique portant sur les questions suivantes : évaluation des politiques et des dépenses sociales (1); expériences en matière d'innovation sociale à l'échelon local comme au plan national (1); cohésion sociale et politiques en faveur des groupes les plus vulnérables (1); et importance de la télésanté et du télé-enseignement au regard de l'accès à l'éducation et à la santé, et de la qualité des services y relatifs (1).

Tableau 20.19

Ressources nécessaires : sous-programme 4

	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		*Postes*	
Catégorie	*2008-2009*	*2010-2011 (avant actualisation des coûts)*	*2008-2009*	*2010-2011*
Budget ordinaire				
Postes	3 743,3	3 915,1	17	17
Autres objets de dépense	182,7	182,7	–	–
Total partiel	**3 917,0**	**4 097,8**	**17**	**17**
Fonds extrabudgétaires	2 075,0	2 215,0	1	2
Total	**5 992,0**	**6 312,8**	**18**	**19**

20.62 Le montant demandé au titre des postes (3 915 100 dollars), en augmentation de 180 800 dollars, servira à financer 17 postes (12 postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur et 5 postes d'agent local), comme indiqué au tableau 20.19. L'augmentation de 180 800 dollars est imputable à l'effet-report de la création d'un poste P-3 au 1er janvier 2009 comme suite à la résolution 63/260 de l'Assemblée générale relative aux activités touchant au développement. Le montant demandé au titre des autres objets de dépense (182 700 dollars) permettra de financer notamment les services de consultants et d'experts et les frais de voyage du personnel.

20.63 Les fonds extrabudgétaires attendus pour l'exercice biennal 2010-2011 (2 215 000 dollars) serviront à financer deux postes, comme indiqué au tableau 20.19, ainsi que les autres objets de dépense suivants : frais de voyage du personnel, services de consultants, autres dépenses de fonctionnement et séminaires. Ce montant fait apparaître une augmentation de 140 000 dollars par rapport à l'exercice biennal 2008-2009, en rapport avec des activités liées à l'intégration, la cohésion et la protection sociales. Les fonds extrabudgétaires serviront aussi à financer des activités axées sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, et particulièrement l'objectif 8 (Mettre en place un partenariat mondial pour le développement).

Sous-programme 5
Intégration du souci de l'égalité des sexes dans le développement régional

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 2 305 500 dollars

20.64 La responsabilité de l'exécution de ce sous-programme incombe à la Division de la promotion de l'égalité des sexes de la Commission. Une attention particulière sera portée aux dispositions relatives aux buts et objectifs énoncés dans les principaux instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme et les mandats correspondants. Le sous-programme sera axé sur l'acquisition de connaissances qui permettent de faire le jour sur la nature des problèmes que posent les politiques relatives aux femmes dans la région et d'intégrer ces connaissances dans la stratégie de renforcement des capacités des pays de la région et, surtout, dans la stratégie d'institutionnalisation de l'égalité des sexes suivie par les mécanismes nationaux de promotion de la femme. Il permettra de continuer à appuyer la collecte de données de base sur la situation des femmes et des hommes et l'élaboration d'indicateurs sur les deux sexes et à fournir une assistance technique au titre du renforcement des capacités aux ministères concernés et à certaines entités telles que les bureaux nationaux de statistique. Il permettra également d'appuyer les échanges de données d'expérience et de bonnes pratiques entre les États membres de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes. Certaines parties prenantes des milieux universitaires et des secteurs pertinents de la société civile bénéficieront de ses activités.

20.65 Le sous-programme sera exécuté conformément à la stratégie énoncée au titre du sous-programme 5 du programme 17 du cadre stratégique pour la période 2010-2011.

Tableau 20.20

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Assurer la prise en compte systématique de l'impératif d'équité entre les sexes dans les principales politiques des pays d'Amérique latine et des Caraïbes

Réalisations escomptées	Indicateurs de succès
a) Progrès accomplis par les pays de la région pour ce qui est de faire une place à l'impératif d'égalité des sexes pour atteindre les objectifs de développement arrêtés à l'échelle internationale lors des grandes conférences et réunions au sommet des Nations Unies concernant les domaines économique et social, y compris ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire et le Document final du Sommet mondial de 2005, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et les accords régionaux pertinents	a) i) Nombre accru de pays ayant intégré les indicateurs supplémentaires proposés par la Commission dans leurs bases de données et leurs documents officiels pour donner suite aux objectifs du Millénaire pour le développement, à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et aux engagements pris à la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes *Mesure des résultats* 2006-2007 : 6 pays 2008-2009 (estimation) : 8 pays 2010-2011 (objectif) : 12 pays

		ii) Nombre accru de mesures visant à faire une place au souci de l'égalité des sexes qui utilisent les indicateurs que la Commission a proposés pour donner suite au troisième objectif du Millénaire pour le développement, en particulier ceux relatifs à la promotion de l'indépendance économique des femmes et au suivi de la violence à l'égard des femmes, ou qui découlent de leur utilisation *Mesure des résultats* 2006-2007 : sans objet 2008-2009 (estimation) : 2 mesures 2010-2011 (objectif) : 4 mesures
b) Progrès dans la mise en œuvre des accords conclus à la dixième session de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes, pour ce qui est en particulier de la participation à la vie politique, de la reconnaissance du travail non rémunéré des femmes et de l'élimination de la pauvreté et de la violence sexiste	b)	i) Pourcentage accru de pays auxquels la Commission dispense des services de coopération technique pour les aider à appliquer les accords conclus à la dixième session de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes et à atteindre les objectifs de développement adoptés à l'échelle internationale énoncés dans la Déclaration du Millénaire qui appliquent les recommandations formulées dans ces accords *Mesure des résultats* 2006-2007 : sans objet 2008-2009 (estimation) : 50 % 2010-2011 (objectif) : 60 % ii) Nombre accru de programmes ou de politiques adoptés par les pays de la région conformément aux accords conclus à la dixième session de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes *Mesure des résultats* 2006-2007 : 14 programmes ou politiques 2008-2009 (estimation) : 17 programmes ou politiques 2010-2011 (objectif) : 21 programmes ou politiques

Facteurs externes

20.66 Le sous-programme devrait permettre d'aboutir aux objectifs visés et aux réalisations escomptées si les conditions suivantes sont réunies : a) les mécanismes institutionnels nationaux de promotion de la femme actuellement en place sont maintenus ou améliorés du point de vue de leur mission, de la position qu'ils occupent et des objectifs qu'ils se sont fixés dans un climat politique se

caractérisant par la stabilité aux niveaux national, régional et international ou peu marqué par les conséquences des changements politiques intervenus dans les pays de la région; et b) la communauté internationale prête son appui et donne la priorité à l'intégration des questions relatives à l'égalité des sexes dans les politiques publiques des États membres de la CEPALC, en tant qu'élément fondamental du développement régional et international, compte tenu des directives énoncées par l'Assemblée générale et le Conseil économique et social et des objectifs de développement convenus à l'échelle internationale, y compris ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire.

Produits

20.67 Les produits finals prévus pour l'exercice biennal 2010-2011 sont les suivants :

a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (budget ordinaire) :

i) Réunions des présidents de la Conférence régionale sur l'intégration des femmes au développement économique et social de l'Amérique latine : services fonctionnels pour deux réunions des présidents de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes, y compris l'élaboration de rapports sur les activités du secrétariat de la CEPALC et de documents de fond (2011) (2);

ii) Services fonctionnels pour les réunions : onzième session de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes, notamment pour l'élaboration de rapports sur les activités du secrétariat de la CEPALC et de documents de fond à présenter à la Conférence (second semestre de 2010) (1); trois réunions sous-régionales préparatoires à la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes (premier semestre de 2010) (3); deux réunions interinstitutions avec les programmes, fonds et institutions spécialisées des Nations Unies, notamment pour l'élaboration de documents de fond et de rapports pertinents (1 en 2010 et 1 en 2011) (2);

iii) Groupes d'experts spéciaux : quatre réunions d'experts sur les questions d'importance prioritaire identifiées lors de la dixième Conférence régionale sur les femmes en Amérique latine et dans les Caraïbes. Les questions suivantes seront examinées : évaluation des pratiques optimales et des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des politiques en faveur de l'égalité des sexes sur la base des rapports de l'Observatoire de la parité des sexes; esquisse d'un programme économique en faveur de l'égalité des sexes; identification des nouvelles questions qui se posent; et état de la parité des sexes dans la région (4);

b) Autres activités de fond (budget ordinaire) :

i) Publications en série : huit numéros de la revue *Mujer y desarrollo*, sur les premier et troisième objectifs du Millénaire pour le développement relatifs à la pauvreté; les progrès accomplis dans la mise en œuvre des recommandations relatives à la violence contre les femmes formulées par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes; les politiques d'intérêt général en faveur de la parité des sexes; la parité des sexes sur le marché de l'emploi; la parité dans les relations et les responsabilités familiales; la justice pour les femmes, les adolescentes et les filles victimes de violence sexiste; les droits en matière de sexualité et de procréation, condition essentielle de la parité des sexes; et les progrès réalisés en matière d'institutionnalisation de la parité dans la structure de l'État (8);

ii) Publications isolées : étude sur les statistiques et les indicateurs relatifs à l'égalité entre les sexes (1); étude sur les progrès réalisés en ce qui concerne la situation des femmes

dans la région, dans le cadre du Consensus de Quito, de la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et du troisième objectif du Millénaire pour le développement, qui sera présentée à la onzième session de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes (second semestre de 2010) (1); études sur les questions liées à l'intégration du souci de l'égalité des sexes dans le développement des pays de la région, compte tenu des domaines qui seront mis en relief à la session de la CEPALC qui se tiendra en 2010 (2 en 2010 et 3 en 2011) (5); publications isolées sur la parité, les statistiques et les indicateurs relatifs à l'égalité des sexes et les nouvelles questions découlant des dernières missions confiées à la Commission en matière d'égalité entre les sexes (3);

iii) Brochures, fiches, affiches, dossiers d'information : dépliant et notes d'information établis en collaboration avec le Groupe des services de l'information, qui seront distribués avant la onzième session de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes (premier semestre de 2010) (1);

iv) Supports techniques : réalisation de quatre études sur des questions spécifiques contribuant à l'intégration du souci de l'égalité des sexes dans les travaux du système de la CEPALC. Les thèmes couverts seront notamment les suivants : mise au point d'indicateurs de la violence à l'égard des femmes, possibilités et conditions de mise en œuvre des nouvelles propositions en matière de protection sociale, incidence sur l'équité de traitement des hommes et des femmes de la rationalisation du marché du travail et obstacles liés aux inégalités entre les sexes qui entravent la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (4); élaboration sur demande, en collaboration avec d'autres organismes, de documents de fond pour les réunions intergouvernementales et les conférences mondiales sur l'égalité des sexes, notamment pour l'Organisation des États américains, la Réunion spéciale sur la femme du Marché commun du Sud, le Conseil des ministres chargées de la condition de la femme d'Amérique centrale, le Système d'intégration de l'Amérique centrale et l'Association de coopération économique Asie-Pacifique (1); deux conférences par voie électronique au niveau ministériel sur l'élaboration de l'exposé de position qui sera présenté à la onzième session de la Conférence régionale sur les femmes d'Amérique latine et des Caraïbes (premier semestre de 2010) (2); mise à jour de la page Web de la Commission présentant des statistiques sur la condition de la femme en y ajoutant des données collectées lors des enquêtes sur les ménages réalisées en 2008 et à partir d'autres sources (2); mise à jour de la page Web de l'Observatoire de la parité des sexes au moyen de données fournies périodiquement par les gouvernements (2);

c) Coopération technique (fonds extrabudgétaires) :

i) Services consultatifs : prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en font la demande, en ce qui concerne les méthodes permettant de formuler et de mesurer les indicateurs relatifs à l'égalité des sexes, l'utilisation de ces indicateurs, l'élaboration de politiques pour la prise en compte systématique de l'égalité des sexes et le renforcement des capacités institutionnelles des organismes et entités chargés des politiques et programmes en faveur des femmes ainsi que d'autres organismes sectoriels compétents (2);

ii) Cours de formation, séminaires et ateliers : appui apporté aux pays de la région qui en font la demande, pour la conduite de cours de formation dispensés par les organismes gouvernementaux, les organisations non gouvernementales, les universités et les centres d'enseignement supérieur concernant les méthodes permettant de formuler et de

mesurer les indicateurs relatifs à l'égalité des sexes, la prise en compte systématique de l'égalité des sexes et la politique gouvernementale (1);

iii) Projets opérationnels : projet de coopération technique pour la mise en place d'un observatoire de l'égalité des sexes (1).

Tableau 20.21

Ressources nécessaires, sous-programme 5

	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		*Postes*	
Catégorie	*2008-2009*	*2010-2011 (avant actualisation des coûts)*	*2008-2009*	*2010-2011*
Budget ordinaire				
Postes	1 696,7	2 136,9	9	9
Autres objets de dépense	168,6	168,6	–	–
Total partiel	**1 865,3**	**2 305,5**	**9**	**9**
Fonds extrabudgétaires	640,0	820,0	1	1
Total	**2 505,3**	**3 125,5**	**10**	**10**

20.68 Le montant de 2 136 900 dollars prévu au titre des postes, représentant une augmentation de 440 200 dollars, permettra de financer neuf postes (7 postes de la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur et 2 postes d'agent recruté sur le plan local), comme indiqué au tableau 20.21. L'augmentation est due à l'effet report relatif à deux postes (1 P-5 et 1 P-3) créés à compter du 1er janvier 2009 dans le contexte de la résolution 63/260 de l'Assemblée générale sur les activités de développement. Le montant prévu au titre des objets de dépense autres que les postes (168 600 dollars) concerne les autres dépenses de personnel, les services de consultants et d'experts et les déplacements du personnel.

20.69 Pendant l'exercice biennal 2010-2011, les fonds extrabudgétaires prévus, d'un montant de 820 000 dollars, soit une augmentation de 180 000 dollars par rapport à l'exercice biennal 2008-2009, serviront à financer un poste, indiqué au tableau 20.21, et des objets de dépense autres que les postes, à savoir les voyages du personnel, les services de consultants, d'autres dépenses opérationnelles et des séminaires. Le programme utilisera les fonds extrabudgétaires destinés aux projets de coopération technique portant sur la réalisation du troisième objectif du Millénaire pour le développement, le suivi de la conférence d'examen de Beijing +15, la violence à l'égard des femmes et l'Accord du Caire, qui fait de l'égalité des sexes une condition préalable au développement durable. L'augmentation s'explique par le fait que l'on s'attend à ce que des sources multilatérales et bilatérales, notamment le Fonds des Nations Unies pour la population, l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement et l'Agence suédoise de coopération pour le développement international, continuent de financer les projets.

Sous-programme 6
Population et développement

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 3 324 600 dollars

20.70 Le Centre de démographie d'Amérique latine et des Caraïbes de la Division de la population de la Commission est responsable de l'exécution du sous-programme. Il s'agira, pour l'essentiel, de maintenir l'appui aux sessions du Comité spécial sur la population et le développement et aux pays de la région, dans le cadre du suivi du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, de la mise en œuvre de la Stratégie régionale d'application, en Amérique latine et dans les Caraïbes, du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement et du suivi des buts et objectifs des grandes conférences et réunions au sommet des Nations Unies concernant les domaines économique et social, notamment ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire, le Document final du Sommet mondial de 2005 et les textes issus d'autres conférences internationales pertinentes.

20.71 Le sous-programme sera exécuté conformément à la stratégie énoncée au titre du sous-programme 6 du programme 17 du cadre stratégique pour la période 2010-2011.

Tableau 20.22

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Faciliter une meilleure prise en compte des questions de population dans les politique et programmes de développement des pays d'Amérique latine et des Caraïbes

Réalisations escomptées	Indicateurs de succès
a) Renforcement de la capacité des parties prenantes de la Commission à suivre les tendances démographiques et à étudier les questions de population et de développement à des fins de programmation sociodémographique	a) i) Nombre accru de parties prenantes de la Commission qui recueillent des données démographiques et des informations sur la population et le développement dans le cadre de la série de recensements prévue en 2010 *Mesure des résultats* 2006-2007 : 40 parties prenantes 2008-2009 (estimation) : 45 parties prenantes 2010-2011 (objectif) : 50 parties prenantes ii) Nombre accru de téléchargements de publications du Centre de démographie d'Amérique latine et des Caraïbes (CELADE) contenant des analyses et des recommandations concrètes pertinentes, ainsi que de données du CELADE sur les questions de population *Mesure des résultats* 2006-2007 : 1 800 000 téléchargements 2008-2009 (estimation) : 1 825 000 2010-2011 (objectif) : 1 850 000

b) Renforcement de la capacité technique des États membres de la Commission de suivre les progrès accomplis dans la mise en œuvre des recommandations et des objectifs énoncés dans le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et dans d'autres accords internationaux portant sur ces questions	b) i) Nombre accru de mesures nouvelles ou supplémentaires prises par les parties prenantes de la Commission pour mettre en œuvre les recommandations et les objectifs énoncés dans le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, le Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement (2002), les objectifs et buts pertinents énoncés dans la Déclaration du Millénaire et d'autres recommandations et accords internationaux concernant la population et le développement *Mesure des résultats* 2006-2007 : 30 mesures 2008-2009 (estimation) 35 mesures 2010-2011 (objectif) : 40 mesures

Facteurs externes

20.72 Le sous-programme devrait permettre d'aboutir aux objectifs visés et aux réalisations escomptées si les conditions suivantes sont réunies : a) la stabilité sur le plan socioéconomique et au niveau des institutions règne dans la région ou s'améliore, en l'absence de chocs externes graves ayant une incidence préjudiciable sur les priorités établies; b) la communauté internationale fait droit et donne la priorité aux préoccupations et aux besoins des États membres de la CEPALC pour ce qui est de la mise en œuvre des recommandations énoncées dans le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et dans la Stratégie régionale d'application, en Amérique latine et dans les Caraïbes, du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement, conformément aux directives de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et aux objectifs de développement convenus à l'échelle internationale, y compris ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire; et c) la communauté régionale accorde la priorité à l'intégration des facteurs sociodémographiques dans la conception et l'application des politiques et programmes sociaux, afin d'améliorer leur efficacité.

Produits

20.73 Les produits finals prévus pour l'exercice biennal 2010-2011 sont les suivants :

a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (budget ordinaire et fonds extrabudgétaires) :

i) Comité spécial de session sur la population et le développement :

a. Services fonctionnels pour les réunions du Comité, y compris pour l'établissement des documents techniques et rapports en vue de l'examen biennal du Plan d'action régional sur la population et le développement, du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et de la Stratégie régionale d'application du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement (1);

ii) Réunions de groupes d'experts spéciaux : réunion d'experts chargés d'examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Plan d'action régional sur la population et

le développement et des documents issus de la Conférence internationale sur la population et le développement +15 (1); réunion d'experts chargés d'analyser les priorités de la région eu égard aux prévisions démographiques concernant les peuples autochtones, les populations d'ascendance africaine, les personnes âgées et les migrants (1); réunion d'experts chargés d'examiner la série de recensements de la population de 2010 (1); deux réunions sur les changements démographiques et leurs conséquences pour le développement (2);

b) Autres activités de fond (budget ordinaire) :

i) Publications en série : quatre numéros de *Demographic Observatory* (4); quatre numéros de la revue *Notas de Población*, publication qui a pour but de diffuser les résultats des travaux de recherche et des études sur la population et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes (4);

ii) Publications isolées : document sur la série de recensements de 2010 (1); étude sur la population, le développement et la santé, y compris la santé en matière de sexualité et de procréation (1); études sur les questions prioritaires liées aux migrations et aux tendances démographiques chez les peuples autochtones et les populations d'ascendance africaine et sur le vieillissement en Amérique latine et dans les Caraïbes (2); trois publications sur les questions prioritaires liées aux migrations et aux tendances démographiques chez les peuples autochtones et les populations d'ascendance africaine et sur le vieillissement en Amérique latine et dans les Caraïbes (3); étude sur la situation démographique dans la région (3); étude sur les changements démographiques et les politiques gouvernementales dans la région (2);

iii) Brochures, fiches, affiches, dossiers d'information : deux numéros de *Redatam Informa* et diffusion électronique de son contenu grâce à la page Web du sous-programme sur le site de la CEPALC (2);

iv) Supports techniques : étude technique sur le traitement des données des recensements de la population de 2010 (1); étude technique sur la méthodologie des projections démographiques en Amérique latine et dans les Caraïbes (1); conception et mise à jour de logiciels en vue de faciliter l'exploitation des statistiques démographiques, en particulier des données de recensement et des statistiques de l'état civil, grâce à l'utilisation combinée du système de recherche par micro-ordinateur des données de recensement pour des zones de faible étendue (Redatam) et des systèmes d'information géographique (2); mise au point de logiciels de projections démographiques aux niveaux national et infranational (1); établissement et tenue à jour de la banque de données sur le vieillissement dans le cadre du suivi de la Stratégie régionale d'application, en Amérique latine et dans les Caraïbes, du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement (2); établissement et tenue à jour de la base de données sur les migrations internes en Amérique latine et dans les Caraïbes (2); établissement et tenue à jour de la base de données sur les tendances et projections démographiques par sexe et par âge (2); établissement et tenue à jour d'une base de données sur la répartition géographique et l'urbanisation en Amérique latine et dans les Caraïbes (2); établissement et tenue à jour d'une banque de données sur les migrations internationales pour le programme d'étude des migrations internationales en Amérique latine (2); établissement et tenue à jour de la banque régionale de données sur les recensements de la population, les logements et les statistiques de l'état civil (2); établissement et tenue à jour du système régional d'indicateurs de suivi du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (2); mise à jour régulière du contenu du site Web du sous-programme sur le portail de la CEPALC (2);

c) Coopération technique (fonds extrabudgétaires) :

i) Services consultatifs : prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en font la demande dans les domaines suivants : collecte de données, analyse démographique et méthodologies permettant d'établir des projections et estimations démographiques (1); application du Plan d'action régional sur la population et le développement et de la Stratégie régionale d'application du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement (1); intégration des variables sociodémographiques dans les politiques, programmes et projets de développement (1); conception et utilisation d'applications informatiques liées à Redatam (1); migrations internationales (1); tendances démographiques chez les peuples autochtones et les populations d'ascendance africaine (1);

ii) Cours de formation, séminaires et ateliers : ateliers sur les questions liées à l'intégration des variables sociodémographiques dans les politiques, programmes et projets de développement (1); coopération avec les services gouvernementaux, les universités, les organisations non gouvernementales et les organismes régionaux et sous-régionaux en vue de la mise au point d'activités de formation sur les nouveaux problèmes se rapportant à la population et au développement (1); quatre ateliers sur l'utilisation d'applications informatiques liées à Redatam et à la création de base de données correspondantes (4); organisation de cours de formation, de séminaires et d'ateliers sur les migrations, les tendances démographiques chez les peuples autochtones et les populations d'ascendance africaine et le vieillissement en Amérique latine et dans les Caraïbes (1); deux ateliers sur l'utilisation de nouvelles méthodologies et de nouveaux outils pour l'établissement de projections démographiques (2);

iii) Projets opérationnels : pendant l'exercice biennal, des projets devraient être entrepris notamment dans le domaine du renforcement des capacités nationales en vue de faire face aux questions concernant les migrations internationales ainsi que les populations autochtones et le vieillissement (1).

Tableau 20.23

Ressources nécessaires, sous-programme 6

	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		*Postes*	
Catégorie	*2008-2009*	*2010-2011 (avant actualisation des coûts)*	*2008-2009*	*2010-2011*
Budget ordinaire				
Postes	2 970,0	3 150,7	16	16
Autres objets de dépense	173,9	173,9	–	–
Total partiel	**3 143,9**	**3 324,6**	**16**	**16**
Fonds extrabudgétaires	1 600,0	1 620,0	1	1
Total	**4 743,9**	**4 944,6**	**17**	**17**

20.74 Le montant de 3 150 700 dollars prévu au titre des postes, représentant une augmentation de 180 700 dollars, permettra de financer 16 postes (8 postes de la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur et 8 postes d'agent recruté sur le plan local), comme indiqué au tableau 20.23. L'augmentation est due à l'effet report relatif à un poste P-3 créé à compter du

1er janvier 2009 dans le contexte de la résolution 63/260 de l'Assemblée générale sur les activités de développement. Le montant de 173 900 dollars prévu au titre des autres objets de dépense concerne le personnel temporaire (autres que pour les réunions) et permettra de couvrir les autres dépenses de personnel, les services de consultants et d'experts et les déplacements du personnel.

20.75 Pendant l'exercice biennal 2010-2011, les fonds extrabudgétaires prévus, d'un montant de 1 620 000 dollars, serviront à financer un poste, comme indiqué au tableau 20.23, et des objets de dépense autres que les postes, à savoir les voyages du personnel, les services de consultants, d'autres dépenses opérationnelles et des séminaires. L'augmentation de 20 000 dollars par rapport à l'exercice biennal 2008-2009 est due essentiellement à des projets supplémentaires financés par le FNUAP. Les fonds extrabudgétaires serviront à financer l'exécution de produits permettant de renforcer la capacité des parties prenantes de surveiller les tendances démographiques et de porter remède aux problèmes de population et de développement dans le cadre des programmes sociodémographiques et de suivre les progrès réalisés dans la mise en œuvre des recommandations et des objectifs découlant d'accords internationaux relatifs à la population et au développement, en particulier le Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement, le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et les dispositions pertinentes des quatrième et cinquième objectifs du Millénaire pour le développement.

Sous-programme 7
Planification de l'administration publique

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 1 947 900 dollars

20.76 La responsabilité opérationnelle de ce sous-programme incombe à l'Institut de planification économique et sociale pour l'Amérique latine et les Caraïbes, qui fait office de centre de formation de la Commission et joue un rôle normatif dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation de toutes les activités de formation offertes par la Commission.

20.77 Ce sous-programme sera exécuté conformément à la stratégie décrite au sous-programme 7 du programme 17 du cadre stratégique pour la période 2010-2011.

Tableau 20.24

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Améliorer la gestion du secteur public dans les pays de la région pour ce qui est de la planification économique et sociale, de l'établissement des budgets et du développement local

Réalisations escomptées	Indicateurs de succès
a) Renforcement de la capacité des pays membres de la Commission d'adopter de nouvelles approches et de s'adapter à l'évolution des normes de planification et d'établissement des budgets, et accroissement des échanges de données d'expérience entre eux	a) i) Nombre accru de pays qui suivent les recommandations de la Commission lorsqu'ils adoptent de nouvelles politiques et mesures de planification et d'établissement de budgets *Mesure des résultats* 2006-2007 : sans objet 2008-2009 (estimation) : 5 pays

	2010-2011 (objectif) : 8 pays ii) Pourcentage accru de personnes interrogées qui jugent que les analyses et recommandations contenues dans certaines publications issues du sous-programme leur sont « utiles » ou « très utiles » pour planifier et établir leur budget *Mesure des résultats* 2006-2007 : sans objet 2008-2009 (estimation) : 70 % 2010-2011 (objectif) : 75 % iii) Nombre accru de téléchargements d'un choix de publications sur les méthodes de planification et d'établissement de budgets rédigées dans le cadre du sous-programme et contenant des analyses concrètes et des recommandations de politique en la matière *Mesure des résultats* 2006-2007 : sans objet 2008-2009 (estimation) : 250 000 téléchargements 2010-2011 (objectif) : 300 000 téléchargements
b) Renforcement de la capacité des pays membres de la Commission d'adopter des politiques de développement local, et accroissement des échanges de données d'expérience entre eux	b) i) Nombre accru d'administrations nationales ou régionales qui suivent les recommandations de la Commission lorsqu'elles adoptent des politiques et autres dispositions en matière de développement local ou mènent des activités dans ce domaine *Mesure des résultats* 2006-2007 : sans objet 2008-2009 (estimation) : 7 pays 2010-2011 (objectif) : 12 pays ii) Pourcentage accru de membres de réseaux organisés dans le cadre du sous-programme qui jugent que les débats des forums leur sont « utiles » ou « très utiles » dans leurs activités de développement local *Mesure des résultats* 2006-2007 : sans objet 2008-2009 (estimation) : 70 % 2010-2011 (objectif) : 75 % iii) Nombre accru de téléchargements d'un choix de publications sur le développement local établies dans le cadre du sous-

	programme et contenant des analyses concrètes et des recommandations de politique en la matière *Mesure des résultats* 2006-2007 : sans objet 2008-2009 (estimation) : 250 000 téléchargements 2010-2011 (objectif) : 300 000 téléchargements

Facteurs externes

20.78 Le sous-programme devrait permettre d'aboutir aux objectifs visés et aux réalisations escomptées si les conditions suivantes sont réunies : a) la communauté internationale et, en particulier, les pays membres du Conseil régional de planification continuent d'accorder un degré élevé de priorité à la gestion du secteur public, aux politiques budgétaires et aux politiques de développement local, en tenant compte des directives données par l'Assemblée générale et le Conseil économique et social, ainsi que des objectifs de développement adoptés à l'échelon international, dont ceux qui figurent dans la Déclaration du Millénaire; et b) l'environnement socioéconomique et institutionnel de la région demeure stable ou s'améliore, et il ne se produit pas de choc externe ou de perturbation grave qui viendraient modifier les priorités du programme de travail.

Produits

20.79 Les produits finals prévus pour l'exercice 2010-2011 sont les suivants :

a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (budget ordinaire et fonds extrabudgétaires) :

i) Réunion des présidents du Conseil régional de planification :

a. Fourniture de services fonctionnels à deux réunions des présidents du Conseil régional de planification (2010 et 2011) (2);

ii) Réunions d'experts : réunions de spécialistes de la politique fiscale chargés d'examiner le fonctionnement de l'administration, les politiques budgétaires et les pratiques d'évaluation dans les pays de la région (2); réunions d'experts chargés d'examiner l'expérience et les politiques des pays de la région en matière de développement local (2);

b) Autres activités de fond (budget ordinaire) :

i) Publications en série : études sur la politique fiscale, les méthodes de budgétisation et d'évaluation, la planification des politiques publiques et le développement local en Amérique latine et dans les Caraïbes (6);

c) Coopération technique (fonds extrabudgétaires) :

i) Services consultatifs : fourniture aux pays qui en font la demande de services de coopération technique portant sur la planification, les politiques financières et budgétaires, l'évaluation des politiques, programmes et projets et les politiques de développement local (1);

ii) Stages, séminaires et ateliers de formation : cours internationaux sur les finances publiques; les politiques budgétaires; la préparation, la gestion et l'évaluation de projets et les matrices de cadre logique de projet; le développement économique local, la concurrence territoriale et la décentralisation fiscale; et les politiques économiques et sociales (10);

iii) Projets de terrain : projet de coopération technique pour la promotion de l'administration électronique dans les politiques publiques (1).

Tableau 20.25

Ressources nécessaires : sous-programme 7

	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		*Postes*	
Catégorie	*2008-2009*	*2010-2011 (avant actualisation des coûts)*	*2008-2009*	*2010-2011*
Budget ordinaire				
Postes	1 837,8	1 837,8	11	11
Autres objets de dépense	110,1	110,1	–	–
Total partiel	**1 947,9**	**1 947,9**	**11**	**11**
Fonds extrabudgétaires	4 085,0	3 870,0	10	9
Total	**6 032,9**	**5 817,9**	**21**	**20**

20.80 Le montant de 1 837 800 dollars prévu au titre des postes permettra de continuer à financer 11 postes (3 administrateurs et 8 agents locaux), comme il ressort du tableau 20.25. Le montant de 110 100 dollars inscrit à la rubrique Autres objets de dépense doit permettre de financer les autres dépenses de personnel, les consultants et experts et les frais de voyage du personnel.

20.81 Au cours de l'exercice 2010-2011, le sous-programme devrait disposer de fonds extrabudgétaires d'un montant de 3 870 000 dollars qui serviront à financer neuf postes, comme il ressort du tableau 20.25, ainsi que d'autres objets de dépense tels que frais de voyage du personnel, consultants, autres dépenses de fonctionnement et séminaires. Ce montant représente une réduction de 215 000 dollars par rapport à l'exercice 2008-2009, qui s'explique principalement par l'achèvement d'un important projet pluriannuel. Les fonds extrabudgétaires faciliteront la réalisation de produits visant à renforcer les capacités des administrations en matière de formulation de politiques budgétaires, de gestion axée sur les résultats, de gestion stratégique du développement local et régional et d'évaluation de programmes et projets du secteur public, en prêtant une attention particulière aux dispositions pertinentes de l'objectif du Millénaire pour le développement n° 8.

Sous-programme 8
Développement durable et établissements humains

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 4 577 100 dollars

20.82 La responsabilité de l'exécution de ce sous-programme sera confiée à la Division du développement durable et des établissements humains de la Commission, qui s'en acquittera en étroite coordination avec les autres divisions compétentes de la Commission. Son rôle consistera à faire en sorte que tous les programmes de travail au niveau des départements tiennent compte de

tous les aspects du développement durable, en particulier des changements climatiques et de l'objectif du Millénaire pour le développement n° 7. Les principales étapes politiques et institutionnelles du sous-programme seront la réunion sur l'application des principes du développement durable dans la région que la Commission et la Commission du développement durable ont prévu d'organiser conjointement, les réunions des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et les réunions de suivi des engagements pris dans le plan d'action régional adopté à la Réunion régionale des ministres et des hauts responsables chargés du logement et de l'urbanisme en Amérique latine et dans les Caraïbes.

20.83 Ce sous-programme sera exécuté conformément à la stratégie décrite au sous-programme 8 du programme 17 du cadre stratégique pour la période 2010-2011.

Tableau 20.26

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Mieux intégrer les principes d'une saine gestion de l'environnement et des villes dans les politiques économiques et sociales et les politiques d'aménagement du territoire, dans le cadre du développement durable et des changements climatiques

Réalisations escomptées	**Indicateurs de succès**
a) Renforcement de la capacité des pays membres de la Commission d'adopter des politiques et des mesures favorables au développement durable, en particulier en ce qui concerne les changements climatiques et les établissements humains	a) i) Nombre accru de pays qui adoptent des politiques, mesures ou instruments concernant les changements climatiques, le développement durable et les établissements humains qui sont conformes aux recommandations de la Commission *Mesure des résultats* 2006-2007 : sans objet 2008-2009 (estimation) : 4 pays 2010-2011 (objectif) : 8 pays ii) Nombre accru de téléchargements d'un choix de publications et de bases de données produites dans le cadre du sous-programme et contenant des analyses et des recommandations concrètes *Mesure des résultats* 2006-2007 : 200 000 téléchargements 2008-2009 (estimation) : 220 000 téléchargements 2010-2011 (objectif) : 250 000 téléchargements

b) Renforcement de la capacité des gouvernements de la région et des autres acteurs concernés de suivre et de faire progresser l'application des accords internationaux relatifs au développement durable et à l'aménagement urbain, dont la Déclaration du Millénaire, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement des petits États insulaires en développement, ainsi que des différents accords adoptés dans le cadre de la Réunion régionale des ministres et des hauts responsables chargés du logement et de l'urbanisme en Amérique latine et dans les Caraïbes, de la Réunion régionale sur l'application des décisions du Sommet sur le développement durable, et de la Commission du développement durable	b) i) Augmentation du nombre des pays qui ont pris des mesures conformes aux recommandations de la Commission pour tenir les engagements qu'ils ont souscrits dans le cadre des instruments internationaux concernant le développement durable et l'aménagement urbain *Mesure des résultats* 2006-2007 : sans objet 2008-2009 (estimation) : 5 pays 2010-2011 (objectif) : 10 pays

Facteurs externes

20.84 Le sous-programme devrait permettre d'aboutir aux objectifs visés et aux réalisations escomptées si la communauté internationale accorde un degré suffisamment élevé de priorité, ainsi que le soutien voulu, aux préoccupations et aux besoins des États membres de la Commission qui souhaitent préserver l'environnement et incorporer les principes du développement durable dans leurs stratégies de développement. L'exécution du sous-programme tiendra dûment compte des directives établies par l'Assemblée générale et par le Conseil économique et social, ainsi que des objectifs de développement convenus à l'échelon international, notamment ceux qui sont énoncés dans la Déclaration du Millénaire.

Produits

20.85 Les produits finals prévus pour l'exercice 2010-2011 sont les suivants :

a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (budget ordinaire et fonds extrabudgétaires) :

i) Commission du développement durable : services fonctionnels pour les réunions : Forum de l'Amérique latine et des Caraïbes sur l'application du développement durable dans la région (1);

ii) Réunion régionale des ministres et des hauts responsables chargés du logement et de l'urbanisme en Amérique latine et dans les Caraïbes : documentation à l'intention des organes délibérants : établissement, sur demande, de documents techniques à l'intention des participants à la Réunion régionale (1);

iii) Groupes spéciaux d'experts : réunion d'experts chargée d'examiner les priorités de la région en ce qui concerne l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ces changements (1); réunion d'experts chargée d'examiner les enseignements tirés de l'application des politiques et des instruments qui tiennent compte des aspects économiques, sociaux et environnementaux du développement durable (1); réunion

d'experts chargée d'examiner la dynamique de la croissance des établissements humains par rapport à l'évolution des marchés fonciers urbains et ruraux (1); réunion d'experts chargée d'examiner les tendances et les questions émergentes qui ont une incidence sur le développement durable de l'Amérique latine et des Caraïbes et leurs implications pour l'intégration des principes du développement durable dans l'action des pouvoirs publics et des institutions (1);

b) Autres activités de fond (budget ordinaire) :

i) Publications en série : étude sur l'évolution des modes d'urbanisation et sur les tendances environnementales dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes (1); étude sur les stratégies de financement du développement durable (1); étude sur les progrès accomplis par le développement durable en Amérique latine et aux Caraïbes (1); étude sur l'intégration des politiques publiques et sur le renforcement des institutions dans l'optique du développement durable (1);

ii) Publications isolées : étude sur la caractérisation et l'évaluation des facteurs externes dans l'environnement urbain (1); étude sur les incidences économiques et écologiques des accords internationaux pertinents pour les pays de la région (1); étude sur les stratégies commerciales favorables au développement durable (1); étude sur les méthodes d'évaluation des coûts et bénéfices pour l'environnement et pour les villes dans le contexte du développement durable (1); étude sur les questions d'environnement du point de vue de leurs incidences en termes d'équité (1); études sur l'atténuation des changements climatiques, et notamment sur l'évaluation des marchés du carbone et les besoins de l'Amérique latine et des Caraïbes en termes d'adaptation économique (4); études sur les changements climatiques, et notamment sur l'évaluation des marchés du carbone, des flux financiers et de capitaux et des besoins de la région en termes d'adaptation économique (2);

iii) Supports techniques : extension des applications quantitatives au service de l'évaluation du développement durable (1); mise à jour et perfectionnement d'une base de données sur les variables et les indicateurs économiques, sociaux et environnementaux permettant d'évaluer les progrès du développement durable en Amérique latine et dans les Caraïbes (2);

c) Coopération technique (budget ordinaire et fonds extrabudgétaires) :

i) Services consultatifs : prestation de services de coopération technique aux pays de la région dans les domaines suivants : atténuation des changements climatiques et adaptation à ces changements (1); méthodes pour l'élaboration d'indicateurs des progrès accomplis sur la voie du développement durable et pour la définition de « syndromes » du développement durable pour évaluer les multiples causes des problèmes écologiques (1); politiques publiques et leurs liens avec le développement durable, l'aménagement urbain durable et l'évaluation de l'impact des catastrophes (1);

ii) Stages, séminaires et ateliers : coopération avec les organismes nationaux et intergouvernementaux, les universités, les organisations non gouvernementales et les organisations régionales et sous-régionales qui en font la demande, en vue de soutenir des activités de formation en aménagement urbain et en élaboration de politiques favorables au développement durable (1); en vue de soutenir des activités de formation en évaluation du développement durable et en atténuation des changements climatiques et adaptation (1); stage régional sur l'économie de l'environnement (1); stage régional sur les indicateurs de développement durable (1); stage régional sur les indicateurs urbains (1);

iii) Projets de terrain : projets de coopération technique pour l'évaluation de l'impact de catastrophes naturelles et la formulation de stratégies de gestion des risques (1); pour l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leur impact (1); et pour l'aménagement urbain durable (1).

Tableau 20.27

Ressources nécessaires, sous-programme 8

	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		*Postes*	
Catégorie	*2008-2009*	*2010-2011 (avant actualisation des coûts)*	*2008-2009*	*2010-2011*
Budget ordinaire				
Postes	3 193,4	4 322,9	16	18
Autres objets de dépense	254,2	254,2	–	–
Total partiel	**3 447,6**	**4 577,1**	**16**	**18**
Fonds extrabudgétaires	1 195,0	1 340,0	1	1
Total	**4 642,6**	**5 917,1**	**17**	**19**

20.86 Le montant de 4 322 900 dollars prévu au titre des postes, qui représente une augmentation de 1 129 500 dollars, permettra de financer 18 postes (15 administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et 3 agents locaux) comme il ressort du tableau 20.27. Cette augmentation s'explique par : a) l'effet-report de la création de trois postes (1 P-5, 1 P-3 et 1 P-2), avec prise d'effet au 1er janvier 2009, par la résolution 63/260 relative aux activités touchant au développement; et b) l'acquisition d'un poste P-4 et de ses fonctions cédé par le sous-programme 11 (Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale) pour renforcer la cohérence, l'efficacité et les synergies des activités menées dans les domaines du développement durable et des changements climatiques, et d'un poste P-3 cédé par le service Direction exécutive et administration pour renforcer les moyens de recherche et d'analyse et la prestation de services de coopération technique dans les domaines du développement durable et des changements climatiques. Le montant de 254 200 dollars inscrit à la rubrique Autres objets de dépense doit permettre de financer les autres dépenses de personnel, les consultants et experts et les frais de voyage du personnel.

20.87 Au cours de l'exercice 2010-2011, le sous-programme devrait disposer de fonds extrabudgétaires d'un montant de 1 340 000 dollars qui serviront à financer le poste inscrit sous cette rubrique au tableau 20.27, ainsi que d'autres objets de dépense tels que frais de voyage du personnel, consultants, autres dépenses de fonctionnement et séminaires. Ce montant est en augmentation de 145 000 dollars par rapport à l'exercice 2008-2009, principalement en raison des fonds supplémentaires requis pour la prestation de services consultatifs techniques dans les domaines du développement durable et des changements climatiques. Le sous-programme tiendra dûment compte des objectifs de développement convenus sur le plan international, et notamment de l'objectif du Millénaire pour le développement no 7.

Sous-programme 9
Ressources naturelles et infrastructure

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 4 133 300 dollars

20.88 La Division de l'infrastructure et des ressources naturelles sera chargée de l'exécution de ce sous-programme, qui devra être étroitement coordonnée avec celles des autres sous-programmes de la Commission. Le sous-programme vise à fournir aux parties prenantes de la région des analyses, informations et données rigoureuses sur la réglementation et la gestion des ressources naturelles et sur la prestation de services publics de distribution et d'infrastructure, en tenant compte des objectifs de développement énoncés dans les textes issus des grandes conférences et réunions au sommet des Nations Unies organisées dans les domaines économique et social, notamment la Déclaration du Millénaire et le Document final du Sommet mondial de 2005.

20.89 Ce sous-programme sera exécuté conformément à la stratégie décrite à la rubrique Sous-programme 7 du Programme 17 du cadre stratégique pour la période 2010-2011.

Tableau 20.28

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Favoriser la compétitivité et le développement socioéconomique des pays d'Amérique latine et des Caraïbes au moyen d'une gestion durable de leurs ressources naturelles et de leurs services publics d'infrastructure

Réalisations escomptées	Indicateurs de succès
a) Renforcement des capacités des institutions des pays de la région de formuler et d'appliquer des politiques et une réglementation favorisant une gestion durable des ressources naturelles et une prestation efficace de services publics de distribution et d'infrastructure	a) i) Nombre accru de pays qui suivent les recommandations de la Commission lorsqu'ils adoptent des politiques et mesures relatives à la gestion durable des ressources naturelles et aux services publics de distribution et d'infrastructure *Mesure des résultats* 2006-2007 : sans objet 2008-2009 (estimation) : 4 pays 2010-2011 (objectif) : 8 pays ii) Pourcentage accru de participants qui jugent les activités techniques organisées dans le cadre du sous-programme « utiles » ou « très utiles » à leur travail dans le domaine de la gestion durable des ressources naturelles et des services publics d'infrastructure

	Mesure des résultats 2006-2007 : sans objet 2008-2009 (estimation) : 75 % des participants 2010-2011 (objectif) : 80 % des participants
b) Amélioration de l'harmonisation et de la coordination des politiques et amélioration des échanges, aux niveaux sous-régional et régional, de bonnes pratiques en matière de gestion durable des ressources naturelles et de prestation de services publics de distribution et de services d'infrastructure	b) i) Nombre accru d'organismes publics, universitaires, régionaux et commerciaux qui suivent les recommandations de la Commission lorsqu'ils prennent des mesures pour harmoniser les politiques relatives à la gestion des ressources naturelles ou à la prestation de services d'infrastructure *Mesure des résultats* 2006-2007 : 20 organismes 2008-2009 (estimation) : 22 organismes 2010-2011 (objectif) : 24 organismes

Facteurs externes

20.90 Le sous-programme devrait permettre d'aboutir aux objectifs visés et aux réalisations escomptées si les conditions suivantes sont réunies : a) l'environnement socioéconomique et institutionnel de la région demeure stable et il ne se produit pas de chocs externes ou de perturbations graves qui viendraient modifier les priorités du programme de travail; et b) la communauté internationale accorde un degré suffisamment élevé de priorité, ainsi que le soutien voulu, aux préoccupations et besoins des États membres de la Commission en matière de gestion durable des ressources naturelles et de prestation de services publics et de services d'infrastructure, dans le contexte des priorités de développement régionales et internationales. À cette fin, les directives établies par l'Assemblée générale et par le Conseil économique et social sont prises en compte, ainsi que les objectifs de développement convenus à l'échelon international, notamment ceux qui sont énoncés dans la Déclaration du Millénaire.

Produits

20.91 Les produits finals prévus pour l'exercice 2010-2011 sont les suivants :

a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (budget ordinaire) :

i) Groupes spéciaux d'experts : réunion d'experts consacrée à la formulation de politiques de gestion de l'eau et de services connexes soucieuses de rationalité économique, d'équité sociale et de protection de l'environnement (1); réunion d'experts chargée d'analyser les nouveaux défis auxquels est confronté le secteur portuaire dans le contexte maritime international, en prêtant une attention particulière à l'Amérique latine et aux Caraïbes (1); réunion d'experts chargée d'examiner les progrès accomplis par les technologies de l'énergie et les technologies durables ainsi que la question de la gestion et de l'utilisation durables des ressources énergétiques (1); réunion latino-américaine et caraïbe de spécialistes des industries extractives et de l'environnement chargée d'étudier la formulation de stratégies visant à améliorer l'administration des recettes tirées des ressources minérales et du secteur minier (1);

b) Autres activités de fond (budget ordinaire) :

i) Publications isolées : étude sur les rapports entre législation minière, législation relative aux droits des peuples autochtones et législation relative à la participation des peuples autochtones aux activités minières (1); étude sur la contribution des services d'infrastructure à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, notamment du point de vue de la réduction de la pauvreté (1); étude sur les effets induits par l'amélioration de la chaîne logistique sur la productivité et la compétitivité de pays déterminés (1); étude sur la gestion de l'eau et la prestation de services connexes dans les pays de la région (1); études sur l'innovation et le développement; sur les industries extractives et les énergies renouvelables; et sur les politiques publiques de gestion durable des ressources naturelles (4); étude sur un aspect particulier des services d'infrastructure de la région (1); études sur l'énergie et le développement durable du point de vue législatif, économique et technique dans certains pays de la région (2); études sur les politiques publiques de gestion durable de la ressource hydrique (3); études sur le comportement des marchés de l'énergie et sur l'expansion des réseaux énergétiques et les effets des politiques de prix et d'investissement (2); études sur la consommation d'eau et la fourniture de services de distribution de l'eau et de services d'assainissement dans la région (2);

ii) Brochures, fiches d'information, planches murales, pochettes de documentation : *FAL Bulletin*, publication mensuelle consacrée à la facilitation du commerce et des transports dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes (24 numéros pour l'exercice biennal) (1); bulletin du Réseau de coopération pour la gestion intégrée des ressources en eau aux fins du développement durable en Amérique latine et dans les Caraïbes (1);

iii) Supports techniques : mise à jour, entretien et expansion de la base de données sur les transports maritimes dans la région (*Perfil Marítimo*) (2);

c) Coopération technique (fonds extrabudgétaires) :

i) Services consultatifs : sur demande, prestation de services de coopération technique aux administrations nationales et locales responsables de la gestion et de l'exploitation des ressources naturelles (y compris les ressources minières, l'énergie et l'eau) dans les pays de la région et aux mécanismes régionaux de coopération, notamment la Commission de l'énergie et des mines du Parlement latino-américain (1); en rapport avec la prestation de services publics de distribution et de services d'infrastructure (1);

ii) Stages, séminaires et ateliers : organisation d'un stage régional de deux semaines à l'intention de responsables des secteurs public et privé chargés de la prestation et de la gestion des services d'infrastructure (1); organisation, en coordination avec l'ILPES, d'un stage régional sur la gestion des ressources naturelles à l'intention de responsables des secteurs public et privé (1);

iii) Projets de terrain : projets de coopération technique dans les domaines des énergies renouvelables, des biocarburants et des économies d'énergie (1); dans le domaine de la prestation de services publics soucieux de rationalité économique, d'équité sociale et de protection de l'environnement (1).

Tableau 20.29

Ressources nécessaires : sous-programme 9

	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		*Postes*	
Catégorie	*2008-2009*	*2010-2011 (avant actualisation des coûts)*	*2008-2009*	*2010-2011*
Budget ordinaire				
Postes	3 129,4	3 864,9	17	18
Autres objets de dépense	268,4	268,4	–	–
Total partiel	**3 397,8**	**4 133,3**	**17**	**18**
Fonds extrabudgétaires	965,0	1 150,0	1	1
Total	**4 362,8**	**5 283,3**	**18**	**19**

20.92 Le montant de 3 864 900 dollars prévu au titre des postes, qui représente une augmentation de 735 000 dollars, permettra de financer 18 postes (12 administrateurs et 6 agents locaux), comme il ressort du tableau 20.29. Cette augmentation s'explique par l'effet-report de la création de quatre postes (1 P-4, 1 P-3, 1 P-2 et 1 AL), avec prise d'effet au 1er janvier 2009, prévue par la résolution 63/260 relative aux activités touchant au développement; et par l'acquisition d'un poste d'agent local cédé par le sous-programme 1 (Insertion dans l'économie mondiale et intégration et coopération régionales) pour renforcer l'appui technique fourni aux capacités de recherche et d'analyse des politiques dans les domaines de la gestion durable des ressources naturelles, de la fourniture d'énergie et de l'équipement, l'accent étant mis sur l'amélioration du commerce international et des transports. Le montant de 268 400 dollars inscrit à la rubrique Autres objets de dépense doit permettre de financer les autres dépenses de personnel, les consultants et experts et les frais de voyage du personnel.

20.93 Au cours de l'exercice 2010-2011, le sous-programme devrait disposer de fonds extrabudgétaires d'un montant de 1 150 000 dollars qui serviront à financer le poste inscrit sous cette rubrique au tableau 20.29, ainsi que d'autres objets de dépense tels que frais de voyage du personnel, consultants, autres dépenses de fonctionnement et séminaires. Ce montant est en augmentation de 185 000 dollars par rapport à l'exercice 2008-2009 et correspond à des services consultatifs techniques dans les domaines de la gestion durable des ressources naturelles (énergie, eau et ressources minérales) et des services d'infrastructure (transport terrestre et maritime), ainsi qu'à des projets d'études sur la crise énergétique et les sources d'énergie renouvelables. L'exécution du sous-programme tiendra dûment compte des objectifs de développement convenus sur le plan international, et notamment de l'objectif du Millénaire pour le développement no 7.

Sous-programme 10
Statistiques et projections économiques

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 4 677 300 dollars

20.94 La Division des statistiques et des projections économiques sera chargée de la mise en œuvre du sous-programme. Compte tenu de sa nature interdisciplinaire, elle travaillera en étroite collaboration avec d'autres divisions de la CEPALC, auxquelles elle continuera de fournir des services.

20.95 Le sous-programme sera appliqué conformément à la stratégie détaillée au sous-programme 10 du programme 17 du cadre stratégique pour la période 2010-2011.

Tableau 20.30

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Favoriser l'emploi et l'incorporation de données statistiques exactes et à jour dans l'élaboration des politiques économiques et sociales des pays de la région

Réalisations escomptées	Indicateurs de succès
a) Progrès dans la mise en œuvre du plan stratégique de la Conférence statistique des Amériques pour 2005-2015	a) i) Nombre accru de pays de la région qui font des progrès satisfaisants dans l'application du Système de comptabilité nationale de 1993, y compris pour les comptes satellite, en tenant compte des recommandations internationales et de leurs propres besoins *Mesure des résultats* 2006-2007 : 14 pays 2008-2009 (estimation) : 16 pays 2010-2011 (objectif) : 18 pays ii) Nombre accru de pays de la région qui font des progrès satisfaisants dans la collecte de données et l'élaboration d'indicateurs de suivi des objectifs du Millénaire pour le développement *Mesure des résultats* 2006-2007 : 19 pays 2008-2009 (estimation) : 22 pays 2010-2011 (objectif) : 26 pays
b) Renforcement de la capacité technique des États membres de la Commission de suivre l'évolution de la situation économique et sociale et l'état de l'environnement et de formuler des politiques pragmatiques	b) i) Nombre accru de pays qui prennent des mesures pour donner suite aux recommandations de la Commission sur ces questions et formuler des politiques pragmatiques *Mesure des résultats* 2006-2007 : sans objet 2008-2009 (estimation) : 5 pays 2010-2011 (objectif) : 7 pays ii) Nombre accru de téléchargements à partir de CEPALSTAT et de l'*Annuaire statistique de l'Amérique latine et des Caraïbes* *Mesure des résultats* 2006-2007 : 600 000 téléchargements 2008-2009 (estimation) : 800 000 téléchargements 2010-2011 (objectif) : 1 million de téléchargements

Facteurs externes

20.96 Le sous-programme devrait permettre d'aboutir aux objectifs visés et aux réalisations escomptées à condition que : a) la stabilité socioéconomique et institutionnelle règne dans la région, permettant ainsi le bon fonctionnement des bureaux nationaux de statistique et le bon déroulement de leurs travaux; b) la communauté internationale continue d'appuyer les travaux de la Conférence statistique des Amériques de la CEPALC et les priorités fixées par la Conférence en matière de développement statistique dans la région compte tenu des besoins e des préoccupations spécifiques des États membres de la Commission. À cette fin, les directives définies par l'Assemblée générale et le Conseil économique et social, ainsi que les objectifs de développement convenus au niveau international, y compris ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire, seront pris en compte; et c) les organismes et organisations internationaux travaillant dans la région appuient les efforts de coordination destinés à accroître l'efficacité et l'utilité des activités de coopération dans le domaine des statistiques.

Produits

20.97 Les produits de l'exercice biennal 2010-2011 seront les suivants :

a) Services d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (budget ordinaire et fonds extrabudgétaires) :

i) Conférence statistique des Amériques : services fonctionnels pour les réunions : sixième réunion de la Conférence statistique des Amériques, consacrée notamment à la coordination et au suivi des accords de coopération technique dans divers domaines ayant trait au développement technique et institutionnel des statistiques dans la région et l'établissement de rapports sur les activités du secrétariat de la CEPALC et sur les progrès réalisés dans les domaines de l'élaboration de statistiques et de la coopération internationale comme en ce qui concerne la préparation des documents de fond devant être soumis à la Conférence (1); deux réunions du Comité directeur de la Conférence, notamment en vue de l'élaboration de rapports intérimaires sur les résultats et les produits du programme de travail définis par la Conférence (2);

ii) Groupes spéciaux d'experts : réunions d'experts chargées : d'analyser d'autres méthodes possibles de simulation de scénarios de croissance à moyen terme et à long terme et d'évaluer dans quelle mesure elles permettraient d'identifier les répercussions des politiques économiques et sociales (1); d'étudier l'amélioration de l'organisation des bureaux nationaux de statistique et/ou des systèmes nationaux de statistique (1); d'analyser les méthodologies de suivi de la situation macroéconomique au moyen d'indicateurs à court terme en Amérique latine et dans les Caraïbes (1); d'analyser les progrès réalisés en matière de statistique et de comptabilité environnementale (1); d'analyser les nouveaux progrès en matière de modélisation des économies ouvertes et leur contribution aux prévisions à court terme (1); d'examiner la question de l'harmonisation et de la normalisation d'indicateurs nationaux et de leur intégration à un système régional de suivi de la réalisation des objectifs de développement énoncés dans la Déclaration du Millénaire (1); de promouvoir et d'étudier l'incorporation des nouvelles recommandations internationales relatives aux classifications et nomenclatures dans les pratiques statistiques de base pour le commerce national et international de biens et de services (2); d'analyser les progrès réalisés en matière de comptes satellite et les priorités de développement de la région (1); d'évaluer l'adoption de nouvelles recommandations internationales pour ce qui est de l'application du Système de comptabilité nationale et son adaptation aux caractéristiques des économies de la région, dans le cadre constitué par le Réseau d'experts de la comptabilité nationale

des pays d'Amérique latine (2); de formuler des recommandations pour améliorer l'harmonisation et l'homogénéisation des statistiques concernant les indicateurs sociaux, notamment pour ce qui est de suivre les progrès accomplis en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et de la cohésion sociale (2); de formuler des recommandations en faveur d'améliorations techniques et méthodologiques à apporter aux systèmes d'information sociale et aux enquêtes auprès des ménages, et d'une extension de leur couverture, y compris géographique (2);

b) Autres activités de fond (budget ordinaire) :

i) Publications en série : *Cuadernos Estadísticos de la CEPAL*. Deux numéros, l'un consacré à la diffusion des nouvelles classifications et nomenclatures économiques et sociales en matière de méthodes statistiques de base pour le commerce national et international de biens et de services, et l'autre à l'utilisation systématique de statistiques économiques pour les comptes nationaux et le secteur extérieur (2); *Annuaire statistique pour l'Amérique latine et les Caraïbes* (2);

ii) Publications isolées : étude sur les progrès réalisés en vue des objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres objectifs de développement convenus au niveau international (1); étude des progrès réalisés dans la région pour ce qui est de l'adoption des recommandations internationales concernant le Système de comptabilité nationale (1993, rev. 1) ou les statistiques du secteur extérieur (1); étude de l'adoption au niveau régional des comptes satellite et autres comptes (1); publications sur les progrès réalisés en vue des objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres objectifs de développement convenus au niveau international (2); analyse méthodologique de la mesure des conditions de vie et de la cohésion sociale dans certains pays de la région (2); analyse statistique de la pauvreté, des inégalités de revenu et de la cohésion sociale dans certains pays de la région (2); projections macroéconomiques et tendances dans les secteurs productifs des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur la base des principaux scénarios relatifs à l'économie internationale (2); modélisation des perspectives de croissance à moyen et à long terme sur la base de divers scénarios de politiques économiques et sociales (2);

iii) Support technique : maintenance et mise à jour des bases de données CEPALSTAT, y compris l'extension de leur couverture historique, l'incorporation de nouveaux thèmes économiques, sociaux et environnementaux et l'amélioration des indicateurs à court terme (2); établissement d'indicateurs statistiques pour les livraisons de 2010 et 2011 du *Panorama social de l'Amérique latine*, en coopération avec la Division du développement social (2); établissement de l'état récapitulatif statistique et les projections économiques pour l'étude sur la situation économique dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, 2009-2010 et 2010-2011 (2); établissement de l'état récapitulatif statistique et de projections économiques pour les livraisons de 2010 et 2011 de l'étude générale préliminaire des économies d'Amérique latine et des Caraïbes (2);

c) Coopération technique (fonds extrabudgétaires) :

i) Services consultatifs : fourniture, sur demande, de services de coopération technique à des États membres et des organismes régionaux pour : l'harmonisation des statistiques économiques de base et l'adoption de la dernière version révisée de la nomenclature internationale ainsi que du Système de comptabilité nationale et de ses comptes satellite (1); la réalisation d'enquêtes sur les ménages, les indicateurs et statistiques sociaux ainsi que la quantification et l'analyse de la pauvreté dans le cadre du suivi des progrès

réalisés en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (1); la mise au point de systèmes de suivi et de modélisation de l'évolution de la situation économique et la conception d'indicateurs analytiques (1); la mise en place de l'organisation institutionnelle du système national de statistiques et des bureaux nationaux de statistique (1); l'élaboration de statistiques environnementales (1);

ii) Cours de formation, séminaires et ateliers : coopération avec les pouvoirs publics, les universités, les organisations non gouvernementales et les organismes régionaux et sous-régionaux en vue d'appuyer les activités de formation à des questions relatives au suivi des progrès accomplis en vue de la réalisation des objectifs de développement énoncés dans la Déclaration du Millénaire, à la lutte contre la pauvreté, à la répartition du revenu et aux aspects pertinents de la cohésion sociale et de la vulnérabilité (1); aux statistiques environnementales (1); à l'organisation des systèmes nationaux de statistiques (1);

iii) Projets sur le terrain : au cours de l'exercice biennal, des projets devraient être réalisés concernant le Programme de comparaison international, le programme d'aide aux pays de la région pour l'application des recommandations de la version de 2008 du Système de comptabilité nationale et l'amélioration des statistiques économiques de base; l'adoption des comptes satellite de certains secteurs tels que le tourisme et la santé (1); les statistiques environnementales (1); l'organisation des systèmes nationaux de statistique (1); les progrès réalisés en vue des objectifs du Millénaire pour le développement et des autres objectifs de développement convenus au niveau international ainsi que les statistiques et indicateurs de cohésion sociale et de pauvreté (1); le renforcement des capacités méthodologiques nationales de collecte et de suivi de statistiques et d'indicateurs (1).

Tableau 20.31

Ressources nécessaires : sous-programme 10

	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		*Postes*	
Catégorie	*2008-2009*	*2010-2011 (avant actualisation des coûts)*	*2008-2009*	*2010-2011*
Budget ordinaire				
Postes	4 702,9	4 381,7	27	24
Autres objets de dépense	295,6	295,6	–	–
Total partiel	**4 998,5**	**4 677,3**	**27**	**24**
Fonds extrabudgétaires	755,0	750,0	–	–
Total	**5 753,5**	**5 427,3**	**27**	**24**

20.98 Le montant prévu au titre des postes (4 381 700 dollars), qui fait apparaître une diminution nette de 321 200 dollars, permettra de financer 24 postes (9 postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur et 15 postes d'agent local) comme indiqué au tableau 20.31. La diminution nette s'explique par le transfert de trois postes (2 P-2 et 1 poste d'agent local), et de leurs fonctions, au sous-programme 3, d'une part, et l'effet décalé de la création d'un poste P-3, effective au 1er janvier 2009, en application de la résolution 63/260 de l'Assemblée relative aux activités de

développement. La somme de 295 600 dollars au titre des autres dépenses couvre les autres dépenses personnelles, les consultants et les experts et les voyages du personnel.

20.99 Au cours de l'exercice biennal 2010-2011, les fonds extrabudgétaires attendus (750 000 dollars), en baisse de 5 000 dollars par rapport à l'exercice 2008-2009, permettront de couvrir les frais de voyage du personnel, le recrutement de consultants et d'autres besoins liés aux projets ainsi que l'organisation de séminaires consacrés à des projets de coopération technique. Le PNUD et d'autres donateurs actuels devraient continuer de financer des projets au titre de ce sous-programme. Par ailleurs, le sous-programme aidera les pays de la région à définir des indicateurs pour le suivi des progrès réalisés en vue des objectifs du Millénaire pour le développement et pour combler les différences qui existent entre les données nationales et celles utilisées par les organismes internationaux, ainsi que pour actualiser les méthodes de mesure de la pauvreté et de production d'estimations de la pauvreté nationale. Le sous-programme continuera également à renforcer le rôle de la Conférence statistique des Amériques.

Sous-programme 11
Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique latine

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 8 325 700 dollars

20.100 Le siège sous-régional de la Commission au Mexique sera chargé de l'exécution de ce sous-programme, qui concerne les pays de l'isthme d'Amérique centrale, Cuba, Haïti, le Mexique et la République dominicaine. Il s'en acquittera en coordination avec d'autres sous-programmes de la Commission relatifs à la spécialisation sectorielle. La stratégie suivie tiendra spécialement compte des éléments pertinents des objectifs de développement convenus au niveau international, dont ceux énoncés dans les textes issus des grandes conférences et réunions au sommet des Nations Unies organisées dans les domaines économique et social, notamment la Déclaration du Millénaire et le Document du Sommet mondial de 2005, en particulier l'élimination de la pauvreté extrême et de la faim, la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, la viabilité de l'environnement et la constitution d'un partenariat mondial en faveur du développement.

20.101 Le sous-programme sera mis en œuvre conformément à la stratégie décrite au sous-programme 11 du programme 17 du cadre stratégique pour la période 2010-2011.

Tableau 20.32

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Favoriser une croissance dynamique et un développement durable, profitable à tous et équitable, dans un cadre institutionnel et démocratique solide, et atteindre les objectifs de développement arrêtés au niveau international, notamment ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire

Réalisations escomptées	Indicateurs de succès
a) Renforcement de la capacité des parties prenantes de la Commission de venir à bout des problèmes économiques et sociaux de la sous-région, en particulier de la pauvreté	a) i) Nombre accru de pays de la sous-région membres de la Commission qui suivent ses recommandations lorsqu'ils adoptent des politiques et des mesures visant à éliminer la pauvreté et à promouvoir le développement économique *Mesure des résultats* 2006-2007 : sans objet 2008-2009 (estimation) : 3 pays 2010-2011 (objectif) : 4 pays ii) Pourcentage accru de participants jugeant que les activités de coopération technique et les cours organisés dans le cadre du sous-programme leur sont « utiles » ou « très utiles » pour élaborer des politiques économiques et sociales, en particulier des politiques de lutte contre la pauvreté *Mesure des résultats* 2006-2007 : sans objet 2008-2009 (estimation) : 75 % des participants 2010-2011 (objectif) : 80 % des participants
b) Renforcement des capacités techniques des parties prenantes de la Commission de concevoir ou d'évaluer des politiques et des mesures dans les domaines du commerce, de l'intégration et du développement durable	b) i) Nombre accru de pays de la sous-région membres de la Commission qui suivent ses recommandations lorsqu'ils adoptent des politiques et des mesures dans les domaines du commerce, de l'intégration et du développement durable *Mesure des résultats* 2006-2007 : sans objet 2008-2009 (estimation) : 3 pays 2010-2011 (objectif) : 4 pays

	ii) Pourcentage accru de parties prenantes de la Commission jugeant que les produits et services fournis dans le cadre du sous-programme sont « utiles » ou « très utiles » à leurs travaux dans les domaines du commerce, de l'intégration et du développement durable *Mesure des résultats* 2006-2007 : sans objet 2008-2009 (estimation) : 70 % des parties prenantes 2010-2011 (objectif) : 75 % des parties prenantes

Facteurs externes

20.102 Le sous-programme devrait permettre d'aboutir aux objectifs visés et aux réalisations escomptées à condition que : a) la communauté internationale réponde aux besoins et aux préoccupations des États membres de la Commission conformément aux directives définies par l'Assemblée générale et le Conseil économique et social, conformément aux objectifs de développement arrêtés au niveau international, y compris ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire; et b) la stabilité socioéconomique et institutionnelle règne dans la région, et qu'il n'y ait pas de perturbations ou de chocs exogènes majeurs.

Produits

20.103 Les produits de l'exercice biennal 2010-2011 seront les suivants :

a) Services d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (budget ordinaire et fonds extrabudgétaires) :

i) Services fonctionnels pour les réunions : réunion du Comité de coopération économique de l'Amérique centrale, y compris la préparation des documents et rapports de fond (1);

ii) Groupes spéciaux d'experts : réunion d'experts sur l'intégration et le développement en Amérique centrale (1); réunions d'experts chargée d'étudier de nouvelles possibilités de développement de certains secteurs productifs des pays de la sous-région et les obstacles en la matière (1); réunion d'experts chargée d'étudier l'intégration de questions en rapport avec la pauvreté et l'inégalité dans la sous-région (1); réunion d'experts chargée d'étudier les tendances et les problèmes de l'agriculture dans la sous-région au cours de la période de mise en œuvre de l'accord de libre-échange entre la République dominicaine, l'Amérique centrale et les États-Unis (1); réunion d'experts chargée d'examiner les progrès en matière de politiques commerciales dans la sous-région (1); réunions d'experts chargée d'étudier les tendances économiques récentes et les perspectives économiques en Amérique centrale, ainsi que les propositions de politique économique (1); réunions d'experts chargée d'examiner le lien existant entre énergie et changements climatiques dans la sous-région (1); réunion d'experts chargée d'étudier l'impact des changements climatiques sur certains pays de la sous-région (1);

b) Autres activités de fond (budget ordinaire) :

i) Publications en série : étude de la compétitivité de certains secteurs productifs de pays de la sous-région (1); étude des tendances et des problèmes dans le secteur de

l'agriculture de certains pays de la sous-région (1); étude des tendances en matière d'intégration et d'accords commerciaux dans certains pays de la sous-région (1); études de l'évolution de la situation économique des pays de la sous-région en 2009, et perspectives pour 2010 (10); études de l'évolution de la situation économique des pays de la sous-région en 2010 et perspectives pour 2011 (10); études de l'évolution récente de la situation économique dans la sous-région d'Amérique centrale et perspectives en 2009-2010 et 2010-2011 (première étude en 2010 et seconde en 2011) (2);

ii) Publications isolées : étude de la politique en matière de concurrence dans certains secteurs et pays de la sous-région (1); étude des questions actuelles et des perspectives de développement économique, des politiques macroéconomiques et des liens avec la réduction de la pauvreté et le développement durable en Amérique centrale (1); étude sur l'innovation, le capital humain et la pauvreté en zone rurale dans certains pays de la sous-région (1); étude de certaines questions clefs de développement économique et social et des possibilités d'action en Haïti (1); étude de la mise en valeur des ressources naturelles pour la production d'énergie et des liens avec les divers scénarios concernant les changements climatiques en Amérique centrale (1); étude des politiques de lutte contre la pauvreté, la vulnérabilité et les inégalités sociales dans certains pays de la sous-région (1); étude de certains aspects de l'intégration régionale en Amérique latine (1); étude des liens actuels et potentiels entre état de l'environnement, développement durable et activités de certains secteurs productifs de la sous-région (1); étude de l'impact des changements climatiques sur le secteur de l'énergie dans la sous-région (1); étude des conséquences des accords de libre-échange sur l'intégration Amérique centrale-République dominicaine (1) : étude des liens existant entre biotechnologies, productivité et revenus de certaines chaînes de valeur fondées sur l'agriculture au Mexique et dans divers pays d'Amérique centrale (1); étude des liens entre genre et pauvreté en Amérique centrale (1); étude des politiques commerciales de certains pays de la sous-région (1); évaluation de l'impact des changements climatiques et des diverses politiques possibles d'adaptation à ces changements et de réduction de la vulnérabilité dans certains pays ou secteurs de la sous-région (1); études de l'intégration régionale en Amérique centrale et des conséquences des accords de libre-échange pour l'Amérique centrale-la République dominicaine (2); études de l'intégration régionale en Amérique centrale et des conséquences des accords de libre-échange pour l'intégration Amérique centrale-République dominicaine (2);

iii) Supports techniques : rapport sur les méthodologies d'évaluation des impacts potentiels des changements climatiques sur certains secteurs de la sous-région et des coûts potentiels de ces impacts (1); élaboration d'un système pour la mise en œuvre de politiques de gestion des connaissances au niveau sous-régional (1); mise à jour et développement du logiciel MAGIC d'analyse de la croissance du commerce international pour l'analyse de la compétitivité (2); mise à jour et développement de la base de données sur les indicateurs sociaux des pays de la sous-région (2); mise à jour et développement de la base de données sur les statistiques économiques et les comptes nationaux de la sous-région (2); mise à jour et développement de la base de données sur le secteur industriel des pays de la sous-région (2); mise à jour et développement de la base de données sur le commerce et l'intégration des pays de la sous-région (2); mise à jour et amélioration de la base de données sur l'agriculture des pays de la sous-région (2); mise à jour de la base de données sur le secteur de l'électricité des pays de la sous-région (2); mise à jour de la base de données sur le secteur des hydrocarbures des pays de la sous-région (2);

c) Coopération technique (fonds extrabudgétaires) :

i) Services consultatifs : fourniture, sur demande, de services de coopération technique aux pays de la sous-région et à d'autres parties prenantes concernant le développement des secteurs de l'industrie et des services, notamment leur développement durable, la concurrence et l'utilisation d'instruments d'analyse de la compétitivité (1); le renforcement des capacités de conception et de mise en œuvre de stratégies de développement économique et de politiques macroéconomiques, y compris budgétaires et monétaires (1); le renforcement des capacités institutionnelles et techniques de lutte contre la pauvreté, de promotion du développement social, et d'égalité entre les sexes et les ethnies (1); le développement durable d'un point de vue économique, environnemental et social, et les changements climatiques et le secteur de l'énergie (1); le développement de l'agriculture et des zones rurales (1); les processus d'intégration au niveau de l'hémisphère, de la région et de la sous-région, les négociations et accords commerciaux, et les questions de compétitivité, d'investissement et de productivité ainsi que les instruments d'analyse pertinents (1); l'impact des changements climatiques et les politiques d'adaptation à ces changements, de réduction de la vulnérabilité, de développement durable, d'atténuation d'impact et de prévention, ainsi que d'atténuation et d'évaluation de l'impact des phénomènes naturels extrêmes (1);

ii) Cours de formation, séminaires et ateliers : cours de formation et ateliers sur le renforcement institutionnel et le renforcement des capacités des pays de la sous-région et d'autres parties prenantes en matière d'adaptation et de réduction de la vulnérabilité aux changements climatiques, d'atténuation des effets de ces changements et de développement durable, ainsi que d'évaluation des phénomènes naturels extrêmes (1).

Tableau 20.33

Ressources nécessaires : sous-programme 11

	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		*Postes*	
Catégorie	*2008-2009*	*2010-2011 (avant actualisation des coûts)*	*2008-2009*	*2010-2011*
Budget ordinaire				
Postes	7 666,8	7 828,6	44	43
Autres objets de dépense	497,1	497,1	–	–
Total partiel	**8 163,9**	**8 325,7**	**44**	**43**
Fonds extrabudgétaires	1 463,0	1 100,0	1	1
Total	**9 626,9**	**9 425,7**	**45**	**44**

20.104 Le montant prévu au titre des postes (7 828 600 dollars), qui fait apparaître une augmentation nette de 161 800 dollars, permettra de financer 43 postes (23 postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur et 20 postes d'agent local) comme indiqué au tableau 20.33 ci-dessus. L'augmentation nette est imputable à l'impact retardé de trois postes (1 P-4, 1 P-3 et 1 poste d'agent local) créés par la résolution 63/260 relative aux activités de développement, à compter du 1er janvier 2009, en partie compensée par le transfert d'un poste P-4, et des fonctions qui y sont attachées, au sous-programme 8. Le montant de 497 100 dollars au titre des autres dépenses couvre les autres dépenses de personnel, les consultants et les experts et les voyages du personnel.

20.105 Au cours de l'exercice 2010-2011, les fonds extrabudgétaires attendus (1,1 million de dollars) permettront de couvrir un poste, le voyage du personnel, des consultants et d'autres dépenses liées à des projets ainsi que l'organisation de séminaires consacrés à des projets de coopération technique. Ce montant fait apparaître une baisse de 363 000 dollars par rapport à l'exercice 2008-2009, qui s'explique par l'achèvement d'un important projet pluriannuel au Mexique. Le sous-programme fournira des services consultatifs au sujet de l'impact de la politique macroéconomique et des chocs exogènes sur la pauvreté et les inégalités de revenus, des droits de propriété intellectuelle et des politiques en matière d'innovation, des normes environnementales, de la coopération en matière d'accords commerciaux, de la réglementation et de la concurrence dans le secteur du transport aérien de passagers, des changements climatiques (y compris les coûts dus à l'impact prévu et des diverses mesures possibles pour y faire face), de la consommation durable et efficiente de bois de combustible, d'un diagnostic de l'énergie dans le secteur des transports et des projections en matière de consommation de combustibles et de biocarburants ainsi que d'émissions de gaz à effet de serre.

Sous-programme 12
Activités sous-régionales dans les Caraïbes

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 6 729 100 dollars

20.106 Ce sous-programme sera exécuté sous la responsabilité du siège sous-régional de la CEPALC pour les Caraïbes, qui assure aussi le secrétariat du Comité pour le développement et la coopération des Caraïbes. Ce bureau continuera de fournir une coopération et un appui techniques aux gouvernements des États de la sous-région qui sont membres de la Commission ou lui sont associés afin de les aider à élaborer des politiques et à prendre des décisions pour résoudre les problèmes que posent le développement durable, la mondialisation et l'intégration sous-régionale et régionale.

20.107 Le sous-programme sera exécuté conformément à la stratégie détaillée au titre du sous-programme 12 du programme 17 du cadre stratégique pour la période 2010-2011.

Tableau 20.34

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Promouvoir et renforcer encore le développement des Caraïbes et resserrer la coopération entre la sous-région et les pays d'Amérique latine

Réalisations escomptées	Indicateurs de succès
a) Renforcement de la capacité des responsables politiques et d'autres parties prenantes de la Commission dans la sous-région d'élaborer et d'appliquer des mesures en faveur du développement économique et social et d'accroître l'intégration dans les Caraïbes et les liens entre les Caraïbes et l'ensemble de l'Amérique latine	a) i) Nombre accru de pays qui suivent les recommandations de la Commission lorsqu'ils élaborent ou adoptent des politiques et des mesures relatives au développement économique et social, au commerce et à l'intégration *Mesure des résultats* 2006-2007 : sans objet 2008-2009 (estimation) : 5 pays 2010-2011 (objectif) : 9 pays

	ii) Nombre de références faites dans les documents d'orientation, les travaux universitaires et les médias aux publications et documents de la Commission comportant des analyses et des recommandations sur le développement dans les Caraïbes *Mesure des résultats* 2006-2007 : 274 références 2008-2009 (estimation) : 300 références 2010-2011 (objectif) : 400 références
b) Renforcement de la capacité et des compétences techniques nécessaires pour assurer le suivi des grands programmes d'action internationaux concernant les domaines économique, social et environnemental, en particulier ceux relatifs aux petits États insulaires en développement et à la Stratégie de Maurice	b) i) Nombre accru de politiques et de programmes des pays des Caraïbes donnant suite aux programmes d'action internationaux pertinents *Mesure des résultats* 2006-2007 : sans objet 2008-2009 (estimation) : 4 politiques et programmes 2010-2011 (objectif) : 7 politiques et programmes

Facteurs externes

20.108 Le sous-programme devrait permettre d'aboutir aux objectifs visés et aux réalisations escomptées si les conditions ci-après sont remplies : a) la confiance que se témoignent le Comité pour le développement et la coopération des Caraïbes et les principales autorités nationales et les excellents rapports qu'ils entretiennent sont maintenus et renforcés; b) les liens de collaboration et de coopération qui existent entre les organisations régionales et internationales opérant dans la sous-région et qui sont essentiels pour le succès du sous-programme sont renforcés davantage.

Produits

20.109 Les produits finals prévus pour l'exercice 2010-2011 sont les suivants :

a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (budget ordinaire et fonds extrabudgétaires) :

i) CEPALC – Comité pour le développement et la coopération des Caraïbes :

a. Services fonctionnels pour les réunions : une réunion du Comité de suivi (1); une session du Comité pour le développement et la coopération des Caraïbes impliquant l'établissement de rapports et de la documentation pertinente conformément au sujet de concentration de la session biennale de la CEPALC. Suivi régional des progrès accomplis en ce qui concerne la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement (1);

ii) Services fonctionnels pour les réunions : réunion de haut niveau du Mécanisme de coordination régionale en vue d'examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Stratégie de Maurice (1); conférence intergouvernementale sur les stratégies du savoir au service du développement (1);

iii) Groupes spéciaux d'experts. Réunion d'experts sur les questions suivantes : égalité des sexes et prise de décision économique et autonomie physique (dans le contexte de l'observatoire des questions d'égalité des sexes (1); applicabilité et mise en œuvre des mécanismes pour un développement propre dans les pays des Caraïbes (1); importance des industries du sport et de la culture en tant que vecteur de développement dans les Caraïbes (1); commerce et compétitivité économique dans le cadre d'une économie du savoir (1); examen des domaines critiques concernant la prestation des services sociaux et la mise en œuvre des programmes de sécurité sociale en particulier à l'intention des couches vulnérables de la population dans les Caraïbes (1); bilan des réalisations dans le domaine de l'amélioration des statistiques sociales et des statistiques ventilées par sexe pour la mesure et le contrôle des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et des autres objectifs arrêtés au niveau international, et examen des perspectives d'avenir (1); bilan des progrès réalisés dans la mise en œuvre des principaux programmes d'action mondiaux et régionaux dans le domaine de la population et du développement (réunion de haut niveau) (1); réunion du Comité consultatif technique du Comité de coordination régionale (1); identification des principaux domaines de la criminalité et de la violence et examen approfondi des méthodes pour évaluer leur portée dans la sous-région (1);

b) Autres activités de fond (budget ordinaire) :

i) Publications en série. Études sur les sujets suivants : liens entre l'égalité des sexes, la pauvreté et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et des autres objectifs de développement arrêtés au niveau international (1); évaluation de l'état d'avancement de la mise en œuvre de divers programmes d'action dans les domaines de la population et du développement, et des contraintes actuelles (1); examen des domaines critiques concernant la prestation des services sociaux et la mise en œuvre des programmes de sécurité sociale en particulier à l'intention des couches vulnérables de la population (1); publication annuelle de l'étude sur la situation économique des Caraïbes (deux numéros durant l'exercice biennal) (2); *Caribbean Development Review* (1);

ii) Publications isolées : étude globale sur la gestion socioéconomique, la compétitivité et la restructuration dans le cadre de l'intégration régionale (1); étude régionale sur la mesure des progrès accomplis dans les Caraïbes en ce qui concerne la société de l'information et l'économie du savoir (1); bilan des réalisations dans le domaine de l'amélioration des statistiques sociales et des statistiques ventilées par sexe pour la mesure et le contrôle des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et des autres objectifs arrêtés au niveau international, et examen des perspectives d'avenir (1); étude des effets des catastrophes naturelles sur les résultats macroéconomiques dans les Caraïbes, un lien étant établi entre les vulnérabilités environnementales et les vulnérabilités économiques (1); étude sur le réexamen de la réglementation du secteur financier et des relations entre celui-ci et le secteur réel afin de réduire les risques de crise financière (1); étude sur l'applicabilité et la mise en œuvre des mécanismes pour un développement propre dans les pays des Caraïbes (1); étude sur la capacité des services de statistique des Caraïbes de produire des statistiques environnementales et socioéconomiques ventilées par sexe (1); étude sur l'incidence des initiatives concernant la science et la technologie sur le développement dans les pays membres du Comité pour le développement et la coopération des Caraïbes (1); étude sur la mise en œuvre de l'Accord de partenariat économique et son incidence sur la coopération en matière de commerce et de développement entre les Caraïbes et l'Union européenne, en particulier sur les petits

États insulaires en développement à revenu intermédiaire des Caraïbes; étude sur les conséquences des changements climatiques pour le développement dans les Caraïbes (1); étude sur l'importance des systèmes d'alerte rapide et leur utilisation pour la réduction de la vulnérabilité dans la sous-région des Caraïbes (1); étude sur l'importance des industries du sport et de la culture en tant que vecteur de développement dans les Caraïbes (1); étude sur la gestion des cycles et des tendances économiques pour déterminer la croissance à long terme (1); étude sur la contribution non reconnue des femmes à l'économie, en particulier leur participation au secteur non structuré (1); étude visant à déterminer la pertinence des régimes actuels en matière d'environnement et l'incidence de la mondialisation sur le développement durable du tourisme (1); étude visant à déterminer les principaux domaines de la criminalité et de la violence et à présenter un aperçu général de certaines méthodes appliquées dans les Caraïbes et en dehors pour évaluer leur portée dans la sous-région (1); étude analytique sur les politiques et mécanismes d'incitation aux investissements dans les Caraïbes (1); étude sur les réseaux du savoir des Caraïbes (1); étude sur les méthodes de gestion des connaissances dans les Caraïbes (1); étude sur les progrès en matière de technologies de l'information et des communications au service du développement pendant la période 2000-2010 (1); examen et rapport de situation sur la mise en œuvre du Mécanisme de coordination régionale (1); publications sur les changements climatiques dans les Caraïbes (2);

iii) Brochures, fiches d'information, planches murales, pochettes de documentation : publication mensuelle en ligne du bulletin électronique *Current Contents* (24 numéros au cours de l'exercice biennal) (1); établissement et présentation de documents d'information et de matériel didactique sur le développement durable (1); publication du bulletin trimestriel *UN Focus on the Caribbean* qui fait le point des activités du siège sous-régional dans les Caraïbes) (8 numéros au cours de l'exercice biennal, en anglais seulement) (1);

iv) Documents techniques : rapport sur l'utilisation, dans l'élaboration des politiques et des programmes, des bases de données dans lesquelles figurent des statistiques sociales et ventilées par sexe (1); profils du développement dans les Caraïbes (en ligne) (1); conception et mise en œuvre d'un processus de consultation avec les principales parties prenantes dans les pays membres et membres associés du Comité pour le développement et la coopération dans les Caraïbes, les représentants des fonds, programmes et organismes des Nations Unies dans les Caraïbes et d'autres acteurs participant activement à la coopération technique et aux activités de recherche pour les programmes de développement dans la sous-région (1); élaboration d'un programme d'accès en ligne visant à faciliter l'échange d'informations sur les questions d'égalité des sexes dans la sous-région (1); préparation d'un système pour la mise en œuvre des politiques de gestion des connaissances dans la sous-région (1); base de données en ligne de choix d'indicateurs statistiques des pays des Caraïbes (1); base de données en ligne sur les principales publications des Caraïbes en matière de statistique (1); établissement d'un programme de travail pour le Comité de coordination régionale en tenant compte de l'ordre du jour de la Commission du développement durable et de la mise en œuvre de la Stratégie de Maurice, des priorités de la région des Caraïbes et des priorités établies par les autorités nationales (1); mises à jour et améliorations à intervalles réguliers du site Web et de la Caribbean Digital Library (base de données) (2); mise à jour et entretien périodiques de la base de données sur les compétences dans les Caraïbes (2); mise à jour et entretien périodiques des bases de données sur le développement durable (2); mise à jour et entretien périodiques des bases de données

sur les statistiques commerciales (2); mise à jour et entretien périodiques de la base de données bibliographiques sur la gestion des connaissances dans les Caraïbes (2); mise à jour et entretien périodiques de la base de données sur les statistiques sociales concernant les Caraïbes (2);

c) Coopération technique (fonds extrabudgétaires) :

i) Services consultatifs. Fourniture, aux pays de la région qui en font la demande, d'une coopération technique portant sur les sujets suivants : politiques macroéconomiques, notamment le commerce et l'intégration dans les Caraïbes et entre les Caraïbes et l'Amérique latine, et investissements et politiques sectorielles (1); renforcement des capacités statistiques et politiques sociales dans la région (1); politiques et stratégies nationales concernant l'économie du savoir dans la région (1); politiques visant à promouvoir les technologies de l'environnement dans les Caraïbes, y compris la planification préalable aux catastrophes et la réduction des risques (1);

ii) Stages, séminaires et ateliers : atelier organisé en collaboration avec des partenaires régionaux sur les conséquences des changements climatiques pour le développement durable dans les Caraïbes (1); atelier sur la mesure de l'économie du savoir (1); ateliers régionaux (3) et nationaux (3) de formation sur la collecte, le traitement et l'analyse des données relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement et autres objectifs arrêtés au niveau international, à l'intention des organisations de la société civile et des ministères s'occupant du développement (6); séminaire régional sur la gestion des connaissances dans le secteur public (1);

iii) Projets opérationnels : projets de coopération technique dans les domaines de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs incidences (1); du renforcement des capacités des pays de la sous-région en matière de collecte, de diffusion et d'analyse des statistiques sociales (1).

Tableau 20.35

Ressources nécessaires : sous-programme 12

	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		*Postes*	
Catégorie	*2008-2009*	*2010-2011 (avant actualisation des coûts)*	*2008-2009*	*2010-2011*
Budget ordinaire				
Postes	5 908,5	6 282,9	36	36
Autres objets de dépense	448,2	446,2	–	–
Total partiel	**6 356,7**	**6 729,1**	**36**	**36**
Fonds extrabudgétaires	367,0	865,0	–	1
Total	**6 723,7**	**7 594,1**	**36**	**37**

20.110 Le montant de 6 282 900 dollars, en augmentation de 374 400 dollars, permettra de continuer de financer 36 postes (17 postes d'administrateur et fonctionnaire de rang supérieur et 19 postes d'agent local) comme il est indiqué au tableau 20.35. L'augmentation s'explique par l'effet-report de la création de deux postes P-3 en application de la résolution 63/260 sur les activités touchant au développement, à compter du 1er janvier 2009. Le montant de 446 200 dollars, qui représente

une diminution de 2 000 dollars au titre des autres objets de dépense, servira à financer d'autres dépenses de personnel, des dépenses de consultants et experts, et les voyages du personnel.

20.111 Au cours de l'exercice biennal 2010-2011, des fonds extrabudgétaires, d'un montant de 865 000 dollars permettront de financer un poste, les voyages du personnel, les dépenses de consultants, d'autres dépenses de projet et des séminaires se rapportant aux projets de coopération technique. Ce montant, qui représente une augmentation de 498 000 dollars par rapport à l'exercice biennal 2008-2009, servira à l'exécution de projets de coopération devant être financés par de nouveaux donateurs. Les ressources permettront d'assurer des services consultatifs et des activités de formation qui favorisent la planification des programmes et des politiques fondée sur les faits en ce qui concerne l'application de la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement, en particulier les dispositions se rapportant aux objectifs 1, 3, 7 et 8 du Millénaire pour le développement.

D. Appui au programme

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 38 803 700 dollars

20.112 Les activités d'appui au programme comprennent les services de conférence, les services de bibliothèque, la gestion des activités de coopération technique, l'administration et les services communs.

20.113 L'appui au programme comprend : a) les services de conférence, qui portent sur la fourniture de services techniques aux réunions des organes intergouvernementaux de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, la fourniture de services de conférence à la Commission et au programme de publication, et la distribution des publications de la Commission et de l'Organisation; b) les services de bibliothèque, qui permettent d'offrir des services d'information au personnel de la Commission et à des usagers extérieurs, d'assurer la publication de bulletins et de bibliographies à intervalles réguliers et de fournir des services aux usagers à distance, par l'Internet. En outre, la bibliothèque de la CEPALC fait office de bibliothèque dépositaire de l'ONU au Chili, regroupant toute la documentation officielle produite par l'Organisation; c) la gestion des activités de coopération technique conçues pour compléter les ressources allouées au titre du budget ordinaire. Cette composante vise à renforcer et à élargir le programme de recherche économique et sociale et à utiliser les résultats des activités de recherche pour les services consultatifs et les services de formation offerts aux États membres; d) les services administratifs et les services communs, qui assurent la gestion et la coordination d'ensemble des services administratifs, l'élaboration de politiques et la mise au point de directives administratives et de directives de gestion à la Commission, la gestion des ressources humaines, la gestion financière, les services d'appui général, la mise en œuvre et l'administration du Système intégré de gestion, la formation linguistique et l'information électronique.

Produits

20.114 Les produits de l'exercice biennal 2010-2011 seront les suivants :

a) *Services de conférence*. Ces activités relèvent de la Division des documents et publications, à Santiago, et des services de conférence, de documentation et d'édition. Il s'agit essentiellement d'assurer des services techniques aux réunions des organes délibérants de la CEPALC et aux réunions intergouvernementales tenues sous les auspices de la Commission; d'assurer des services de conférence aux réunions des organes délibérants de la CEPALC et aux réunions intergouvernementales tenues sous les auspices de la Commission (traduction,

interprétation, édition et établissement des procès-verbaux de séance); d'exécuter le programme de publication et de distribution de la CEPALC; de collaborer avec la Section des ventes des Nations Unies pour la vente des publications des Nations Unies;

b) *Services de bibliothèque*. Des services de bibliothèque sont offerts à Santiago et à Mexico aux fonctionnaires de la CEPALC et aux usagers extérieurs. Les bibliothèques publient des bulletins et des bibliographies; proposent des services à distance par l'Internet; font office de bibliothèque dépositaire des Nations Unies au Chili; concluent des accords avec d'autres bibliothèques de la sous-région et coopèrent avec elles; diffusent la documentation de fond de la CEPALC; assurent le traitement des ressources bibliographiques extérieures et des informations à l'appui des activités de fond de la Commission dans la sous-région; répondent aux demandes de référence; assurent la publication de bulletins et de bibliographies sur papier et par des moyens électroniques; actualisent quotidiennement la page Web de la CEPALC consacrée aux services de bibliothèque;

c) *Gestion des activités de coopération technique*. Ces activités sont exécutées par le Groupe de la gestion des projets, qui relève de la Division des opérations et de la planification des programmes. Le programme de coopération technique de la CEPALC est conçu pour compléter les ressources allouées au titre du budget ordinaire. Le Programme ordinaire de coopération technique (chap. 22 du budget) est également géré par la Division des opérations et de la planification des programmes au sein de la CEPALC de manière à assurer la cohérence programmatique et technique des composantes – qu'elles soient financées au moyen du budget ordinaire ou par des fonds extrabudgétaires – du programme de coopération technique entièrement exécuté par la Commission. Ces deux composantes s'inscrivent dans une vision intégrée reposant sur le même ensemble de priorités (techniques et programmatiques) au niveau départemental. Elles se complètent mutuellement et relèvent des mêmes modèles logiques au niveau du sous-programme. Le sous-programme vise à renforcer et à élargir le programme de recherche économique et sociale et à utiliser les résultats des activités de recherche pour les services consultatifs et les services de formation offerts aux États membres; il joue un rôle actif d'intégration des activités de fond financées par les fonds extrabudgétaires et de celles qui sont financées par le budget ordinaire. Il vise par ailleurs à maintenir un équilibre mutuellement avantageux entre la recherche et les activités opérationnelles. Le programme devrait permettre d'exécuter les produits suivants au cours de l'exercice biennal :

i) Publication de rapports sur les activités du système de la CEPALC visant à faciliter et à promouvoir la coopération technique entre pays en développement aux niveaux régional, sous-régional et national; arrangements institutionnels relatifs aux activités de coopération technique en place dans les pays en développement membres de la CEPALC; activités opérationnelles d'encouragement à la coopération interrégionale;

ii) Services consultatifs à l'intention des gouvernements et des organismes régionaux concernant la définition et l'élaboration de programmes et de propositions de projets de coopération technique devant être exécutés aux niveaux régional, national ou interrégional;

iii) Coordination avec les centres de liaison chargés de la coopération technique dans d'autres commissions régionales en vue de la promotion des activités de coopération interrégionale;

iv) Consultations avec d'autres organisations régionales ayant des activités de coopération technique en Amérique latine et dans les Caraïbes afin de fixer les priorités à retenir pour le programme régional;

v) Coopération avec les services organiques du système de la CEPALC et les bureaux sous-régionaux en vue de la mise au point et de l'exécution de projets d'appui aux éléments du programme de travail de la Commission ayant trait à la coopération technique entre pays en développement;

vi) Aide aux gouvernements en vue de recenser les besoins en matière de coopération technique et les possibilités dans ce domaine et d'établir des propositions de projets;

vii) Élaboration de projets d'accords et de propositions compte tenu des règles et procédures opérationnelles et financières fixées par l'organisation, l'institution ou le gouvernement versant une contribution et par l'Organisation des Nations Unies;

viii) Établissement des budgets pour les activités extrabudgétaires;

ix) Suivi de l'exécution des projets;

x) Administration des fonds extrabudgétaires en collaboration étroite avec les services organiques chargés de l'exécution des projets;

d) *Services administratifs et services communs*. Les principales activités de la Division de l'administration à la CEPALC à Santiago sont les suivantes : a) gestion et coordination d'ensemble des services administratifs, élaboration de politiques et mise au point de directives administratives et de directives de gestion à la CEPALC et supervision des activités administratives des deux sièges sous-régionaux de la Commission (Mexico et Port of Spain) et de ses cinq bureaux nationaux; b) gestion des ressources humaines, à savoir recrutement et affectation du personnel, organisation des carrières, administration du personnel, classement des postes, gestion du système de classement des postes d'agent des services généraux établi en vertu de l'instruction administrative pertinente (voir ST/AI/1998/9; voir également ST/AI/410 et Corr.1), gestion du programme de stages, administration de la protection médicale et de l'aide sociale proposées au personnel, et conseils généraux et individuels; c) gestion des comptes et contrôle financier (établissement de procédures de contrôle et de gestion des crédits inscrits au budget ordinaire et des fonds extrabudgétaires, application du Règlement financier et des règles de gestion financière, présentation de rapports financiers, tenue de la comptabilité, services de trésorerie); d) services d'appui généraux (communications et transports, achats, gestion et entretien des locaux, gestion des dossiers et tenue des archives); e) planification et coordination de la mise en service et de l'administration du Système intégré de gestion (SIG) dans l'ensemble de la CEPALC; f) cours de langues dans tous les lieux d'affectation de la CEPALC (à l'exclusion des activités de formation financées centralement et organisées par le Bureau de la gestion des ressources humaines); et g) activités relatives aux technologies de l'information menées par la Section de l'informatique, en consultation avec le Comité de gestion de l'information de la CEPALC, à savoir, principalement, conseils au Secrétaire exécutif sur la politique d'informatisation de l'ensemble de la CEPALC, y compris sur l'affectation des ressources en matériel et des ressources financières; conseils techniques et appui aux services organiques en vue d'assurer le bon fonctionnement des moyens informatiques de la CEPALC, y compris le site Web, les services Internet et le SIG, supervision des services de maintenance du matériel informatique et sécurité des systèmes informatiques.

Tableau 20.36

Ressources nécessaires : appui au programme

	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		*Postes*	
Catégorie	*2008-2009*	*2010-2011 (avant actualisation des coûts)*	*2008-2009*	*2010-2011*
Budget ordinaire				
Postes	26 807,5	26 912,3	190	190
Autres objets de dépense	12 364,0	11 891,4	–	–
Total partiel	**39 171,5**	**38 803,7**	**190**	**190**
Fonds extrabudgétaires	1 335,0	1 095,0	10	10
Total	**40 506,5**	**39 898,7**	**200**	**200**

20.115 Le montant de 26 912 300 dollars, en augmentation de 104 800 dollars, permettra de financer 190 postes (43 postes d'administrateur et fonctionnaire de rang supérieur et 147 postes d'administrateur recruté sur le plan national et d'agent local) comme il est indiqué au tableau 20.36 ci-dessus. L'augmentation s'explique par l'effet-report de la création de deux postes d'administrateur recruté sur le plan national pendant l'exercice biennal 2008-2009.

20.116 Le montant de 11 891 400 dollars inscrit à la rubrique « Autres objets de dépense » correspond aux ressources nécessaires pour financer les autres dépenses de personnel, les frais de voyage du personnel, les services contractuels (y compris les professeurs de langues), et les frais généraux de fonctionnement. Le montant représente une diminution nette de 472 600 dollars, qui s'explique par la baisse des frais de communication tenant au recours à des opérateurs moins chers, ainsi que par une baisse du montant des dépenses afférentes aux fournitures et accessoires que les dépenses antérieures et un calcul plus précis des besoins, laissent prévoir.

20.117 Au cours de l'exercice biennal 2010-2011, des fonds extrabudgétaires, d'un montant de 1 095 000 dollars permettront de couvrir les dépenses d'appui au programme liées à divers projets de coopération technique. Le montant représente une diminution de 240 000 dollars par rapport à celui de l'exercice biennal 2008-2009, qui est due à une réduction des ressources nécessaires pour un spécialiste de la gestion des programmes associé aux projets finalisés au cours de l'exercice biennal 2008-2009.

Tableau 20.37

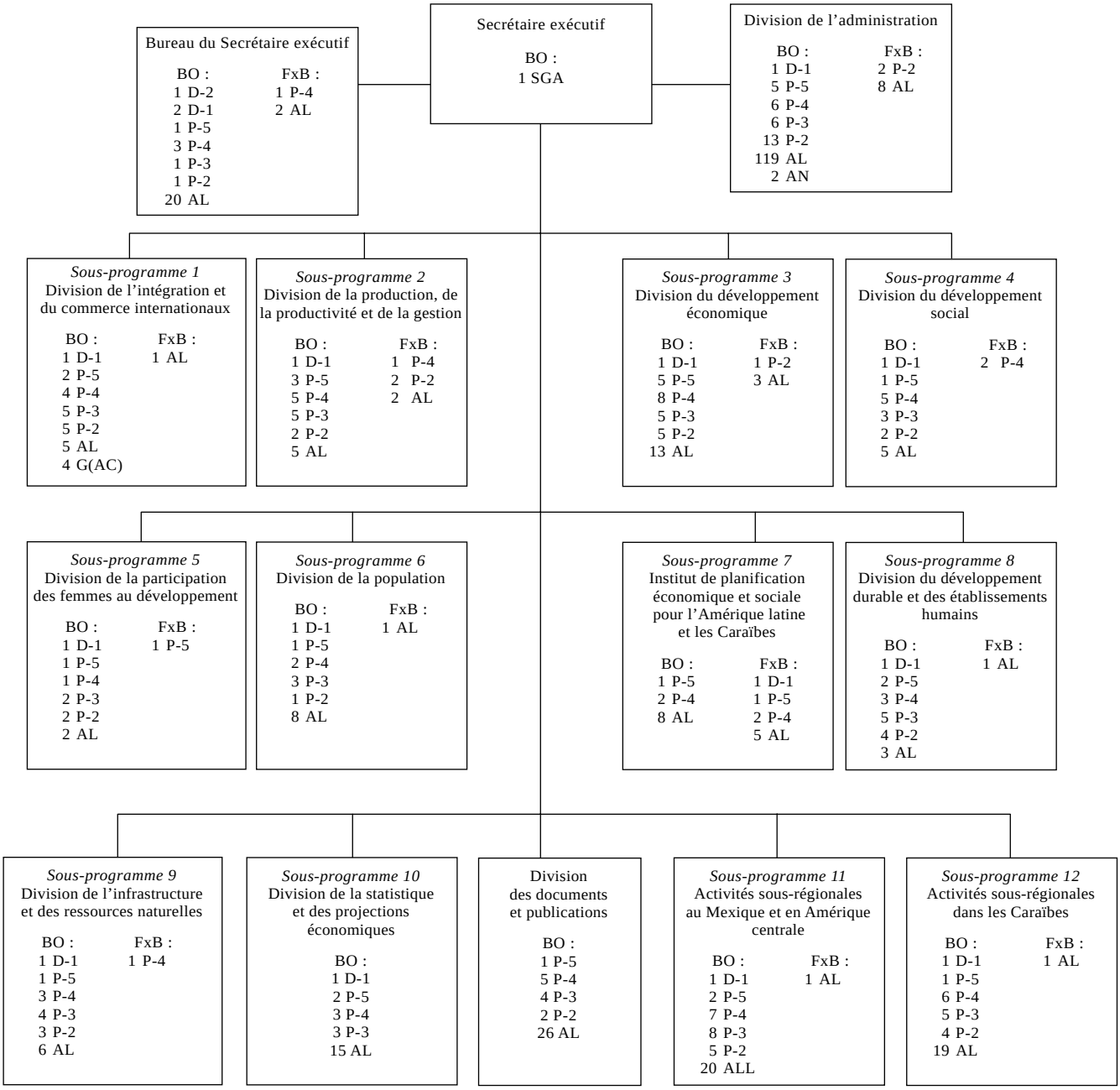
État récapitulatif de la suite donnée aux recommandations formulées par les organes de contrôle

Résumé de la recommandation	*Suite donnée à la recommandation*
Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/62/7, chap. II, sect. V)	
Le Comité consultatif a été informé que, selon sa stratégie à long terme, la CEPALC avait poursuivi ses efforts pour que les ressources aillent plutôt au programme de travail qu'à l'appui	À l'occasion de la réunion annuelle des responsables de la planification des programmes et des réunions ordinaires des secrétaires exécutifs, la CEPALC et d'autres commissions régionales échangent informations et pratiques optimales se rapportant à la gestion.

Résumé de la recommandation	*Suite donnée à la recommandation*
au programme, modifiant ainsi la composition et la structure de sa base de ressources. Le tableau 20.3 du projet de budget-programme fait apparaître une réduction de 826 500 dollars (avant actualisation) au titre de l'appui au programme, et une augmentation de 979 500 dollars au titre du programme de travail. Ce montant comprend une diminution de 548 700 dollars à la rubrique des postes, qui résulte d'une diminution nette de deux postes d'administrateur et d'un poste d'agent local. Le Comité salue les efforts faits par la CEPALC pour utiliser les ressources de manière plus productive. Il lui demande de faire connaître aux autres commissions régionales l'expérience qu'elle a ainsi acquise (par. V.50).	
Le Comité consultatif a été informé que la CEPALC avait connu des difficultés pour conclure avec certaines institutions financières internationales des accords de financement extrabudgétaire pour certains de ses projets, et avait été obligée de renoncer à des possibilités de financement. Certaines clauses figurant dans les accords proposés à la CEPALC par la Banque interaméricaine de développement et d'autres institutions financières internationales n'étaient pas compatibles avec les accords types du Secrétariat de l'ONU, et contrevenaient même au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'ONU. Le Comité compte que l'on règlera promptement ce problème afin de faciliter les efforts de collecte de fonds de la Commission (par. V.51).	On a trouvé une solution technique conforme au Règlement financier et aux règles de gestion financière des deux institutions, qui convient donc aux deux parties. Au moment où le présent document a été établi, un accord type avait été conclu entre la Banque interaméricaine de développement et la CEPALC, et plusieurs projets étaient en train d'être menés à bien.
Bureau des services de contrôle interne	
CEPALC_007. Tous les directeurs de programmes devraient veiller à ce que les rapports d'évaluation puissent être	Conformément à ce qu'a recommandé le Bureau des services de contrôle interne, tous les rapports d'évaluation établis pour la période 2006-2007 sont disponibles sur

Résumé de la recommandation	*Suite donnée à la recommandation*
aisément consultés sur Internet ou l'intranet, afin d'accroître la transparence et de favoriser l'apprentissage commun dans tout le Secrétariat (par. 69).	l'intranet à l'adresse : http://intranet.eclac.cl/dppo/upep/upep.htm.
CEPALC_006. Tous les directeurs de programmes devraient veiller à ce que des plans d'évaluation soient établis au niveau des programmes et sous-programmes et précisent les activités devant être menées, les personnes chargées de les exécuter, le calendrier de réalisation et les ressources prévues. Les plans d'évaluation devraient en outre prévoir un mécanisme permettant de contrôler précisément l'utilisation des ressources de manière à connaître le coût de chaque évaluation, afin que l'on puisse déterminer quels types d'évaluation répondent le mieux aux besoins dans le cadre des programmes et sous-programmes (par. 45 et 46). (**IED-2006-006**)	Conformément à ce qu'a recommandé le Bureau, des plans d'évaluation et des mandats précis ont été élaborés pour les exercices biennaux 2008-2009 et 2010-2011. Un modèle est utilisé pour collecter les données concernant les différents « coûts » afférents aux activités d'évaluation (y compris pour ce qui est du suivi, des auto-évaluations et des évaluations internes) menées pendant l'exercice biennal. Les modèles établis et les rapports d'évaluation seront inclus dans le Système intégré de suivi sous la forme de documents Word ou de tableurs Excel en décembre 2009.

Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
Organigramme et répartition des postes pour l'exercice biennal 2010-2011



Abréviations : BO : budget ordinaire; FxB : fonds extrabudgétaires; AL : agent local; AN : administrateur recruté sur le plan national; SGA : Secrétaire général adjoint; G(AC) : agent des services généraux (Autres classes).

Annexe

Produits de l'exercice 2008-2009 non reconduits en 2010-2011

	Produit	*Quantité*	*Explication*
Insertion dans l'économie mondiale et intégration et coopération régionales			
A/60/6, par. 20.41 b) i)	Étude des tendances récentes des mécanismes d'intégration au niveau sous-régional dans le Marché commun du Sud (MERCOSUR) et à l'échelon panaméricain, et incidence sur l'économie brésilienne	1	Achevé
A/60/6, par. 20.42 b) ii)	Étude sur l'évolution des activités de services dans les pays de la région	1	Achevé
A/62/6, par. 20.38 b) ii)	Réunion d'experts chargés d'examiner l'incidence des traités de libre-échange sur l'évolution de l'économie des pays de la région, leurs stratégies commerciales et leur intégration régionale	1	En voie d'achèvement
	Deux études sur l'évolution récente de l'économie mondiale et son incidence sur l'économie de certains pays de la région, l'accent étant mis sur les politiques en matière de commerce et de concurrence	2	En voie d'achèvement
	Deux études consacrées aux aspects stratégiques des relations économiques et commerciales entre les pays d'Asie et les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, une attention particulière étant accordée au rôle des nouveaux acteurs que sont l'Inde et la République populaire de Chine notamment	2	En voie d'achèvement
	Deux études consacrées aux aspects stratégiques des relations économiques et commerciales entre les États-Unis d'Amérique, l'Union européenne et l'Amérique latine et les Caraïbes, comportant une analyse de l'incidence sur ces relations des accords économiques aux niveaux régional et multilatéral ainsi que des politiques commerciales	2	En voie d'achèvement
	Deux études sur les nouveaux facteurs ayant des répercussions sur la compétitivité et sur les politiques des pouvoirs publics visant à promouvoir la compétitivité, comportant une analyse du rôle de facteurs tels que l'innovation et les technologies de l'information et des communications	2	En voie d'achèvement
	Deux études sur l'incidence sur les économies de la région de la mise en œuvre et de l'administration des traités de libre-échange	2	En voie d'achèvement
	Étude destinée à évaluer les effets de l'exploitation du système de guichet unique dans le cadre de la facilitation du commerce dans certains pays de la région	1	En voie d'achèvement
	Étude de l'incidence de la simplification des règles d'origine sur la facilitation du commerce et l'accès aux marchés	1	En voie d'achèvement

	Produit	*Quantité*	*Explication*
	Étude sur les répercussions des grandes tendances de l'économie mondiale sur l'économie brésilienne, une attention particulière étant accordée à l'incidence des politiques des principaux partenaires commerciaux du Brésil	1	En voie d'achèvement
	Étude portant sur les conséquences de l'adoption de normes de sécurité pour le commerce et la compétitivité dans certains pays de la région	1	En voie d'achèvement
	Deux études sur l'incidence des accords commerciaux bilatéraux sur le processus d'intégration	2	En voie d'achèvement
20.38 b) iv)	Mise à jour, maintenance et développement de la base de données sur le commerce extérieur au niveau mondial et dans les pays de la région	2	En voie d'achèvement
	Mise à jour, maintenance et développement du module de base de données comportant des informations sur les différends commerciaux aux niveaux multilatéral, régional et sous-régional	2	En voie d'achèvement
20.38 c)	Prestation de services de coopération technique aux pays de la région et à d'autres acteurs importants qui en font la demande en vue de renforcer leurs capacités en matière de conception et de mise en œuvre de politiques en matière de commerce et de concurrence	1	En voie d'achèvement
	Prestation de services de coopération technique aux pays de la région et à d'importants acteurs des secteurs public et privé qui en font la demande visant à faciliter le commerce et les transports	1	En voie d'achèvement
Total partiel		**24**	
Production et innovation			
A/62/6, par. 20.43 a)	Réunion d'experts chargés d'examiner l'évolution des structures de production des pays de la région, axée sur les similarités et les différences entre les structures de production et leurs incidences au niveau des politiques	1	En voie d'achèvement
	Réunion d'experts chargés d'examiner l'investissement étranger direct en Amérique latine et dans les Caraïbes ainsi que les stratégies et choix nationaux en la matière	1	En voie d'achèvement
	Réunion d'experts chargés d'analyser le développement des petites et moyennes entreprises et ses incidences au regard des politiques suivies par les autorités nationales et locales	1	En voie d'achèvement
	Réunion d'experts chargés d'examiner les politiques suivies pour mettre en valeur la société de l'information	1	En voie d'achèvement
	Réunion d'experts chargés d'examiner les politiques suivies par les autorités nationales et locales en matière d'innovation	1	En voie d'achèvement

	Produit	*Quantité*	*Explication*
	Réunion d'experts chargés d'examiner les processus de production et d'innovation dans les chaînes de valeur agricole, la participation de divers agents économiques et leur incidence au niveau des politiques sectorielles	1	En voie d'achèvement
20.43 b) i)	Étude sur l'évolution récente des structures de production et les changements technologiques dans l'économie brésilienne, axée sur la productivité et la compétitivité, ainsi que sur les politiques favorisant la production et le développement technologique	1	En voie d'achèvement
	Étude sur les stratégies visant à mettre au point et à intégrer des technologies de l'information et des communications aux niveaux national et régional	1	En voie d'achèvement
	Étude sur les politiques de financement du secteur privé, axée sur l'appui aux petites et moyennes entreprises de la région	1	En voie d'achèvement
	Étude sur l'utilisation des technologies de l'information et des communications dans le secteur des services	1	En voie d'achèvement
20.43 b) ii)	Étude sur la structure, le comportement et les résultats du secteur financier	1	En voie d'achèvement
	Étude sur les capacités, la productivité et l'ancrage dans les marchés locaux, nationaux et internationaux de différents agents agricoles	1	En voie d'achèvement
	Étude sur les systèmes d'innovation de certains pays de la région et sur leur capacité de produire du savoir	1	En voie d'achèvement
	Étude sur la réglementation de certains secteurs de production de la région	1	En voie d'achèvement
Total partiel		**15**	
Politiques macroéconomiques et croissance			
A/60/6, par. 20.47 b) i)	Étude d'un aspect particulièrement important de la conjoncture de l'Amérique latine et des Caraïbes	1	En voie d'achèvement
A/62/6, par. 20.48 a)	Réunion d'experts chargés d'examiner les incidences de la politique macroéconomique sur la croissance dans la région	1	En voie d'achèvement
	Réunion d'experts chargés d'examiner les questions relatives à la croissance économique et au développement en Amérique latine et dans les Caraïbes	1	En voie d'achèvement
20.48 b) i)	Étude sur l'évolution récente des politiques budgétaire et monétaire du Brésil	1	En voie d'achèvement
	Étude sur l'instabilité et l'insécurité croissantes des marchés du travail de la région et leurs incidences sur le développement	1	En voie d'achèvement
	Étude des principales sources de financement	1	En voie d'achèvement

	Produit	*Quantité*	*Explication*
	internes de l'économie brésilienne et des perspectives en matière d'accès durable aux sources de financement externes		
	Étude des mécanismes et des facteurs expliquant les récents résultats de l'économie argentine	1	En voie d'achèvement
	Étude recensant les facteurs de croissance en Amérique latine et dans les Caraïbes, aux fins de l'élaboration de politiques	1	En voie d'achèvement
20.48 b) ii)	Réunion d'experts chargés d'examiner les besoins en matière de coordination des politiques macroéconomiques dans la région	1	En voie d'achèvement
	Étude d'un aspect particulièrement important du commerce et du développement en Amérique latine et dans les Caraïbes	1	En voie d'achèvement
20.48 b) iii)	Contributions à l'établissement des études préliminaires sur l'économie des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (éditions 2008 et 2009) et des bilans de la situation économique de l'Amérique latine et des Caraïbes (éditions 2007-2008 et 2008-2009) : notes sur l'économie de l'Argentine	1	En voie d'achèvement
	Contributions à l'établissement des études préliminaires sur l'économie des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (éditions 2008 et 2009) et des bilans de la situation économique de l'Amérique latine et des Caraïbes (éditions 2007-2008 et 2008-2009) : notes sur l'économie du Brésil	1	En voie d'achèvement
Total partiel		**12**	
Développement social et équité sociale			
A/60/6, par. 20.53 a) ii)	Réunion d'experts consacrée à l'alerte rapide et à la prévention des conflits armés	1	Achevé
A/62/6, par. 20.54 a)	Réunion d'experts chargés d'examiner l'état des finances publiques, en particulier les fonds alloués aux programmes de redistribution des ressources	1	En voie d'achèvement
	Réunion d'experts chargés d'examiner les indicateurs de cohésion sociale utiles à l'élaboration des politiques et à l'évaluation des progrès accomplis dans leur mise en œuvre	1	En voie d'achèvement
	Réunion d'experts chargés d'évaluer les progrès réalisés en ce qui concerne l'exercice effectif des droits sociaux dans les pays de la région	1	En voie d'achèvement
	Réunion d'experts chargés d'analyser les politiques et les pratiques optimales en matière de promotion d'une réelle citoyenneté sociale pour les groupes de population fortement touchés par l'exclusion et socialement très vulnérables	1	En voie d'achèvement
	Réunion d'experts consacrée aux pratiques optimales en matière de réduction de la pauvreté et des inégalités dans la région, l'accent étant	1	En voie d'achèvement

	Produit	*Quantité*	*Explication*
	particulièrement mis sur les prestations sociales et les critères d'ouverture de droits, les règles d'attribution, la participation et la gouvernance		
	Réunion d'experts chargés d'examiner les aspects complémentaires ou antagonistes des politiques de lutte contre la pauvreté et les inégalités, l'accent étant mis sur la conception de garanties explicites en matière de politiques sociales et de responsabilité budgétaire, en particulier pour ce qui est de la charge fiscale nécessaire pour assurer la solvabilité de l'État et la crédibilité des politiques	1	En voie d'achèvement
	Réunion d'experts sur l'état de la situation et sur les perspectives des institutions publiques d'aide sociale, l'accent étant particulièrement mis sur la gestion de l'articulation complexe des relations entre l'État, le marché du travail et les familles	1	En voie d'achèvement
20.54 b) ii)	Étude sur les risques professionnels, réalisée dans une perspective tenant compte de la famille et de la condition de la femme	1	En voie d'achèvement
	Étude sur la typologie et le profil des États-providence de la région	1	En voie d'achèvement
	Étude sur les facteurs et les indicateurs du risque social et sur leurs liens avec la dépendance	1	En voie d'achèvement
	Évaluation de l'exercice des droits sociaux dans les pays de la région, axée sur des groupes particuliers et tenant compte de critères relatifs à la vulnérabilité, la discrimination et l'exclusion	1	En voie d'achèvement
	Étude sur les meilleurs moyens de garantir l'accès aux prestations, tenant compte des critères arrêtés en matière d'égalité des chances et de réduction de la pauvreté et axée plus particulièrement sur les risques de conflit entre le choix de mesures ciblant les segments les plus pauvres de la population et l'importance du budget consacré à la redistribution des ressources	1	En voie d'achèvement
	Étude sur le rôle que le secteur privé et les familles sont appelés à jouer dans le financement, la prestation de services et l'administration de programmes sociaux	1	En voie d'achèvement
	Étude sur l'État-providence et les différents modèles arrêtant explicitement le rôle que l'État, la famille et le marché du travail devraient jouer	1	En voie d'achèvement
	Étude sur les politiques et les pratiques optimales qui visent à faire des membres de certains groupes sociaux des citoyens à part entière	1	En voie d'achèvement
20.54 c) i)	Prestation aux pays de la région qui en font la demande de services de coopération technique portant sur l'évaluation de la situation sociale, compte tenu des nouveaux risques que l'intégration de la région dans l'économie mondiale entraîne pour les milieux les plus pauvres, les classes	1	En voie d'achèvement

	Produit	*Quantité*	*Explication*
	moyennes et les travailleurs, sur la création d'institutions et la conception de politiques visant à faire face à ces risques, et sur les bases nécessaires pour parvenir à des accords et promouvoir la participation des citoyens		
	Coopération avec les pouvoirs publics, les universités, les organisations non gouvernementales et les organismes régionaux et sous-régionaux en vue de la mise sur pied d'activités de formation portant sur des questions relatives à l'évaluation de la pauvreté et des inégalités et d'études des incidences des finances publiques sur les politiques sociales	1	En voie d'achèvement
Total partiel		**18**	
Intégration du souci de l'égalité des sexes dans le développement régional			
A/62/6, par. 20.59 b) ii)	Étude régionale sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement dans les pays de la région, l'accent étant mis sur les aspects ayant trait à l'équité du traitement des hommes et des femmes	1	En voie d'achèvement
20.59 b) iii)	Pendant l'exercice biennal, des projets devraient être en cours de réalisation dans les domaines suivants : promotion de l'accès aux nouvelles technologies et de leur utilisation aux fins de la lutte contre la pauvreté touchant les femmes; suite donnée aux objectifs du Millénaire pour le développement compte tenu de la problématique hommes-femmes; et renforcement des capacités régionales en matière de suivi de la violence à l'égard des femmes, des activités liées à la santé procréative et de l'emploi du temps. En tant que question intersectorielle, la mise au point d'indicateurs de la situation de la femme et d'une base de données connexe recevra une attention particulière dans le cadre de l'exécution de tous les projets.	3	En voie d'achèvement
	Mise au point de quatre études sur des questions particulières contribuant à la prise en compte des problèmes des femmes dans les travaux de la CEPALC. Ces questions sont notamment les suivantes : mise au point d'indicateurs de la situation de la femme dans le domaine de la pauvreté et mesure du travail rémunéré et non rémunéré; participation des femmes au développement rural; contribution des institutions chargées de la promotion de la condition de la femme à la décentralisation régionale; et amélioration de la prise en compte des questions relatives à l'égalité des sexes dans les budgets des États de la région (*)	1	En voie d'achèvement

	Produit	*Quantité*	*Explication*
	Deux conférences électroniques sur des sujets tels que l'utilisation des indicateurs supplémentaires proposés par la CEPALC pour assurer le suivi des objectifs du Millénaire pour le développement grâce à des mécanismes nationaux de promotion de la femme et de stratégies visant à mettre en œuvre les accords conclus à la dixième session de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes (2007)	2	En voie d'achèvement
Total partiel		**7**	
Population et développement			
A/62/6, par. 20.64 a) ii)	Réunion d'experts chargés d'étudier la possibilité d'inclure des questions nouvelles dans les recensements de la population de 2010, notamment les incapacités, les groupes ethniques, la mobilité interne et les migrations internationales	1	En voie d'achèvement
	Deux réunions sur les changements démographiques et leur incidence sur le développement	2	En voie d'achèvement
20.64 b) ii)	Étude sur l'impact des différentes causes de mortalité selon le sexe et l'âge en Amérique latine et dans les Caraïbes, une attention particulière étant accordée aux maladies cardiovasculaires, au cancer, à la violence, aux accidents et au VIH/sida	1	En voie d'achèvement
	Étude sur la mortalité infantile et post-infantile dans les pays de la région dans l'optique des objectifs de développement arrêtés au niveau international, y compris ceux figurant dans la Déclaration du Millénaire et ceux découlant de la Conférence internationale sur la population et le développement, une attention particulière étant accordée aux caractéristiques de certains groupes sociaux et ethniques et aux inégalités entre les régions géographiques	1	En voie d'achèvement
	Étude sur les changements intervenus concernant l'espacement des naissances et la fécondité dans les pays de la région, l'accent étant mis sur le taux de fécondité des adolescents	1	En voie d'achèvement
	Étude sur des questions prioritaires concernant les migrations, les tendances démographiques parmi les populations autochtones et les groupes de souche africaine ou le vieillissement en Amérique latine et dans les Caraïbes	1	En voie d'achèvement
	Document consacré aux principales questions nouvelles et aux points qui devront figurer dans les questionnaires destinés aux recensements de la population de 2010	1	En voie d'achèvement
	Étude sur les migrations internationales et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes	1	En voie d'achèvement

	Produit	*Quantité*	*Explication*
	Étude sur les changements démographiques et les besoins sectoriels dans la région	1	En voie d'achèvement
	Étude sur le vieillissement et les politiques des pouvoirs publics dans la région	1	En voie d'achèvement
	Étude sur les migrations depuis l'Amérique latine et les Caraïbes à destination des États-Unis d'Amérique	1	En voie d'achèvement
20.64 b) iii)	Publication pendant l'exercice biennal de deux numéros du *Boletín informativo sobre envejecimiento*, qui renseigne sur les progrès accomplis par les pays de la région en matière de formulation et d'application de politiques en faveur des personnes âgées	2	En voie d'achèvement
20.64 b) iv)	Rapport technique sur les méthodes suivies pour établir des projections démographiques en Amérique latine et dans les Caraïbes, l'accent étant mis sur les projections infranationales	1	En voie d'achèvement
	Mise au point de logiciels de projections démographiques aux niveaux national et infranational	2	En voie d'achèvement
	Rapport technique sur les méthodes suivies pour diffuser et exploiter les données tirées des recensements réalisés en 2000 afin d'analyser leurs incidences au regard des recensements de 2010	1	En voie d'achèvement
	Entretien et tenue à jour de la base de données sur les migrations internes en Amérique latine et dans les Caraïbes (MIALC)	2	En voie d'achèvement
	Entretien et tenue à jour du système régional d'indicateurs de suivi du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement	2	En voie d'achèvement
Total partiel		**22**	
Planification de l'administration publique			
A/62/6, par. 20.69 a) ii)	Réunions d'experts chargés d'examiner l'expérience et les politiques des pays de la région en matière de développement local (deux réunions pendant l'exercice biennal)	2	En voie d'achèvement
	Réunions d'experts chargés d'évaluer l'expérience acquise en matière d'évaluation des programmes d'investissement public dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes (deux réunions pendant l'exercice biennal)	2	En voie d'achèvement
20.69 b) ii)	Deux études sur le développement local en Amérique latine et dans les Caraïbes	2	En voie d'achèvement
	Deux études sur les méthodes d'évaluation des projets et des programmes	2	En voie d'achèvement
20.69 c) ii)	Quatre stages internationaux sur le développement économique local, la compétitivité territoriale et la	4	En voie d'achèvement

	Produit	*Quantité*	*Explication*
	décentralisation budgétaire (deux stages par an)		
	Quatre stages internationaux sur l'élaboration, la gestion et l'évaluation de projets, les cadres logiques et l'utilisation d'indicateurs aux fins de la réalisation d'études d'impact sur l'environnement (deux stages par an)	4	En voie d'achèvement
	Quatre stages internationaux sur les finances publiques et les politiques budgétaires (deux stages par an)	4	En voie d'achèvement
Total partiel		**20**	
Environnement et établissements humains			
A/62/6, par. 20.74 a) iii)	Réunion d'experts chargés d'examiner l'évolution des processus qui influent sur le développement durable de l'Amérique latine et des Caraïbes et les effets qu'ils ont sur l'intégration des politiques des pouvoirs publics et les ajustements institutionnels	1	En voie d'achèvement
	Réunion d'experts chargés d'examiner les enseignements tirés de la mise en œuvre de politiques et d'instruments qui tiennent compte des aspects économiques, sociaux et environnementaux du développement durable	1	En voie d'achèvement
	Réunion d'experts chargés d'examiner la dynamique de la croissance des établissements humains par rapport à l'évolution des marchés fonciers urbains et ruraux	1	En voie d'achèvement
20.74 b) i)	Étude sur les syndromes du développement durable en Amérique latine et dans les Caraïbes	1	En voie d'achèvement
	Étude sur les progrès accomplis dans l'utilisation de certaines méthodes ainsi que l'exploitation d'indices composites et de moyens synthétiques de relier entre eux les indicateurs de développement durable	1	En voie d'achèvement
	Rapport sur le développement durable en Amérique latine et dans les Caraïbes, 2009	1	En voie d'achèvement
	Étude sur l'intégration des politiques des pouvoirs publics en faveur du développement durable	1	En voie d'achèvement
	Étude sur les stratégies commerciales favorables au développement durable	1	En voie d'achèvement
	Étude sur les stratégies financières favorables au développement durable	1	En voie d'achèvement
	Étude sur les incidences économiques et écologiques des accords internationaux pertinents pour les pays de la région	1	En voie d'achèvement
	Étude sur l'intégration des politiques sectorielles à la faveur d'évaluations stratégiques de l'environnement et la possibilité de les mettre en œuvre dans certains pays de la région	1	En voie d'achèvement

	Produit	*Quantité*	*Explication*
	Étude sur la façon dont la configuration des établissements humains évolue en fonction des processus d'urbanification dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes	1	En voie d'achèvement
	Étude sur les stratégies financières favorables à la pérennisation de l'urbanification	1	En voie d'achèvement
	Étude sur la caractérisation et l'évaluation des facteurs externes dans l'environnement urbain	1	En voie d'achèvement
	Extension de l'analyse des syndromes du développement durable à un plus grand nombre de pays de la région et recensement des syndromes au niveau régional	1	En voie d'achèvement
par. 20.74 c) i)	Prestation aux pays qui en font la demande de services de coopération technique dans les domaines de la viabilité urbaine, de l'efficacité de la gestion publique des établissements humains et de l'évaluation des effets des catastrophes sur les secteurs urbains et sur l'environnement	1	Fusionné avec un autre produit
20.74 c) ii)	Coopération avec les pouvoirs publics, les universités, les organisations non gouvernementales et les organismes régionaux et sous-régionaux qui en font la demande en vue d'appuyer les activités de formation dans les domaines de la gestion, de l'aménagement urbain et territorial ainsi que de l'urbanification durable	1	Fusionné avec un autre produit
	Atelier régional expérimental sur les syndromes du développement durable	1	En voie d'achèvement
	Enseignement à distance consacré aux indicateurs de développement durable	1	En voie d'achèvement
	Enseignement à distance consacré à la gestion de la pérennisation de l'urbanification	1	En voie d'achèvement
	Atelier régional sur la gestion de la pérennisation de l'urbanification	1	En voie d'achèvement
Total partiel		**21**	
Ressources naturelles et infrastructure			
A/62/6, par. 20.79 a)	Réunion d'experts chargés d'examiner l'évolution de la situation et les perspectives dans le domaine de la facilitation des transports en Amérique latine et dans les Caraïbes	1	Achevé
	Réunion d'experts chargés d'examiner la question de la gestion durable des ressources énergétiques, l'accent étant mis sur les progrès accomplis sur le plan de la réglementation relative à l'efficience énergétique et à l'utilisation des sources d'énergie renouvelables	1	En voie d'achèvement
	Réunion d'experts chargés d'analyser l'expérience acquise par les pays de la région en ce qui concerne la réglementation des services d'infrastructure	1	En voie d'achèvement

	Produit	*Quantité*	*Explication*
	Réunion d'experts chargés d'analyser les nouvelles législations nationales et d'évaluer les indicateurs relatifs à la mise en valeur durable des ressources en eau	1	En voie d'achèvement
	Réunion d'experts chargés d'examiner l'évolution de la situation et les perspectives dans le domaine de la facilitation des transports en Amérique latine et dans les Caraïbes	1	En voie d'achèvement
20.79 b) i)	Étude sur le développement des marchés des droits d'émission et la participation des pays de la région aux mécanismes de ce type	1	En voie d'achèvement
	Étude comparative des lois adoptées par certains pays de la région dans le domaine des énergies renouvelables	1	En voie d'achèvement
	Étude sur l'efficacité des services maritimes dans le nouvel environnement international	1	En voie d'achèvement
	Deux études visant à évaluer les politiques des pouvoirs publics, les cadres réglementaires et la participation du secteur privé dans le domaine de la prestation des services publics de distribution et d'infrastructure	2	En voie d'achèvement
	Étude visant à évaluer les changements survenus dans l'application des règles relatives à la facilitation des transports issues des négociations multilatérales et des traités de libre-échange auxquels les pays d'Amérique latine et des Caraïbes sont parties	1	En voie d'achèvement
	Étude sur la mise en œuvre des programmes de facilitation des transports dans les pays sans littoral, et les incidences de ces programmes sur la compétitivité	1	En voie d'achèvement
	Étude sur les effets des réformes portuaires sur la compétitivité de certains pays de la région	1	En voie d'achèvement
	Étude comparative des lois adoptées par certains pays de la région dans le domaine du pétrole et du gaz	1	En voie d'achèvement
	Deux études sur les politiques de gestion durable des ressources en eau menées par les pouvoirs publics	2	En voie d'achèvement
	Deux études sur le comportement des marchés de l'énergie et sur l'expansion des réseaux énergétiques et la participation privée à ces réseaux	2	En voie d'achèvement
	Étude sur le rôle et la place des ressources minières sur le marché international	1	En voie d'achèvement
20.79 b) ii)	Bulletin d'information sur les cours d'eau et les lacs communs à plusieurs pays	2	En voie d'achèvement
20.79 c) i)	Prestation aux pays de la région qui en font la demande de services de coopération technique concernant la gestion durable des ressources naturelles et la prestation de services publics	1	En voie d'achèvement

	Produit	*Quantité*	*Explication*
	de distribution et d'infrastructure		
20.79 c) iii)	Mise en œuvre pendant l'exercice biennal d'un projet de coopération technique consacré à l'élaboration de cadres juridiques et politiques pour la promotion des énergies renouvelables et des programmes d'efficience énergétique, dans le cadre des objectifs de développement énoncés dans la Déclaration du Millénaire	1	En voie d'achèvement
	Mise en œuvre pendant l'exercice biennal d'un projet de coopération technique sur l'harmonisation des politiques et règlements publics touchant les services d'infrastructure	1	En voie d'achèvement
Total partiel		**24**	
Statistiques et projections économiques			
A/62/6, par. 20.84 a) ii)	Réunion d'experts chargés d'évaluer dans quelle mesure la mise en œuvre du Système de comptabilité nationale tient compte des nouvelles recommandations internationales et est adaptée en fonction des besoins des pays de la région, dans le cadre constitué par le Réseau d'experts de la comptabilité nationale des pays d'Amérique latine	1	Rapproché d'un autre produit
	Réunion d'experts chargés d'analyser d'autres méthodes possibles de simulation de scénarios de croissance à moyen terme et à long terme et d'évaluer dans quelle mesure ils permettraient de mieux cerner les répercussions des politiques économiques et sociales	1	En voie d'achèvement
	Réunion d'experts chargés d'analyser les progrès réalisés au regard des comptes satellites s'agissant des priorités arrêtées dans la région en matière de développement	1	En voie d'achèvement
	Réunion d'experts chargés de formuler des recommandations sur les moyens de promouvoir les améliorations techniques et méthodologiques à apporter aux systèmes d'information sociale et aux enquêtes sur les ménages, ainsi que d'élargir les thèmes abordés et les régions géographiques couvertes	1	En voie d'achèvement
	Réunion d'experts chargés de formuler des recommandations visant à renforcer l'harmonisation et la normalisation des indicateurs nationaux et leur intégration dans un système de suivi de la réalisation en Amérique latine et dans les Caraïbes des objectifs de développement définis dans la Déclaration du Millénaire	1	En voie d'achèvement
	Réunion d'experts chargés d'examiner les nouveaux progrès réalisés en ce qui concerne la modélisation dans le cadre des économies ouvertes et la contribution de celle-ci aux prévisions à court terme	1	En voie d'achèvement

	Produit	*Quantité*	*Explication*
	Réunion d'experts chargés d'examiner les améliorations apportées au système d'indicateurs à court terme et l'harmonisation de celui-ci en Amérique latine et dans les Caraïbes	1	En voie d'achèvement
	Réunion d'experts chargés d'analyser et de promouvoir l'intégration des nouvelles recommandations internationales sur la nomenclature dans les pratiques suivies pour établir les statistiques de base en ce qui concerne le commerce national et extérieur de biens et de services, qui sera organisée en coopération avec la Division de statistique du Secrétariat de l'ONU et le Département de statistique du Fonds monétaire international	1	En voie d'achèvement
20.84 b) ii)	Étude sur l'utilisation des parités de pouvoir d'achat dans la mesure et l'analyse de la compétitivité internationale et de la pauvreté	1	En voie d'achèvement
	Deux études sur la modélisation des scénarios de croissance à moyen terme et à long terme dans une perspective sectorielle et leur impact quantitatif sur les tendances de l'emploi, une attention particulière étant accordée aux possibilités et aux contraintes découlant de l'intégration internationale	2	En voie d'achèvement
	Étude sur les aspects méthodologiques et les incidences de la modification de l'année de référence dans la comptabilité nationale aux fins de la comparabilité des données intrarégionales	1	En voie d'achèvement
	Deux études sur les projections macroéconomiques et les tendances des secteurs productifs en Amérique latine et dans les Caraïbes sur la base des principaux scénarios portant sur l'économie internationale	2	En voie d'achèvement
	Deux études sur l'analyse statistique de la situation en ce qui concerne la pauvreté, l'équité et la répartition des revenus, et les dimensions du bien-être social dans certains pays de la région	2	En voie d'achèvement
20.84 b) iii)	Exploitation et tenue à jour de bases de données, y compris l'élargissement des bases de données existantes, la prise en compte de nouveaux thèmes économiques, sociaux et environnementaux et l'amélioration des indicateurs à court terme, ce qui permettra d'améliorer l'appui aux usagers internes et externes et les services d'interconnexion, en particulier en ce qui concerne le système d'information économique et sociale de l'ONU	2	En voie d'achèvement

	Produit	*Quantité*	*Explication*
	Exploitation et tenue à jour de la banque de données sur les tableaux des entrées-sorties et les stocks de facteurs de production, y compris l'amélioration de leur prise en compte dans la comptabilité nationale et leur élargissement à des notions relatives aux matrices de comptabilité sociale	2	Supprimé
Total partiel		**20**	
Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale			
A/62/6, par. 20.89 a) i)	Réunion du Comité de coopération économique de l'Amérique centrale, notamment aux fins d'établir la documentation de fond et un rapport	1	En voie d'achèvement
20.89 a) ii)	Réunion d'experts chargés d'examiner les progrès réalisés dans le domaine de l'intégration et des politiques commerciales dans la sous-région	1	En voie d'achèvement
	Réunion d'experts chargés d'analyser les défis que doivent surmonter les pays de la sous-région et les possibilités qui s'offrent à eux en matière de développement, compte tenu de leurs stratégies d'intégration dans l'économie mondiale	1	En voie d'achèvement
	Réunion d'experts chargés d'examiner la question de la pauvreté en milieu rural, ses liens avec les modes de production dans le secteur rural et l'impact des phénomènes naturels	1	En voie d'achèvement
	Réunion d'experts chargés d'examiner la viabilité du secteur de l'énergie dans la sous-région	1	En voie d'achèvement
	Réunion d'experts chargés d'examiner les nouvelles possibilités et les obstacles qui existent s'agissant du développement du secteur industriel dans certains pays de la sous-région	1	En voie d'achèvement
20.89 b) ii)	Étude sur les migrations et les envois de fonds dans certains pays de la sous-région	1	En voie d'achèvement
	Étude sur l'impact des catastrophes et des situations de vulnérabilité imputables aux changements climatiques sur les progrès accomplis sur la voie de la réalisation des objectifs de développement énoncés dans la Déclaration du Millénaire dans certains pays de la sous-région	1	En voie d'achèvement
	Étude sur la part des énergies renouvelables dans les sources d'énergie et leur viabilité du point de vue écologique dans certains pays de la sous-région	1	En voie d'achèvement
	Étude sur la viabilité de l'un des marchés intégrés de l'énergie de la sous-région	1	En voie d'achèvement
	Étude sur les perspectives d'amélioration de l'intégration de certains secteurs industriels ou de services sous-régionaux sur la scène internationale	1	En voie d'achèvement
	Étude sur les succès remportés dans la lutte contre la pauvreté rurale au moyen d'activités productives	1	En voie d'achèvement

	Produit	*Quantité*	*Explication*
	Étude sur l'impact des phénomènes naturels sur la production agricole et les revenus des populations pauvres dans certains pays de la sous-région	1	En voie d'achèvement
	Étude sur les mesures prises pour favoriser l'équité dans le traitement des hommes et des femmes dans certains pays de la sous-région	1	En voie d'achèvement
	Étude sur l'évolution de la pauvreté et de la vulnérabilité sociale dans la sous-région dans le cadre des progrès réalisés au regard des objectifs de développement énoncés dans la Déclaration du Millénaire	1	En voie d'achèvement
	Étude sur le programme de développement et la croissance en Amérique centrale hors Traité de libre-échange entre les États-Unis, les pays d'Amérique centrale et la République dominicaine	1	En voie d'achèvement
	Étude sur les liens entre le commerce et les changements technologiques dans certains pays de la sous-région	1	En voie d'achèvement
	Étude sur la politique commerciale et la réforme économique dans le cadre du Traité de libre-échange entre les États-Unis, les pays d'Amérique centrale et la République dominicaine	1	En voie d'achèvement
20.89 b) iii)	Actualisation de la base de données consacrée au secteur de l'énergie électrique dans les pays de la sous-région	1	En voie d'achèvement
	Contributions à l'établissement des études préliminaires sur l'économie des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (éditions 2008 et 2009) : note sur l'économie des pays de la sous-région	2	Reclassé comme activité intermédiaire
	Actualisation et développement de la base de données concernant les indicateurs permettant d'évaluer les effets socioéconomiques et environnementaux des catastrophes naturelles	1	En voie d'achèvement
20.89 c) i)	Coopération technique avec les pays de la sous-région et les autres parties prenantes qui en font la demande en vue de favoriser le développement du secteur industriel et de celui des services, y compris la viabilité écologique, la concurrence et l'utilisation d'instruments aux fins de l'analyse de la compétitivité	1	En voie d'achèvement
Total partiel		**23**	
Activités sous-régionales dans les Caraïbes			
A/60/6, par. 20.95 a) iv)	Réunion d'experts chargés d'examiner les questions relatives à la collecte, à la diffusion et à l'exploitation de statistiques sociales aux fins de l'élaboration de politiques sociales	1	Achevé
A/60/6, par. 20.94 b) ii)	Étude sur la vulnérabilité sociale dans les petits États insulaires en développement des Caraïbes	1	Achevé
A/62/6, par. 20.94 b) ii)	Résumés des principales publications des Caraïbes	1	En voie d'achèvement

	Produit	*Quantité*	*Explication*
	en matière de statistique		
20.94 b) iv) PB 126329	Contributions à l'établissement des études préliminaires sur l'économie des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (éditions 2008 et 2009) : note sur l'économie des pays de la sous-région	2	Reclassé comme activité intermédiaire
20.94 a) ii)	Réunion d'experts chargés d'examiner l'intégration du commerce et la restructuration de la production dans les Caraïbes	1	En voie d'achèvement
	Réunion d'experts chargés d'examiner la coordination des politiques macroéconomiques dans les Caraïbes, l'accent étant mis en particulier sur les politiques budgétaire et monétaire	1	En voie d'achèvement
	Réunion d'experts chargés d'évoquer les stratégies en place dans les Caraïbes en matière de réduction des risques	1	En voie d'achèvement
	Réunion d'un groupe d'experts chargés de se pencher sur l'amélioration des statistiques sociales utilisées pour mesurer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et pour en assurer le suivi	1	En voie d'achèvement
	Réunion d'un groupe d'experts chargés d'examiner les progrès réalisés dans la mise en œuvre des principaux programmes d'action mondiaux et régionaux dans le domaine de la population et du développement	1	En voie d'achèvement
	Réunion d'experts chargés d'examiner les questions afférentes à la société de l'information dans les Caraïbes	1	En voie d'achèvement
	Réunion d'un groupe d'experts chargés d'examiner les questions de la marginalisation sociale, de la criminalité et de la violence dans les Caraïbes	1	En voie d'achèvement
	Réunion d'un groupe d'experts chargés d'examiner les domaines critiques concernant la prestation des services sociaux et les programmes de sécurité économique, en particulier ceux destinés aux groupes vulnérables de la population	1	En voie d'achèvement
	Réunion d'experts chargés d'examiner la mise au point de technologies environnementales dans les Caraïbes	1	En voie d'achèvement
20.94 b) ii)	Étude sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de la Stratégie de Maurice	1	En voie d'achèvement
	Étude sur les questions critiques afférentes aux migrations, avec une réflexion particulière sur l'analyse des flux d'envois de fonds	1	En voie d'achèvement
	Étude sur les objectifs, les instruments et les mécanismes de transmission des politiques monétaires dans les Caraïbes	1	En voie d'achèvement
	Étude de l'incidence des nouveaux accords commerciaux conclus aux niveaux mondial, panaméricain et régional sur les pays des Caraïbes	1	En voie d'achèvement

	Produit	*Quantité*	*Explication*
	Étude des changements structurels dans les Caraïbes, l'accent étant mis en particulier sur les liens entre le secteur des services et les autres secteurs d'activité économique	1	En voie d'achèvement
	Étude sur la problématique de l'énergie dans les Caraïbes	1	En voie d'achèvement
	Étude des effets cumulatifs des catastrophes naturelles et leur incidence sur le développement dans la sous-région	1	En voie d'achèvement
	Étude des progrès accomplis dans le domaine de l'utilisation de l'information et des communications au service du développement dans les Caraïbes	1	En voie d'achèvement
	Étude des méthodes d'évaluation du développement de la société de l'information dans les Caraïbes	1	En voie d'achèvement
	Étude visant à établir les liens entre l'égalité des sexes, la pauvreté et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement	1	En voie d'achèvement
	Étude visant à évaluer la mise en œuvre de divers programmes d'action dans les domaines de la population et du développement	1	En voie d'achèvement
	Étude des politiques visant à éliminer la marginalisation sociale et à combattre la criminalité et la violence dans les Caraïbes	1	En voie d'achèvement
	Étude visant à recenser les questions critiques ayant trait à la prestation de services de sécurité sociale à l'intention des groupes particulièrement vulnérables de la population	1	En voie d'achèvement
	Étude consacrée à la planification aux fins de l'élaboration de politiques sociales et de la réduction de la pauvreté dans les Caraïbes	1	En voie d'achèvement
	Étude de la gestion des catastrophes dans certains pays de la sous-région des Caraïbes	1	En voie d'achèvement
	Étude sur la problématique de l'énergie dans les Caraïbes	1	En voie d'achèvement
	Étude sur les investissements requis pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement	1	En voie d'achèvement
	Étude consacrée à la mise en valeur des biotechnologies dans les Caraïbes	1	En voie d'achèvement
	Étude de la modélisation économique dans les Caraïbes	1	En voie d'achèvement
	Étude des politiques budgétaires en vigueur dans les Caraïbes, axée sur les réussites et les échecs de la mise en œuvre des réformes	1	En voie d'achèvement
20.94 b) iii)	Publication sous forme électronique du *Current Awareness Bulletin* (12 numéros pendant l'exercice biennal)	2	En voie d'achèvement
20.94 b) iv)	Collecte d'informations devant être saisies dans les bases de données sur les statistiques sociales se trouvant au siège de la CEPALC et exploitées dans	2	En voie d'achèvement

	Produit	*Quantité*	*Explication*
	les publications-phares annuelles que sont le *Panorama social de l'Amérique latine* et l'*Annuaire statistique de l'Amérique latine et des Caraïbes*		
20.94 c) i)	Coopération technique avec les pays de la région qui en font la demande pour ce qui est des politiques relatives aux technologies de l'information et des communications dans la région	1	En voie d'achèvement
	Coopération technique avec les pays de la région qui en font la demande pour ce qui est des politiques favorisant l'utilisation des technologies environnementales dans les Caraïbes, y compris aux fins de la préparation aux catastrophes et de la réduction des risques	1	En voie d'achèvement
20.94 c) ii)	Cours de formation de trois jours sur l'analyse des statistiques commerciales à l'intention des personnes qui étudient le commerce international	1	En voie d'achèvement
	Atelier de formation de deux jours sur la modélisation économique à l'intention des chercheurs et des membres des instituts de planification, des banques centrales et d'établissements de cette nature	1	En voie d'achèvement
	Deux ateliers de formation d'une durée d'une semaine sur l'évaluation des effets des catastrophes et les stratégies de réduction des risques, à l'intention des fonctionnaires qui participent à l'élaboration et à l'exécution des stratégies d'évaluation et de prévention des catastrophes	2	En voie d'achèvement
	Atelier de formation permettant aux bureaux nationaux de statistique de renforcer les capacités nationales en matière d'analyse démographique et de veiller à ce que des indicateurs de la situation de la femme normalisés soient utilisés dans le cadre de la collecte de données pour le recensement de 2010	1	En voie d'achèvement
	Séminaire de deux jours consacré à la gestion du changement à l'intention des spécialistes de l'information	1	En voie d'achèvement
	Atelier de deux jours sur la gestion des connaissances personnelles à l'intention des principaux décideurs appartenant aux institutions gouvernementales	1	En voie d'achèvement
Total partiel		**47**	
Total général		**253**	